

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA DOT CONVENTUELLE

Étude historique et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 17 Mars 1909, à 2 heures 1/2

PAR

ROGER LAMBERT

Président : M. MASSIGLI, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
CAPITANT, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA DOT CONVENTUELLE

Étude historique et juridique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 17 Mars 1909, à 2 heures 1/2

PAR

ROGER LAMBERT



Président : M. MASSIGLI, professeur

Suffragants { *MM. PIÉDELIÈVRE, professeur*
CAPITANT, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

AUTEURS ANCIENS

Acosta. — Histoire de l'origine et des progrès des revenus ecclésiastiques, p. 50.

Augeaud. — Arrêts notables des différents tribunaux du royaume.

Cambolas. — Décisions notables de droit.

Dupuy (Pierre). — Traités des droits et libertés de l'Eglise gallicane.

Durand de Maillane. — Dictionnaire de droit canon.

Duplessis. — Des Donations.

Duveau. — Dissertation sur le pécule des religieux.

Furgole. — Sur l'article 20 de l'ordonnance de 1731.

Fleury (Abbé). — Histoire ecclésiastique.

Gerbais. — Lettre d'un docteur de Sorbonne à un bénédictin de la compagnie de Saint-Maur, sur le pécule d'un religieux.

Héricourt. — Lois ecclésiastiques.

Heyliot (Pierre). — Histoire des ordres monastiques.

Jousse. — Nouveau commentaire sur l'édit de 1625. Mémoires du Clergé.

Pothier. — Des donations entre vifs.

AUTEURS MODERNES

André. — Cours de droit canon.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 5^e édition.

Bayle. — Mouillard-sur-Grenier. Donations et testaments.

Baudry-Lacantinerie et Colin. — Des Donations entre vifs et des testaments.

Bressolles. — De la reconnaissance légale des communautés religieuses de femmes et des effets qu'elle produit.

Calmette. — Traité des Congrégations.

Championnière et Rigaud. — Traité de l'Enregistrement.

Curet. — Liquidation des Congrégations enseignantes (loi de 1904).

Demolombe. — Traité de droit civil (des donations).

— Dictionnaire de jurisprudence administrative. Voir Cultes, n^o 2076 et 2083.

Duvergier et Toullier. — Droit civil français, t. III, n^o 248.

Fuzier-Hermann. — Répertoire de droit français. Voir Communautés religieuses.

Henrys. — Question 55, t. II.

Jacquier. — Conditions légales des Communautés religieuses.

Ebraly (L'). — Principes de la liquidation des biens des congrégations.

Laurent. — Traité de droit civil (des donations).

Monier. — Commentaire de la loi du 7 juillet 1904.

Planiol. — Traité élémentaire de droit civil, t. II.

Postel. — Etude sur le régime légal des communautés religieuses.

Ravelet. — Traité des Congrégations.

Troplong. — Traité des sociétés et des donations, t. II.

Trouillot et Chapsal. — Du contrat d'association. Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Tessier. — Traité théorique et pratique des dons et legs aux établissements publics ou d'utilité publique.

Trochu. — Régime des Communautés.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES, ANCIENS ET MODERNES

Journal des audiences, tome III et V.

Jurisprudence canonique.

Recueil des arrêts du Parlement de Paris.

Journal de l'enregistrement.

Recueil de jurisprudence (Dalloz).

Revue critique (année 1881).

Pandectes françaises (donations et testaments).

Lois nouvelles (année 1905).

Gazette des tribunaux.

Recueil général des lois et arrêts (Sirey).

Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement (années 1905-1906-1907).

La liquidation des congrégations. Louis Delzons. Revue des Deux-Mondes, 15 février 1908.

Journal officiel. Débats parlementaires de la Chambre, séances du 24 et du 28 mars 1904. Débats parlementaires du Sénat, séance du 5 juillet 1904.

Documents parlementaires, 1904, annexe n° 1509.

LA DOT CONVENTUELLE

INTRODUCTION

La loi du 7 juillet 1904, après avoir interdit dans l'article 1 l'existence des congrégations enseignantes en France, organise dans les articles suivants la liquidation et la dévolution des biens et valeurs appartenant aux établissements qu'elle supprime.

Indépendamment des nombreuses questions que soulève cette liquidation, soit au point de vue de la procédure à employer pour y parvenir, soit en ce qui concerne les pouvoirs du liquidateur, il en est une particulièrement intéressante tant par sa nouveauté que par les principes généraux du droit qu'elle met en jeu.

Le contrat par lequel une religieuse apporte une dot à la congrégation qui s'est engagée à la recevoir et à la faire profiter des avantages de la vie commune est-il résoluble comme tout contrat synallagmatique ?

L'apport dotal doit-il être restitué au cas où l'en-

gagement pris par la congrégation cesserait d'être exécuté par le fait de la loi qui prononce sa dissolution ?

Tels sont les termes du double problème que nous nous proposons d'étudier. Il a une portée aussi considérable que la loi de 1904 elle-même et la jurisprudence lui a donné des solutions aussi nombreuses que variées.

Si la question paraît neuve dans les circonstances particulières où elle se présente, il faut reconnaître que le sujet est par lui-même fort ancien. Déjà la jurisprudence des parlements avait eu à se prononcer bien souvent dans notre ancien droit sur la question de savoir quelle était la nature de l'apport dotal et si sa restitution pouvait être exigée de la part de la congréganiste ou de ses ayants droit, après le départ de celle-ci ou son décès ; mais on ne trouve aucune espèce dans les recueils anciens où la restitution ait été demandée à la suite d'un acte de l'autorité supprimant la congrégation.

La loi de 1901 qui a réglé le sort des congrégations religieuses en France avait bien posé dans son article 18 le principe de la revendication et de la restitution des biens appartenant aux membres des congrégations non autorisées existantes au moment de la promulgation de la loi ; mais la disposition de l'article 18 était sans application au regard des congrégations qui, pourvues alors d'une autorisation, ont été supprimées par la loi du 7 juillet 1904. Sans doute encore on trouve dans les monuments de

jurisprudence du siècle dernier de nombreuses décisions sur le contrat de dot moniale, mais là encore chacune des espèces qui ont été jugées correspondaient à des situations différentes de celles créées par la loi nouvelle.

Toutefois il n'est pas contestable que ces documents anciens ont posé les principes qui ont servi à caractériser la nature du contrat de dot moniale et à dégager les conséquences naturelles et légales qui en découlent sous l'empire de la loi de 1904. Mais il est vrai de répéter que ni dans l'ancienne jurisprudence française, ni dans les lois antérieures à 1901 ni dans la loi sur les associations on ne trouve aucune règle qui réglemente la dissolution des congrégations religieuses au point de vue qui nous occupe.

Dans les travaux parlementaires qui précédèrent le vote de la loi sur la suppression de l'enseignement congréganiste, il ne fut pas dit un mot des apports dotaux. C'est tout au plus si à l'occasion des actions en reprise il fut question du sort des biens qui pouvaient appartenir aux congréganistes avant leur entrée dans la congrégation et qui seraient détenus par celle-ci au moment de sa liquidation. Le gouvernement proposait d'appliquer à cette catégorie de biens l'article 18 de la loi de 1901. Voter une pareille proposition sembla, suivant les expressions d'un commentateur de la loi, une erreur et une injustice, étant donné l'objet envisagé par le projet, c'est-à-dire le sort des congrégations autorisées, alors que le législateur de 1901 réglait celui des congréga-

tions non autorisées, d'où il s'ensuivait des différences capitales soit entre les personnes soit entre les biens (1).

Aussi, pour clôturer des débats qui menaçaient de s'éterniser, la commission et la Chambre ensuite adoptèrent l'amendement Rabier, déposé à la séance du 24 mai 1904 qui proposait de réunir *sans aucune distinction et dans un seul article* les règles à suivre pour la liquidation de tous les biens détenus par les congrégations. C'est dans ces conditions que fut voté le texte qui est devenu le paragraphe 2 de l'article 5 ainsi conçu :

« La liquidation des biens et valeurs qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation, s'opérera d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825. Toutefois après le prélèvement des pensions prévues par la loi de 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne feraient pas retour aux donateurs ou aux héritiers ou aux ayants droit des donateurs ou testateurs, servira à augmenter les subventions de l'Etat pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à accorder des subsides pour location. Les biens et valeurs affectés aux services scolaires dans les congrégations visées au dernier paragraphe de l'article 1 seront affectés aux autres services statutaires de la congrégation. »

1. Monier. *Commentaire de la loi de 1904*, p. 147.

C'est donc par voie de référence à la loi de 1825, sauf les restrictions apportées dans le deuxième paragraphe *in fine* de l'article 15, que fut établie la règle générale de la liquidation et que se trouva ainsi résolue par voie de conséquence cette délicate question des dots moniales. En d'autres termes c'est à un texte aussi général et en même temps aussi laconique que celui de l'article 5 qu'il faudra demander la solution de ce que l'on a appelé très justement des « nouveautés en fait de controverses juridiques ».

On ne tarda pas d'ailleurs à regretter vivement après le vote de la loi cet oubli du législateur, à cause précisément des divisions profondes qui se produisirent entre les cours et les tribunaux sur la solution à donner à ces demandes en restitution de l'apport dotal dont ils furent fréquemment saisis. C'est après beaucoup de tâtonnements et des hésitations nombreuses que la jurisprudence finit par donner de ce contrat une interprétation équitable et juridique admise aujourd'hui sans conteste.

Sans vouloir entrer dès à présent dans le domaine des controverses, il faut cependant reconnaître que la situation faite aux congréganistes après la dissolution, quant à leur apport dotal, méritait de retenir l'attention du législateur. Au moment du vote de la loi de 1901 on s'était beaucoup préoccupé des questions relatives soit à la définition de la congrégation, soit à la nécessité de l'autorisation, soit à la portée des décrets de tutelle soit enfin à la sécularisation. Tous ces différents points furent épuisés dans

les discussions parlementaires. En 1904 il ne fut pas dit un mot du sort des dots moniales. Le mot ne fut pas même prononcé et cependant il y avait là une catégorie de biens tout à fait à part qui ne devait pas être considérée comme faisant partie de la masse des biens à liquider conformément aux dispositions très générales de l'article 5. Il s'agissait au contraire d'un versement qui n'avait pas été fait dans une caisse innommée, mais bien dans celle d'un être juridique légalement existant : la congrégation autorisée.

Ce versement a une cause juridique que tout le monde reconnaît : l'engagement pris par la congrégation en échange de la dot, de nourrir, loger et entretenir pendant toute son existence la personne qui se donne à la vie conventuelle.

Ce contrat est-il onéreux ? Si oui, va-t-il être résolu comme tout contrat synallagmatique conformément à l'article 1184 après qu'une des parties a été mise dans l'impossibilité de remplir ses engagements par une loi ? Les pensions accordées par la loi nouvelle doivent-elles être regardées comme substituées à l'action en restitution de l'apport dotal ? Voilà bien des points importants qui ont été laissés de côté par les rédacteurs de 1904 et la jurisprudence en les solutionnant d'une manière conforme aux principes généraux du droit a donné le plus bel exemple de l'influence progressive et sage qu'elle a toujours exercée sur la loi.

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE PARTIE

Des origines de la dot conventuelle et de sa nature juridique dans l'ancien droit

L'usage de doter la fille qui entre dans une communauté religieuse pour y vivre de la vie commune est de pratique très ancienne et remonte à l'origine même des associations religieuses. Ces sommes offertes d'abord librement, puis exigées à l'entrée par les statuts et règlements des différents ordres religieux, étaient destinées à subvenir à l'entretien et à la nourriture de la personne qui faisait profession. Elles furent d'ailleurs pendant longtemps les seules ressources des couvents et il suffit de parcourir les écrits des anciens auteurs, particulièrement ceux des canonistes, pour se convaincre du rôle très important que joua pendant plusieurs siècles cette question des aumônes dotales dans la fondation des monastères.

La convention ainsi intervenue entre la congréganiste qui s'engage à entrer dans la communauté d'une part, et la communauté qui s'engage à la rece-

voir, à la nourrir et à la loger sa vie durant d'autre part, a pris des noms différents suivant les époques.

Au début on l'appela aumône dotale en considération sans doute de la pensée à la fois religieuse et charitable qui intervenait dans la formation de ce contrat. « Cette expression, dit Laurent, implique évidemment que les biens constituant la dot étaient donnés à l'Eglise comme toutes les libéralités qu'elle reçoit et qui forme — c'est le mot consacré — le patrimoine des pauvres (1). » Plus tard elle prit le nom de contrat d'Ingrès ; c'est ainsi qu'elle fut désignée pendant de longues années dans les recueils de jurisprudence, jusqu'à l'époque moderne où on l'appelle « dot moniale ou conventuelle ». Nous pouvons donc, dès à présent, définir la dot moniale, la somme versée généralement par une religieuse (2) ou un tiers au profit de la communauté au moment où elle s'engage définitivement. Nous disons généralement, car il a existé un grand nombre de couvents où les religieuses étaient reçues sans aucune dot et en considération seulement des services qu'elles pouvaient rendre à l'association, notamment dans les communautés dont l'objet principal était l'enseignement et qui ont disparu avec la loi de 1904.

1. Laurent, t. XV, p. 486.

2. Nous supposons qu'il s'agit toujours de la dot d'une religieuse car c'est presque exclusivement à propos de la liquidation des communautés de femmes que la question de la restitution de la dot se pose et surtout parce que la loi de 1904 n'a pas atteint les communautés d'hommes qui ont été dissoutes après la loi de 1901 comme non autorisées.

Comme cette matière des dots moniales appartient beaucoup plus au droit ecclésiastique qu'au droit civil et qu'elle fut pendant de longs siècles régie par les lois de l'Eglise plutôt que par celles de l'Etat, il n'est pas inutile dès à présent de rappeler brièvement l'histoire de ce contrat depuis ses origines jusqu'à notre droit, avant d'aborder l'examen juridique des difficultés qu'il soulève dans la pratique actuelle.

En principe et dès l'époque où les communautés religieuses prirent naissance, la profession se faisait entre les mains du supérieur ou de la supérieure ou entre celles de l'évêque, conformément aux règlements d'alors et devait toujours être *gratuite*.

La supérieure ne devait rien exiger de la nouvelle religieuse pour prix de sa réception dans le monastère où elle demandait à entrer.

L'Eglise n'avait cessé de proclamer cette règle soit dans les canons de ses conciles, soit dans les décrétales de ses papes.

C'est ainsi qu'en 789 le deuxième concile de Nicée dans son canon 19, avait défendu de ne rien donner ni recevoir pour la réception dans les monastères « sous peine de déposition contre l'abbaye et à l'égard de l'abbesse d'être tirée du monastère et mise dans un autre ». Cette défense fut confirmée deux ans plus tard par Charlemagne dans son règlement d'Aix-la-Chapelle. On trouve aussi vers la même époque plusieurs décrétales des papes qui s'expriment de la même façon et prohibent les aumônes

dotaies. Le pape Urbain V, avait défendu de pareilles pratiques : « Nous leur défendons, disait-il, très expressément (aux monastères), de ne rien exiger ou demander, ni avant ou après la profession, ni directement ni indirectement, argent ou autre chose quand ce serait pour employer à quelque usage ecclésiastique ou pieux. »

Et les conciles qui suivirent le concile d'Arles, le troisième concile de Tours, pour enlever tout prétexte de pauvreté qui n'aurait pas manqué d'être allégué décrétèrent « que les monastères ne devaient recevoir de sujets qu'autant qu'ils en pourraient nourrir sans rien exiger d'eux. »

Mais ce qui restait interdit, c'était le trafic des choses pieuses, la simonie ou les pactes simoniaques comme on disait alors, en souvenir de Simon le magicien qui trafiquait des choses saintes. Il était interdit de vendre l'entrée en religion, mais la discipline de l'Eglise n'interdisait pas de recevoir ce qui était offert librement par ceux qui désiraient entrer en état monastique, car dans ce cas disaient les conciles « il n'y a pas simonie ». « Il n'y a pas simonie à donner de ses biens aux monastères où l'on fait profession religieuse mais on a toujours cru qu'il y en avait quand la donation se faisait pour prix et en considération de la profession (1). »

L'abbé Fleury qui a particulièrement étudié la législation canonique, précise d'une manière très

1. Durand de Maillane. V. Dot.

nette la portée de la prohibition des conciles et montre bien que c'est la simonie seule qui était défendue.

« La simonie est défendue pour la réception dans les monastères comme dans les ordinations sous peine de déposition contre l'abbé clerc et pour l'abbesse ou l'abbé laïque d'être chassé et mis dans un autre monastère, mais ce que les parents donnent pour dot, ou que la religieuse apporte de ses propres biens, demeure au monastère soit que le moine y demeure, soit qu'il en sorte si ce n'est pas la faute du supérieur. Le concile ne défend pas absolument les présents pour l'entrée en religion mais seulement les pactions simoniaques (1) ».

Malgré ces défenses, le mal fut grand, et jusqu'à la fin du xvi^e siècle, nous voyons l'Eglise renouveler en maintes circonstances ces prohibitions et rappeler les sanctions qu'elle infligeait à tous ceux qui contrevenaient à sa loi. C'est ainsi que le concile de Latran tenu en 1179 défend d'exiger quelque chose pour la réception des novices ; il veut qu'on n'élève jamais aux ordres sacrés ceux qui ont donné de l'argent pour leur entrée. « Comme l'entrée dans un monastère est un droit purement spirituel il est expressément défendu à tous les supérieurs réguliers et aux abbesses d'exiger des pensions de ceux qui se présentent pour faire profession et il leur est cependant permis de recevoir ce que les parents leur offrent volontairement ou ce que les novices veulent

1. Abbé Fleury. *Histoire ecclésiastique*, t. IX, p. 564.

donner pourvu que la donation puisse passer pour modique. Celui dont on a exigé « quelque chose de temporel » pour la réception dans un monastère, ne doit point être promu aux ordres sacrés et le supérieur qui l'a reçu doit être suspendu pour un temps des fonctions de sa supériorité (1) ».

Un peu plus tard, le chapitre « Quorum » du concile général de Latran, tenu en 1215 sous Innocent III, défendait aux religieux et surtout aux religieuses de rien exiger pour la profession des novices et afin qu'ils ne prétextent pas de leur ignorance, le concile exige que les évêques fassent publier son décret chaque année dans leur diocèse... « Verum ne per simplicitatem vel ignorantiam se valeant excusare principimus ut diocesani Episcopis per singulis annis hoc faciant per suas dioceses publicari. »

C'est encore le pape Urbain V, dans une de ses « extravagantes » (2) inférée au corps de droit, qui déplore le mal qui travaille son siècle et défend de rien exiger jusqu'à des repas, pour prix d'entrée en religion.

Telle était la discipline de l'Eglise en cette matière. Les monastères devaient s'y conformer et les évêques que leur situation mettait dans l'impossibilité de se rendre compte eux-mêmes, chargeaient leurs

1. Concile de Latran Cap. *Monachi extra de flatu monachorum.*

2. Nom donné à certaines constitutions papales qui se trouvent en dehors du droit canon.

députés auprès de ceux qui faisaient profession, de leur demander non seulement s'ils entraient en religion librement et s'ils avaient les qualités requises pour vivre dans l'état monastique et suivant la règle de la communauté, mais encore si on *n'exigeait pas d'eux quelque chose de temporel pour les recevoir*.

Mais la rigueur de ces prohibitions ne dura pas. Enhardis par la grande tolérance dont ils furent l'objet pendant tout le moyen âge, certains couvents exigèrent de leurs postulantes des constitutions dotales très importantes et cherchèrent ainsi à augmenter par cette voie détournée les biens considérables qu'ils possédaient, grâce aux fondations dont ils avaient pu bénéficier. Acosta, dans son *Histoire de l'origine et du progrès des revenus ecclésiastiques* a conservé la forme dans laquelle se faisait ce qu'on peut appeler en dépit des apparences, une véritable constitution de dot.

« Les personnes qui embrassaient la vie monastique, dit ce théologien, servirent beaucoup à enrichir les monastères, car il arrivait que ceux qui choisissaient cette profession ne se contentaient pas de se donner eux-mêmes à Dieu, ils lui offraient tous leurs biens de quoi ils faisaient un acte selon les formes usitées dans chaque pays. » La teneur de cet acte se trouve en ces termes dans l'ancien cartulaire de Cesaure.

M..., fils de N..., en telle année de l'empereur X... et du comte y offre et donne de ma propre volonté les biens que je possède en tels lieux où je veux

vivre le reste de mes jours », et pour rendre cette offrande solennelle elle se faisait dans l'église où la personne était offerte à Dieu avec tous ses biens, en mettant la main sur l'autel (1); il y avait là évidemment une survivance du vieux formalisme romain, et cet acte solennel ressemblait beaucoup plus en apparence à une donation qu'à un acte de constitution de dot.

Quoi qu'il en soit, et sous l'empire de la faveur dont jouissaient alors les monastères, des abus ne tardèrent pas à se produire et ils devinrent si criants que le pouvoir civil dut intervenir par l'organe de ses Parlements. Il interdit aux monastères de ne rien recevoir de la part des religieux et religieuses qui embrassaient la vie monastique. Mais ce résultat ne fut pas atteint d'un coup et l'on peut suivre dans les recueils d'arrêts des Parlements les différentes étapes de cette réforme ardemment poursuivie. C'est ainsi que le Parlement de Rouen rendit le 17 février 1632 un arrêt portant défense aux abbesses et prieurs de la province de Normandie de prendre aucun denier pour l'entrée et la réception des religieuses sans préjudice néanmoins des pensions modiques et viagères.

« La cour, dit l'arrêt, conformément aux saints décrets et constitutions canoniques, a fait et fait très expresses défenses et inhibitions à toute abbesse,

1. Acosta. *Histoire de l'origine et du progrès des revenus ecclésiastiques*, p. 50.

prieure et supérieure des monastères et maison de filles de ladite province de Normandie d'exiger et de prendre aucun denier pour l'entrée et la réception des religieuses qu'elles reçoivent en leurs dits monastères et maisons religieuses à peine d'être leurs titres déclarés vacants et impénétrables... a ordonné et ordonne que des contraventions faites en ce cas aux dites constitutions canoniques, il sera informé à la requête du procureur général de Rouen en ladite cour ; a déclaré et déclare toute obligation et contrat sur ce faire, nul et de nul effet, sans préjudice néanmoins de pensions modiques et viagères » (1). Mais la prohibition portée par le Parlement de Rouen qui semblait avoir ouvert la voie des réformes était insuffisante et ne dépassa pas les limites de la province à laquelle elle s'adressait.

Aussi trois ans plus tard, le 11 janvier 1635, le Parlement de Paris rendit un arrêt en forme de règlement, par lequel, sur les conclusions de l'avocat général Bignon, défense fut faite aux religieuses Ursulines et à toutes autres supérieures « de prendre aucune somme pour la réception d'aucune religieuse, mais seulement une pension viagère modique laquelle ne pourrait jamais excéder la somme de 500 livres » (2).

Cet arrêt fut suivi quelques années plus tard d'un autre plus général encore. Rendu dans la célèbre

1. *Journal des audiences*, t. I, liv. 3.

2. *Journal des audiences*, t. I, liv. 3.

affaire des religieuses de Saint-Vincent de Blois et d'Anne d'Angis, il fit défense à tous les monastères de prendre aucune somme pour la réception des personnes qui désiraient y rentrer (1). Enfin le procureur général lui-même, guidé par le sentiment de l'intérêt public, fit rendre un troisième arrêt le 4 avril 1667 qui rappelait « que les saints décrets et constitutions des conciles généraux et provinciaux qui ont défendu aux supérieures et supérieurs des monastères de l'un et l'autre sexe, d'exiger ni de prendre aucune somme de deniers ni aucun présent ou bienfait temporel ou pension viagère sous prétexte de fondation ou quelque autre que ce soit en considération de la réception des novices à l'habit ou à la profession, seront exécutés selon leur forme et teneur à peine d'être procédé suivant la rigueur des canons, à l'encontre des supérieurs qui contreviendraient à l'avenir auxdits décrets et constitutions à la confiscation des sommes portées et de la condamnation au double tant contre les monastères qui auront reçu que contre les parents qui auront donné, le tout applicable aux hôpitaux des lieux » (2).

Cette prohibition rigoureuse, rappelée et affirmée solennellement par le pouvoir civil en maintes occasions, n'allait pas sans porter atteinte à la vitalité des ordres monastiques, en leur supprimant la plus grande partie de leurs ressources. Aussi en 1680, à l'assemblée générale du clergé de France, tenue à

1. *Journal des audiences*, t. II, liv. 1.

2. *Journal des audiences*, t. III, liv. 1.

Saint-Germain-en-Laye, les archevêques, évêques et délégués adressèrent une supplique au roi pour permettre de déroger aux rigueurs des parlements ; ils demandaient d'autoriser les monastères « non fondés, rentés ni bâtis de prendre des dots et contrats pour iceux comme ils faisaient avant l'édit de 1666 » (1).

Cette déclaration, manifestée d'abord timidement à l'assemblée de 1680, fut beaucoup plus affirmée à celle de 1685. Nous en avons la preuve dans le procès-verbal de cette assemblée où Mgr le coadjuteur d'Arles expliqua au nom de sa province et de celle d'Aix « la peine que souffraient ces deux provinces dans l'exécution de la déclaration de 1666 qui défend aux monastères de prendre des dots pour les religieuses. Il a représenté qu'il y avait lieu de croire que les motifs de cette déclaration n'avaient été que de faire observer la pureté de la discipline ecclésiastique ; que néanmoins l'usage des dots ne paraissait pas fort contraire à cette même pureté puisqu'on voyait dans les actes de Milan que Saint-Charles avait dressé des modèles de ces sortes de contrats et que tous les jours dans les translations des religieuses, les papes ordonnaient par leurs brefs ou l'augmentation ou la diminution de ces mêmes dots ; d'ailleurs que cette déclaration paraissait impossible dans la pratique n'y ayant que deux voies

1. Extrait des articles concernant la juridiction ecclésiastique.

pour faire subsister les maisons religieuses ; savoir les dots et les pensions viagères ; que les pensions viagères étaient mal payées. outre que celles-ci attiraient des reproches aux religieuses en particulier, ces pensions ne suffisaient pas pour établir une subvention certaine pour les monastères, mais qu'il était certain de plus que cette déclaration n'était point exécutée ».

Enfin l'archevêque d'Arles indiquait dans son exposé qu'il y avait deux choses à considérer : la spéculation et la pratique ; que dans la spéculation il était constant qu'à regarder les choses dans l'esprit ecclésiastique les dots ne devraient point être tolérées, que les lois de l'Eglise ordonnaient qu'on ne bâtît point des monastères, qu'il n'y eût de fonds en biens ou en aumônes pour la subsistance des religieuses ; qu'il y avait même une constitution de Boniface VIII qui déclarait nulles les professions faites au delà du nombre de personnes que les monastères pouvaient nourrir ; que les constitutions canoniques sur ce fait étaient renouvelées par le concile de Trente et qu'autrefois le sixième concile de Paris avait décidé la même chose ; que si toutes ces lois avaient été observées, les dots ne se trouveraient pas introduites dans l'église. A l'égard de la pratique qu'il s'était introduit une coutume fort opposée à ces lois, qu'elle pouvait être abusive dans son principe, mais qu'elle était autorisée par un long usage, qu'elle s'était répandue dans l'Eglise, que l'on avait depuis universellement reçu des religieuses au-

delà du nombre que les couvents pouvaient nourrir ; qu'il était vrai que la loi détruisait les dots, mais que la coutume y avait dérogé, que la coutume regardait les mœurs et que par conséquent nous devions vivre sous la coutume ; qu'elle n'allait pas à autoriser que l'on donnât de l'argent pour les vœux, mais de même que dans le mariage l'on voulait qu'il y eût des biens pour assurer la nourriture des enfants ainsi il était introduit que l'on établît les dots, non pas pour l'entrée en religion, mais pour la nourriture des religieuses » (1).

L'extrait de ce procès-verbal est des plus intéressant car d'une part, il met en évidence l'antagonisme persistant entre le pouvoir séculier et le pouvoir religieux, sur la nature et la légalité de l'apport dotal, et d'autre part, il résume très clairement la discipline de l'Eglise sur ce contrat et le rôle très important qu'il jouait alors dans la fondation et dans l'avenir des communautés religieuses.

Les Parlements, comme nous l'avons indiqué plus haut, s'étaient bien préoccupés depuis quelques années de cette situation et par une série d'arrêts, commandés par les circonstances, avaient réduit les dots excessives et fait défense d'exiger quoi que ce soit comme prix d'entrée en religion.

Mais ces mesures de grande sagesse furent éludées par des moyens détournés et les abus d'autrefois se firent tellement sentir que non seulement la suppli-

1. *Mémoire du Clergé*, t. IV, page 247.

que des évêques solennellement réitérée et tendant à faire reconnaître la légitimité des dots moniales n'eut pas de résultats, mais le roi lui-même dut intervenir et à la date du 28 avril 1693 Louis XIV rendit la fameuse déclaration enregistrée au Parlement de Pau le 7 mai suivant et qui est le seul acte officiel du pouvoir civil que notre ancien droit ait conservé sur la matière des dots moniales (1). Aussi étant donné son importance et l'influence qu'elle a joué sur les contrats de dots, elle exige une courte analyse.

Cette déclaration rappelle d'abord une disposition concernant les communautés religieuses qui ne sont point confirmées par lettres patentes et dont il était parlé dans le nouvel édit de mainmorte. Dans l'article 18 de l'édit qui précède la déclaration interprétative, on indique la nature et la qualité des biens qu'il est permis de donner aux communautés religieuses pour les dots des filles qui désiraient y faire profession ; si on voulait en donner d'une autre nature, il fallait obtenir des lettres patentes.

La déclaration continue par une distinction entre les communautés nouvelles établies depuis 1600 et les communautés anciennes, ainsi qu'avait fait la jurisprudence des Parlements. Les établissements postérieurs à 1600 peuvent, suivant la déclaration, recevoir des pensions dont le montant est fixé par la valeur des aliments ou à une cer-

1. *Recueil de jurisprudence canonique*. V. dotation.

taine somme qu'elle détermine. La pension viagère ne devait pas excéder 500 livres à Paris et dans les sièges du Parlement ; 350 livres dans les autres localités et hypothéquée sur les fonds libres jusqu'à concurrence de la somme autorisée et un trousseau qui pouvait être remplacé par une somme de 200 à 1.200 livres selon les lieux. A la pension viagère il était loisible de substituer un capital fixé à 8.000 ou 6.000 livres, ou des immeubles estimés à cette valeur par des experts nommés par justice. Cette alternative dépendait d'ailleurs uniquement du choix de la famille de la religieuse qui faisait profession.

Il était en outre expliqué dans l'acte de 1693 en quelle forme devait être constituée la dot moniale, et quelles conséquences entraîneraient l'inobservation des règles prescrites. Tous les actes constitutifs de dot devaient être passés devant notaire en présence des père et mère, tuteur ou curateur. Ils étaient enregistrés et publiés dans les Parlements. Les dots qui excédaient les sommes fixées étaient réduites sur la demande des parents dans les six mois de l'enregistrement. L'autorisation de recevoir des dots pouvait être accordée sur l'avis des évêques et archevêques aux autres communautés de femmes qui se trouvaient dans le besoin.

Enfin les filles qui s'engageaient dans les ordres où l'on conservait la jouissance de la propriété de ses biens, ne pouvaient donner outre les pensions viagères que 3.000 livres de capital.

La déclaration du 28 avril 1693 fut suivie et com-

plétée par celle du 20 juillet 1702 (1) dont l'article 7 permettait de payer la dot en plusieurs termes et supprimait la faculté qui pouvait être accordée par justice de la solder en immeuble.

Il convient de noter que les défenses que contenait cette déclaration s'adressaient à toutes les communautés d'hommes et de femmes, alors que les exceptions qui y étaient faites intéressaient ces dernières seulement.

C'est ce que décida un arrêt du Parlement de Paris, le 10 juin 1732 (2).

Les nombreuses dispositions de la déclaration royale de 1693 restèrent en vigueur et furent appliquées par les Parlements jusqu'à la Révolution française, et l'on trouve dans les recueils d'arrêts d'abondantes décisions qui renouvelèrent en les interprétant les règles précises posées par l'acte de Louis XIV.

Sans vouloir analyser cette jurisprudence, il est intéressant de passer rapidement en revue quelques-uns des arrêts les plus importants et qui ont le mieux mis en évidence les règles édictées par l'ordonnance de 1693.

La cour, par un arrêt de partage de la Grand'-Chambre, rendu le 2 septembre 1710, a confirmé une sentence rendue à Tours le 22 mars 1707 par laquelle les religieuses de la Virginité de Vendôme ont été déboutées de la demande qu'elles avaient formée con-

1. *Recueil des édits*, article 2, p. 384.

2. *Jurisprudence canonique*. Voir dot.

tre la succession d'une de leurs religieuses pour qu'elle fût tenue de faire un fonds de 4.000 livres produisant 200 livres de rente perpétuelle promise pour restant de sa dot ; néanmoins les héritiers furent condamnés, suivant leurs offres, à payer les arréages comme pension viagère. Deux motifs semblent avoir dicté cette décision : l'un que l'abbaye de la Virginité était un couvent de fondation ancienne, par conséquent compris dans la prohibition générale des canons et règlements ; l'autre que le monastère devait être assez satisfait d'avoir été payé de la rente de 200 livres pendant la vie de la religieuse. Le dispositif de l'arrêt mérite de retenir l'attention ainsi que le fait remarquer le commentateur, en ce que la cour prononce sans « qu'il soit besoin d'avoir égard aux lettres de rescision prises par les héritiers contre le contrat de dotation ; ce qui annonce que le contrat était radicalement nul et de nullité d'ordonnance ».

Un autre arrêt fut rendu le 11 juillet 1747 en la quatrième Chambre des enquêtes entre les directeurs des créanciers de feu M^e Denyau, avocat, le curateur à sa succession vacante, les moines de l'abbaye Saint-Victor, à Paris, et le fils du *de cujus* moine de cette abbaye. La Cour déclara nulle la constitution de 500 livres pour rente viagère faite par M^e Denyau au profit de cette maison par acte du 26 mars 1731.

Si le texte de la déclaration de 1693 a été vengé et maintenu lorsqu'il a été attaqué de front, les voies

et les moyens détournés pour en éluder l'application ont été également punis avec sévérité.

En voici deux exemples :

Les religieux Feuillants de la rue Saint-Honoré avaient fait passer un contrat de 200 livres de rente au profit de leur monastère par une mère dont le fils était à la veille de faire profession. On avait déguisé cette pension sous le titre de fondation d'une messe basse par semaine pendant vingt ans seulement. Le contrat fut attaqué par les héritiers comme une fraude faite à la loi qui ne permettait pas aux religieux de prendre ni argent, ni constitution annuelle pour recevoir un novice à profession. Les religieux Feuillants se défendaient en soutenant que la déclaration de 1693 qui était le dernier état du droit en cette matière, ne s'appliquait qu'aux couvents de filles et ne parlait point des monastères d'hommes. La Cour, malgré cette prétention, déclara le contrat nul et les héritiers déchargés du paiement de la rente.

Une décision rendue en 1732 en la Grand'Chambre du Parlement de Paris prononça la nullité d'un contrat de constitution de 150 livres de rente perpétuelle et du principal de 3.000 livres fait au profit des Augustins Déchaussés de la place des Victoires à Paris, le sieur et dame Belleville en 1724, pour la constitution dotale de leur fils à cause de ses infirmités. L'arrêt décharge complètement les héritiers du paiement de la rente perpétuel.

Dans la plaidoirie qu'il prononça à cette occasion et qui est rapportée sous l'arrêt, l'avocat chargé des

intérêts des moines Augustins prétendait que les règlements et conciles ne prescrivaient les constitutions dotales, que quand elles avaient pour objet la réception de la personne religieuse ; il reconnaissait que dans ce cas elles étaient interdites. Mais il argumentait pour défendre son opinion, des termes mêmes du contrat qui faisait l'objet du litige, suivant lequel la rente n'avait pas pour objet l'entrée en religion, mais l'entretien du religieux dans une maison qui n'était pas assez riche pour ne rien exiger ; il appuyait sa distinction sur les Pères de l'Eglise qui avaient écrit sur la question des dots et notamment sur Saint-Thomas, Saint-Bonaventure et autres.

Toutes ces distinctions furent rejetées par l'arrêt. Ces deux décisions sont importantes, car elles montrent que non seulement les règles posées par la déclaration de 1693 étaient rigoureuses et sévèrement maintenues dans leur application mais encore que l'acte royal, malgré son texte imprécis, et contrairement à ce qui avait été soutenu par les parties en cause, s'adressait aussi bien aux monastères d'hommes qu'aux couvents de femmes.

DEUXIÈME PARTIE

Nature juridique de la dot conventuelle dans l'ancien droit

Maintenant que nous connaissons l'origine de la dot conventuelle et son évolution historique, il convient de rechercher la nature juridique que lui assignaient nos anciens auteurs et la jurisprudence des Parlements.

La nature juridique de l'aumône dotale, on peut le dire déjà, suivit la capacité des monastères dans ses évolutions successives, partagea leurs restrictions et leurs libertés et ne leur survécut que par les déguisements qu'empruntaient pour elle les jurisconsultes d'autrefois. A cet égard il faut distinguer deux périodes : la première, que nous appellerons période ancienne, durant laquelle l'apport dotal était considéré comme une véritable donation à cause de mort et la période qui suivit l'ordonnance de 1693 et pendant laquelle le congréganiste conservait au point de vue de la loi civile pleine et entière capacité et pouvait dès lors faire un contrat avec des obligations réciproques.

Sous la législation de Justinien et du bas empire romain, toute personne qui entraît dans un monas-

tère était regardée comme incapable ; mais ce n'était pas encore un mort civil. Par sa profession monastique elle subissait une sorte de *capitis deminutio* (1) et il se produisait pour elle un changement d'état, ce que de Savigny appelait « une diminution dans l'aptitude juridique de sa personne ».

Néanmoins le congréganiste ne perdait pas la jouissance de ses droits qui se trouvaient seulement subordonnés à de certaines conditions. C'est ainsi, par exemple, d'après Léon, que la personne qui entraient en religion pouvait, même après ses vœux, disposer sous certaines réserves de la fortune qu'elle aurait acquise depuis son entrée dans le monastère (2).

A mesure qu'évoluait l'organisation politique et sociale de l'ancienne France, la capacité des personnes qui entraient en religion disparut peu à peu jusqu'à la mort civile. Désormais l'effet de la profession était de dessaisir la religieuse de tous les droits existant ou pouvant exister à son profit ; c'est ainsi que la succession s'ouvrait immédiatement et passait à ses héritiers comme par suite de mort naturelle. Toutefois avant de prononcer les vœux qui la frappaient de cette espèce de déchéance au regard de la loi civile « elle pouvait faire valablement son testament, pourvu qu'elle observe les formes de donation à cause de mort (3). Par une fiction semblable

1. Loi 3, principe. *D. de Cap... deminu.*

2. Nov. Léon V.

3. De Héricourt, g, XIII, règle 18.920.

à celle de la loi Cornélia, elle est comme morte dès le dernier instant auquel elle jouissait encore de la vie civile (1). » Il résulte de ces explications que lorsqu'un apport dotal était fait par un congréganiste au moment de son entrée en religion, il ne pouvait l'être valablement et que sous la forme d'une donation à cause de mort.

Et cependant, la question de savoir si la religieuse pouvait disposer, même sous cette forme au profit du couvent où elle allait entrer, fut fort discutée. C'est ainsi qu'en 1212 et 1218, les conciles prohibèrent toute donation par la religieuse à un couvent. Un arrêt du Parlement décida contrairement aux décisions des conciles, « qu'une fille majeure et maîtresse de ses droits peut, en entrant en religion, se constituer et donner au monastère telle part de ses biens ; mais il faut qu'elle le fasse à l'entrée et pour le contrat de réception, car après elle n'est plus libre n'étant pas en sa puissance » (2).

Mais l'opinion générale des auteurs d'alors était que la fille, avant sa profession, restait libre de se constituer telle dot qu'il lui semblait, qu'il y avait là une véritable donation à cause de mort et que la dot une fois donnée restait irrévocablement acquise à la communauté.

La jurisprudence du Parlement de Paris décida dans le même sens, lorsqu'elle fut appelée à statuer

1. *Coutume d'Orléans*. Introduction, liv. XIII, 2^e 35.

2. Henrys. *Quest.*, t. II, p. 385.

dans la célèbre affaire de l'Abbaye-aux-Rois, le 10 juillet 1864 (1).

La dot versée en 1648 par M^{lle} de Montebeyre avait été de 3.000 livres. Le couvent s'obligeait en échange à faire les frais de la profession et à loger, nourrir et entretenir sa vie durant la demoiselle de Montebeyre. La communauté de l'Abbaye-aux-Rois s'engageait en outre à lui payer une rente de 100 francs au cas où elle quitterait ce pays pour aller ailleurs.

En 1666, la profession de M^{lle} de Montebeyre fut déclarée nulle en cour de Rome, et la famille de Montebeyre demanda la restitution de la dot et le procès fut plaidé.

M^e Leverrier qui était l'avocat de la famille de Montebeyre soutenait que la dot de 3.000 livres devait être rendue et que les religieuses n'avaient pas le droit de la retenir, que la profession étant déclarée nulle et l'apport dotal n'étant rien moins qu'une donation sous condition, laquelle n'est valable que si la condition se réalise. A l'appui de sa thèse, M^e Leverrier apportait l'opinion plus ancienne et plus générale de Cujas, opinion qu'il avait synthétisé dans cette formule « constat id demum posse condici alicui quod vel, ex non justa causa, ad eum pervenit vel reedit ad nom justam causam » quand on a donné une chose pour une cause qui n'a pas eu d'exécution, soit qu'on se soit trompé d'abord dans

1. *Journal des audiences*, t. IV, p. 892.

la connaissance du motif qui nous déterminerait à faire la donation, soit que la cause pour laquelle on a fait la donation ait cessé, soit qu'elle n'ait pu être exécutée, dans tous les cas il y a lieu à la répétition.

A l'autorité de Cujas, M^e Leverrier ajoutait celle du célèbre canoniste Panorme qui avait traité la question sous le chapitre « quod ad te clericis conjugatis » d'une décrétale. Panorme déclarait que c'était un principe certain que quand une personne faisait une donation à l'époque de son entrée en religion, si elle venait à en sortir dans la suite la donation était révoquée (1). Il donnait deux motifs de cette manière de décider : le premier, disait-il, c'est que l'accessoire doit suivre le principal, il n'y a rien de plus accessoire, rien qui ne soit une suite plus nécessaire que le bien qu'une personne a donné à un couvent où elle a fait profession, si elle vient à en sortir, suive sa personne comme une partie doit suivre son tout. Quant au second motif donné par Panorme, il était pour lui plus décisif encore : on a donné 3.000 livres aux religieuses parce qu'on croyait assurément que la fille ferait profession dans le couvent ; on croyait même davantage « credebat professionem tenere ». Ce sont les expressions mêmes de l'auteur. La donation qui a été faite ainsi était certainement

1. *Aut donatio fuit facta tempore ingressus, aut sine aliquo ingressu primo casu revocatione donationis.*

une donation à cause de mort, parce qu'elle a été faite en vue de la mort civile.

Pendant la plus grande partie du XVIII^e siècle, cette opinion ne fut pas démentie jusqu'à l'arrêt de de 1721, qui la consacre encore formellement. Vers 1688, une demoiselle Galeran était entrée et avait fait profession dans le monastère des religieuses Augustines-de-Notre-Dame du faubourg Saint-Germain. Ses parents lui avaient constitué une dot de 6.000 livres dont 3.000 avaient été payés comptant et pour les 4.000 livres restant on avait cédé à la religieuse 200 livres de rente avec promesse de garantir et de faire payer après un simple commandement.

En 1678, la maison ayant été saisie par un de leurs créanciers, les religieuses durent quitter le couvent et aller chercher refuge dans d'autres communautés. M^{lle} Galeran rentra chez elle et demanda à sa ancienne communauté la restitution de sa dot.

La sentence qui intervint en première instance décida que les religieuses Augustines pouvaient conserver sa dot. Appel fut interjeté de la décision et, M^e Baille, qui plaidait pour l'appelante, soutint que la sentence ne pouvait résister au moindre examen pour plusieurs raisons qu'il développa très longuement. Il eut un argument qu'il présenta comme irréfutable et qui résumait nettement la question : « La constitution de dot, disait-il, au profit de la communauté religieuse avait pour cause et pour motif précis de garder, nourrir et entretenir la sœur

Galeran ; c'était là une obligation *sub modo sub conditione* ; qu'ainsi il faudrait, pour que les créanciers du couvent agissent en son nom et comme exerçant les droits et actions de leur débitrice, qu'ils pussent prétendre exiger l'exécution de l'obligation à leur profit. A cette condition, mais à cette condition seulement la rente constituée pouvait leur appartenir. »

Avant de terminer ce rapide aperçu historique de la dot moniale, il convient de noter que le caractère de donation à cause de mort qui lui fut assigné par les anciens parlements ne dura pas sans de nombreuses exceptions et déjà vers le commencement du xviii^e siècle, les auteurs voyaient dans l'apport dotal un véritable contrat à titre onéreux. Cette dernière opinion qui fut soutenue d'abord timidement par quelques-uns s'accrédita de plus en plus pour devenir la seule véritablement juridique qui prévaut dans notre législation moderne. C'est ainsi que Lebrun, à propos de la légitime dit que « les enfants qui ont fait profession ne font point part pour la supputation de la légitime parce qu'ils sont incapables de succéder et la constitution de dot qui leur a été faite est plutôt un contrat onéreux passé avec le couvent qu'une donation exercée en leur droit » (1). Furgole dans son commentaire de l'ordonnance de 1731 sur l'insinuation des donations, soutient très clairement le même principe. « Tous les biens, dit-il, ayant appartenu au

1. Lebrun. *De la légitt.*, liv. II, chap. III, sect. n^o 15.

défunt et dont il n'a pas disposé par contrat purement onéreux doivent être compris dans la composition du patrimoine, On doit néanmoins excepter les aumônes dotales ou l'argent qui est baillé au monastère pour la réception du fils ou de la fille religieuse, soit parce que la chose est baillée à titre onéreux à l'égard du couvent, soit parce qu'au moyen de cet argent, le fils ou la fille religieuse ne sont pas comptés pour le règlement de la légitime, parce qu'ils sont morts civilement, ou, comme disent les auteurs : « non faciunt partem nec admittuntur ad partem (1) ». Il y a eu cependant quelques auteurs dissidents qui se rangeaient à l'opinion de la pratique ancienne et considéraient l'aumône dotale comme une véritable donation. C'était notamment l'avis de Dumoulin dans son commentaire de la coutume d'Anjou ; mais cette opinion était fondée sur une disposition très particulière de cette coutume, où la part de l'enfant qui entrait en religion profitait à l'aîné seulement.

1. Furgole. *Ordonnance de Louis XV sur donation*, XXX, IV, p. 28.

CHAPITRE II

De la légalité de la dot conventuelle et de ses caractères juridiques dans le droit moderne

§ 1

La dot conventuelle est un contrat légitime

La législation que nous venons de rappeler fut emportée par la Révolution. L'édit de 1782, sur l'administration des biens appartenant aux monastères légalement établis, avait été le dernier acte de la monarchie concernant les établissements religieux.

Un premier décret du 28 octobre 1789 suspendit l'émission des vœux et la suppression totale des communautés religieuses suivit bientôt cette première mesure. Elle fut prononcée par un décret de la Convention du 23 avril 1792. Dès ce moment, les actes du pouvoir civil relatifs à la liquidation des biens appartenant aux établissements supprimés se succédèrent nombreux et parmi ceux-ci, il convient de noter un décret du 18 août 1792 qui statuait sur le sort des dots qui avaient été apportées par les religieuses des couvents disparus. « Les individus, dit

le décret, des congrégations de filles, auront pour pension de retraite les deux tiers du traitement affecté aux religieuses par le décret du 7 du présent mois. Celles qui par leur institut étaient astreintes à payer une dot et qui justifient l'avoir acquittée, auront l'ancien traitement des religieuses, mais elles ne pourront exiger le remboursement de ladite dot » (1).

Ainsi fut réglé expressément le droit des religieuses sur leur apport dotal.

Pension de retraite pour celles qui n'avaient pas apporté de dot, traitement pour celles qui justifient l'avoir apportée. Mais dans aucun cas, il ne peut y avoir lieu à restitution.

Pendant toute la période révolutionnaire, et jusqu'en 1807, la question des dots se posa très rarement, et il n'est pas exagéré de dire qu'à part un arrêté du 17 janvier 1801 qui décida que les religieuses qui voudraient affranchir leurs familles du paiement de leur dot le pourraient faire en renonçant à la pension de retraite et aux arrérages échus, ce problème disparut avec les établissements qui lui avaient donné naissance. Sous l'empire du Concordat qui mit fin aux actes de proscription qui les avaient frappées sous la Convention, il se forma à l'égard des communautés religieuses un droit nouveau empreint de la plus grande tolérance.

Une loi du 2 janvier 1817 rendit aux congrégations leur existence et assura leur protection sous certai-

1. Sirey. *Premier vol. des lois annotées*, p. 197, art. 1 et 2.

nes conditions qui en faisaient des personnes morales capables d'agir, de posséder et de contracter.

« Tout établissement ecclésiastique, dit l'article 1, reconnu par la loi, pourra accepter avec l'autorisation du roi, tous les biens meubles et immeubles ou rentes qui lui seront donnés par acte entre vifs ou par acte de dernière volonté. »

Et l'article 2 ajoutait :

« Il pourra avec l'autorisation du roi acquérir des biens immeubles ou des rentes. »

Cette loi proclamait pour les couvents un régime de faveur et de liberté. Elle leur octroyait une capacité inconnue depuis la fin du xvii^e siècle, époque à laquelle disparut celle qui leur avait été attribuée largement par la législation des capitulaires. Mais ce n'était là qu'une étape et le pas décisif dans la voie des réformes préparées par la Restauration, fut achevé par la loi du 24 mai 1825, complétée plus tard par le décret de 1852 et qui est demeurée jusqu'à notre époque la loi organique des communautés religieuses en France.

Elle était intitulée : « Loi relative à l'autorisation et à l'existence des congrégations et communautés religieuses de femmes ». Désormais, l'existence de ces congrégations est formellement reconnue et leur régime légal nettement précisé. Il y aura d'une part, celles qui auront demandé l'autorisation et qui, l'ayant obtenue, auront une capacité juridique étendue ; d'autre part, celles qui n'auront pas été autorisées et qui n'auront qu'une existence de fait que la

loi de 1825 n'interdit pas, mais qui n'auront aucune espèce de capacité d'agir ou de contracter, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit.

On comprend dès lors, comment sous l'influence de cette législation éminemment protectrice de leurs droits, les couvents prirent un essor considérable et comment la dot conventuelle en changeant de caractère reprit toute l'importance qu'elle avait eue jadis dans la fondation et l'histoire des monastères de l'ancienne France. Certes, les craintes qu'avait manifestées le pouvoir civil dans l'ancien droit et qui consistaient surtout à voir dans l'apport dotal un moyen facile pour les couvents d'augmenter leur patrimoine en constituant un corps de mainmorte toujours préjudiciable à l'intérêt des familles et à l'intérêt social, n'avaient plus leur raison d'être. Des textes aussi limitatifs que les articles 4 (1) et 5 de la loi de 1825 ne permettaient pas des libéralités excessives au profit des établissements religieux.

Aussi la jurisprudence n'hésita pas à valider le « contrat de dot moniale et à en donner une interprétation des plus juridiques en combinant heureusement les principes de notre droit public et du droit civil ».

1. ART. 4. — Les établissements dûment autorisés pourront, avec l'autorisation spéciale du roi : 1^o accepter les biens meubles et immeubles qui leur auraient été donnés par acte entre vifs ou par acte de dernière volonté à titre particulier seulement ; 2^o acquérir à titre onéreux ou des rentes ; 3^o aliéner des biens immeubles ou des rentes dont ils seraient propriétaires.

La question de savoir si le contrat de dot moniale est permis et doit être considéré comme susceptible de produire un effet juridique, n'a pas fait de difficultés et il semble que sa légalité n'a jamais été sérieusement contestée. Un auteur cependant, Laurent, a soutenu l'illégalité des dotations religieuses et il l'a fait à propos des congrégations autorisées.

« Quelles seront, dit Laurent, les conséquences juridique des conventions faites par une congrégation non autorisée ? Ici, nous rencontrons de nouveau la fraude employée pour créer à perpétuité à titre de corps moraux des établissements que la loi a abolis, des corporations qui sont en violation permanente avec la loi et un danger onéreux pour la société et les familles. Quelle est la valeur de ces conventions ? A notre avis il ne peut s'agir des conventions parce que ceux qui contractent ne le font qu'au nom de ces corporations et pour une cause illicite que la loi réprime (1). »

Le savant commentateur du Code civil, après avoir cité à l'appui de sa thèse un arrêt de la Cour de Bruxelles qui, contrairement à la jurisprudence française, a annulé un contrat de dot intervenu entre une religieuse et une congrégation non autorisée, ajoute : « Cette convention est nulle pour avoir été faite au profit d'une congrégation incapable de contracter, on est donc en présence d'un pur fait : la religieuse est nourrie, soignée, doit-elle une indemnité de ce

1. Laurent. *Droit civil*, t. 16 n° 70.

chef ? L'arrêt répond que c'est là une obligation naturelle, en ce sens que personne ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. »

Laurent n'a pas beaucoup fortifié son système en l'appuyant sur cet arrêt. Il s'agissait en effet d'une congrégation non autorisée qui s'était engagée à loger, nourrir et entretenir une personne sa vie durant, alors qu'elle n'avait évidemment aucune capacité juridique. Sur ce point, personne ne contredira l'opinion de Laurent et à moins de prétendre que l'arrêt de Bruxelles ne signifie rien pour ou contre la légalité du contrat de dot moniale, il faut reconnaître que la Cour n'a pas fait une appréciation très juste de l'espèce qui lui était soumise quant aux motifs qu'elle a donnés de sa décision.

Pour combattre la légalité des dots moniales d'autres auteurs après Laurent se sont emparés de deux arrêts, l'un de la Cour de Grenoble (1) l'autre de la Cour de Lyon (2), rendus comme nous l'allons voir dans des espèces très différentes de la situation qui nous occupe.

Le 2 octobre 1851, une demoiselle Coche, religieuse appartenant à une communauté non autorisée et directrice d'une maison d'enseignement, faisait avec une demoiselle Magnin la convention suivante : M^{lle} Coche s'engageait à loger, nourrir et entretenir sa vie durant M^{lle} Magnin et à la faire profiter de

1. Grenoble, 27 mai 1857, p. 58. 2. 110.

2. Lyon, 3 février 1867, p. 67. 2. 111.

tous les avantages de la vie commune. En retour M^{lle} Magnin s'engageait à lui céder une somme de 15.000 francs qui lui était due par sa sœur, une dame Trouillet. L'acte de cession fut réalisé par un acte sous seing privé le 8 janvier 1852. En 1853, M^{lle} Magnin mourut laissant pour lui succéder sa mère qui décéda à son tour quelques jours après, sa sœur qui était la débitrice des 15.000 francs cédés à la supérieure de la communauté, M^{lle} Coche, et des enfants mineurs d'une autre sœur prédécédée. Le 27 janvier 1855, la demoiselle Coche agissant en vertu de l'acte de cession qui lui avait été consenti actionna la sœur de la demoiselle Magnin devant le tribunal de Bourgoin en paiement des intérêts du capital cédé et en restitution d'une partie de ce capital.

Le tribunal accueillit le système soutenu par les défendeurs et déclara que le contrat intervenu entre la demoiselle Magnin et la supérieure du couvent était nul et de nul effet, comme fait avec une personne morale inexistante et incapable par conséquent de s'obliger juridiquement.

Cette décision fut déférée à la Cour de Grenoble le 2 mars 1857, la Cour rendit un arrêt infirmant le jugement de 1^{re} instance et condamnant la sœur de la demoiselle Magnin à payer à la communauté une somme égale au montant du chiffre auquel pouvait être évaluées les charges résultant pour le couvent de l'entrée en religion de M^{lle} Magnin.

Un considérant de l'arrêt résume toute la théorie de la Cour sur ce point.

« Attendu, dit-elle, que tout ce qui résulte du défaut d'autorisation, c'est que les établissements non autorisés sont incapables d'agir et de posséder comme corps moral et qu'ils ne peuvent participer directement ou indirectement à aucun des actes que la loi autorise aux congrégations reconnues ou qu'elle ne leur permet que sous la condition d'une autorisation spéciale, mais qu'il n'en résulte pas que les membres de ces associations ne peuvent faire en commun ou les uns sans les autres les « mêmes actes, « les mêmes contrats pour lesquels les couvents légalement constitués n'ont besoin d'aucune autorisation, notamment les acquisitions mobilières et à titre « onéreux ». Un pourvoi fut formé et après cassation de l'arrêt, la Cour de Nîmes qui fut saisie comme Cour de renvoi, se trouvait en présence d'un principe nettement formulé par la Cour suprême, à savoir, qu'aux termes de la loi du 2 janvier 1817 et de l'article 4 de la loi du 24 mai 1825, une congrégation religieuse non autorisée ne pouvait pas faire des acquisitions à titre onéreux. »

La Cour de Nîmes n'hésita pas à proclamer le principe qui avait été défendu par la Cour de Grenoble (1).

« Attendu, dit la Cour, qu'il n'est pas défendu aux femmes membres de ces communautés d'agir et de contracter en leur nom personnel, n'importe qu'elles aient en vue l'intérêt collectif pourvu d'une

1. Nîmes, 25 décembre 1863.

part, qu'elles assument sur elles individuellement les conséquences et les responsabilités de l'engagement et de l'autre, qu'elles se servent de cette voie pour faire arriver à la communauté non autorisée des libéralités qu'une communauté autorisée peut recevoir avec l'autorisation du gouvernement.

Ceux donc qui ont prétendu établir l'illégalité du contrat de dot moniale à l'aide de ces arrêts ont fait une interprétation tout à fait erronée des *décisions de justice que nous venons d'examiner*.

Que disent en effet ces deux arrêts ?

Ils constatent l'existence d'un double contrat : une première convention intervenue entre une religieuse et un couvent non autorisé, convention qu'ils déclarent nulle comme faite entre parties dont l'une n'a pas d'existence légale. Mais à côté de cette convention nulle et de nul effet, les mêmes arrêts reconnaissent un autre contrat qui, celui-là, existe suffisamment pour forcer l'exécution des engagements réciproques : il est intervenu entre la même religieuse et la supérieure de la communauté non autorisée mais agissant en son nom personnel et dans la mesure des charges que nécessitent la vie et l'entretien d'un membre de sa communauté.

De pareilles décisions doivent être approuvées sans aucune réserve, parce qu'elles sont de tous points conformes au droit et à la commune intention des parties contractantes.

Quant à l'arrêt de Lyon que les partisans du système de l'illégalité ajoutent au précédent, loin de

contredire la thèse que nous défendons il la confirme une fois de plus (1).

Que dit cet arrêt ? Il pose ce principe qu'une communauté religieuse non autorisée ne peut retenir la somme qui a été versée à titre de dot par l'un de ses membres à la supérieure, lorsque celle-ci a stipulé non pas en son nom personnel mais pour la communauté elle-même. Puis, faisant une application rigoureuse du principe qu'il avait posé, il a déclaré que la dot apportée par une postulante devait lui être restituée parce qu'il ne résultait pas des pièces versées au procès que la supérieure ait stipulé en son nom personnel. C'est exactement notre opinion.

Au surplus, sans qu'il y ait engagement personnel de la supérieure, est-ce que l'incapacité des couvents non autorisés serait un obstacle à l'engagement collectif de plusieurs religieuses appartenant à ladite communauté, et est-ce qu'elles ne pourront garantir en leur nom personnel à la novice la nourriture et le logement ? Evidemment non, et il ne serait pas sérieux de le soutenir.

Qu'y aurait-il en effet, dans une pareille convention, sinon une simple promesse de porte-fort parfaitement valable et équitable sans qu'il y ait à rechercher si celui ou celle qui l'a fait appartient à un corps autorisé ou non autorisé (2).

1. Championnière et Rigaud. *Traité des droits de l'enregistrement*. I, n° 207. — Demolombe; t. I. n° 224.

2. I, n° 207. — Demolombe, t. I, n° 224.

C'est d'ailleurs ce qui fut soutenu en 1858 devant la cour de Paris par le ministère public, dans le procès célèbre de la marquise de Guerry (1).

L'arrêt de cassation qui intervint dans cette affaire justifie encore notre opinion, car il décida que la dot apportée à un membre d'une congrégation non reconnue, mais qui se porte fort que cette congrégation logera, nourrira et en retiendra la religieuse sa vie durant, doit être validée dans les limites où elle correspond aux charges qu'assurent le porte-fort et annulée dans la mesure où elle constitue une donation faite par personne interposée à un incapable.

Cette théorie, qui laisse intacte le principe de l'incapacité absolue des couvents non autorisés est en parfaite harmonie avec les règles du porte-fort.

En résumé, s'il est certain que le contrat de dot moniale est parfaitement valable et légitime lorsqu'il intervient entre une religieuse et la supérieure d'une congrégation autorisée, il est non moins certain qu'il emporte une obligation réciproque lorsque la supérieure de la communauté non autorisée s'est engagée personnellement.

Nulle part, la loi n'interdit aux membres d'une congrégation même autorisée, de faire entre eux légalement et librement des actes juridiques ; mais ils agissent alors eux-mêmes, individuellement, et le profit de l'acte fait partie de leur patrimoine privé.

C'est ce qu'a expressément déclaré la Chambre

1. D. 1858. 2. 49.

des requêtes dans un des considérants de l'arrêt de 1855 où elle dit :

« Attendu que si, les personnes qui font partie d'une congrégation non autorisée ont capacité comme les autres personnes jouissant de leurs droits civils d'acquérir dans leur intérêt individuel, notre droit public et la loi de 1825 dans l'ensemble de ses dispositions et particulièrement dans son article 4, s'opposent à ce qu'une congrégation non autorisée puisse comme être moral valablement acquérir soit à titre onéreux, soit à titre gratuit. » (1).

§ 2

La dot conventuelle n'est pas un acte à titre gratuit

Si la grande majorité des auteurs et des arrêts s'accordent pour reconnaître la légalité des dots moniales, il n'en est plus de même et ils sont profondément divisés lorsqu'il s'agit de fixer le caractère juridique de cette convention et de déterminer à quelle catégorie d'actes elle appartient. L'intérêt de la question est cependant considérable. Si on considère en effet l'apport dotal comme un acte à titre gratuit, indépendamment de l'autorisation toujours nécessaire et indispensable aux libéralités faites aux communautés religieuses, il sera soumis aux règles de formes multiples qui régissent les actes de

1. Chambre des Requêtes, 15 décembre 1856. D. 57. I. 97.

cette nature énumérées par les articles 931 et suivants du Code civil ; si au contraire on le range dans la catégorie des contrats onéreux, c'est le droit commun qui reprend son empire.

Un point certain et qui ne saurait être contesté, c'est que l'apport dotal fait par une novice à la communauté où elle désire entrer n'a pas besoin d'être autorisé par le gouvernement. Ceci résulte de nombreuses décisions ministérielles et avis du Conseil d'Etat (1). D'ailleurs, comprendrait-on pourquoi l'Etat aurait à intervenir pour sanctionner un acte par lequel la nouvelle religieuse donne au couvent où elle va vivre les moyens de subvenir à son entretien et à sa nourriture ?

Ce principe a été affirmé plusieurs fois par la jurisprudence sous une double condition : 1^o que le paiement de la dot ait lieu en valeur mobilière et non pas en immeubles, car alors l'article 4 de la loi de 1825 qui interdit aux communautés d'acquérir des immeubles sans autorisation recevrait son application ; 2^o que la somme payée par la religieuse corresponde, suivant ses besoins et l'éducation qu'elle aura reçue, aux charges que nécessitent sa nourriture et son entretien car, si par son importance la dot apportée cessait d'être en rapport avec

1. Décisions ministérielles des 18 mars 1839. — 18 octobre 1841.

Avis au Conseil d'Etat des 12 octobre et novembre 1847 et arrêt d'Agén du 12 juillet 1836. S. 45. 2. 389.

les besoins qui y correspondent, le surplus devrait être déclaré nul comme constituant une libéralité (1).

C'est ainsi qu'en a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 10 février 1868 (2).

« Le versement d'une somme à titre de dot fait par une religieuse lors de son admission dans un couvent légalement établi, ne constitue pas par lui-même une libéralité soumise aux prohibitions de la loi de 1825. »

« Il n'en serait ainsi que si par son importance cette dot cessait d'être en rapport avec les charges qui y correspondent. »

La Cour de Lyon, dans un arrêt du 8 mai 1842 infirmatif d'un jugement du tribunal civil, a prononcé dans le même sens et déclaré que la constitution de dot religieuse n'est pas un acte à titre gratuit. Cet arrêt est intéressant, car dans l'espèce soumise à la Cour, la question se présentait dans des conditions assez particulières.

Une demoiselle Pilat avait donné à la communauté des Ursulines où elle était entrée, et qui était dépourvue d'autorisation, une somme assez considérable. Comme elle désirait aussi lui donner un immeuble, on fit une vente fictive.

1. Voir sur ce point, Ravelet. *Traité des congrégations religieuses*, n° 182. — Demolombe, t. XVIII. — Dalloz, 82. 2. 105. — Agen, 12 juillet 1836. S. 45. 2. 389. — C. de Paris, 28 janvier 1881.

2. Cass., 10 février 1868. S. 68. 1. 186.

Plus tard, après le décès de la religieuse, ses héritiers demandèrent la restitution de tout ce qui avait été donné au couvent par leur auteur soutenant que la donation était nulle pour le tout et qu'il n'y avait pas lieu de déduire des sommes données, les 10.000 francs exigés d'ordinaire par la communauté de la part des postulantes à titre de dot. La Cour de Lyon infirmant le jugement du tribunal civil déclara que la dot religieuse n'est pas une donation puisque en échange, la communauté doit à la constituante le logement, le vêtement et la nourriture, et qu'il y avait lieu dès lors d'ordonner la restitution des biens et sommes données par la demoiselle Pilat au couvent des Ursulines, mais déduction faite des 10.000 francs qui représentaient l'apport dotal prévu par les règlements de l'ordre et dont la congréganiste n'avait certainement pas été dispensée en raison de sa situation de fortune.

La famille de la religieuse forma un pourvoi pour violation des articles 1101 et 1108 du Code civil, soutenant que l'arrêt attaqué ayant jugé qu'il y avait eu donations faites à une communauté non autorisée, aurait dû condamner la supérieure à la restitution intégrale de tout ce qui avait fait l'objet des donations, y compris la somme représentant la dotation religieuse. Au soutien de leur opinion, les demandeurs ajoutaient que pour que cette dot fût valablement constituée, il eût été nécessaire qu'elle le fût comme toute autre donation et dans les formes prescrites à l'égal de la dot de l'épouse qui a pour

objet de subvenir aux charges du mariage comme la dot religieuse a pour but de subvenir aux charges du couvent. La Cour de cassation décida que la donation était certainement nulle comme irrégulière et faite à une communauté non autorisée, mais elle ajouta que la Cour de Lyon avait bien jugé en déduisant de la restitution à opérer la somme représentant l'apport dotal qui constitue un contrat onéreux (1).

Cet arrêt, qui en somme n'a fait qu'appliquer un principe invariablement admis par une jurisprudence nombreuse et ancienne a cependant eu tort selon nous, de motiver la restitution qui était demandée exclusivement sur cette circonstance, qu'étant donné sa situation de fortune, la religieuse n'avait pas dû être dispensée de l'apport dotal exigé par les statuts de la congrégation. Il y a là une inexactitude juridique comme nous le verrons plus loin en étudiant les modes de preuves d'existence de ce contrat, car, la dot n'est jamais acquise de plein droit sans convention et par le seul fait de la règle de l'ordre qui la prévoit.

Quant au rapprochement fait par les demandeurs au pourvoi, entre la dot de l'épouse et la dot religieuse, M. Troplong, qui était conseiller rapporteur dans l'affaire, en a fait une juste appréciation en disant : « Si la dot de l'épouse a le caractère de la donation à l'égard de ceux qui la constituent, a-t-elle

1. V. Lyon, 8 mai 1842 et 16 août 1843. D. 45.2. 389, et 16 avril 1843. D. 46.2. 389.

ce caractère au regard du mari à qui elle n'est donnée que pour subvenir aux charges du mariage ? n'est-ce pas plutôt un contrat de *do ut des*, et dès lors, ajoutait l'éminent magistrat, la dot que le constituant fournit pour que la communauté donne à la religieuse le logement, le vêtement et la nourriture n'a-t-elle pas le caractère d'un contrat onéreux (1). »

Enfin la Cour d'Agen est allée plus loin et a décidé que même au cas où la qualification de donation aurait été donnée à l'apport dotal par les parties dans l'acte qui le constitue, il ne faudrait pas tenir compte des expressions dont se seraient servi les contractants et donner à l'acte un caractère de libéralité qu'il n'a pas (2).

S'il est vrai que la dot moniale ne constitue pas un acte gratuit nous pouvons dès à présent tirer de ce principe une double conséquence :

a) Le droit de retour ne pourra pas s'exercer, puisque aux termes de la loi de 1825, il ne peut se produire qu'à l'égard des biens acquis « par donation entre vifs ou par disposition à cause de mort ». Comme d'autre part, le droit moderne n'attache plus à la donation à cause de mort le sens qu'on lui donnait autrefois de donation irrévocable au gré du donateur, il s'ensuit que la disposition de la loi de 1825 est restreinte dans son application aux biens acquis par donation entre vifs ou par testaments (3).

1. Voir le rapport sous l'arrêt précité.

2. Tribunal de Castres, 10 août 1853. D. 54. 3. 6.

3. Cassation, 10 février 1868. D. 68. 1. 98.

b) L'article 5 de la loi de 1825 interdit aux membres des communautés de femmes de disposer par actes entre vifs ou par testament de plus du quart de leurs biens. La dot moniale n'étant pas une libéralité ne rentrera donc pas dans le calcul du quart déterminé par la loi (1).

§ 3

*La dot conventuelle n'est pas un apport en société
ni un contrat de bail à nourriture*

La dot conventuelle n'est pas une libéralité, c'est un contrat onéreux. Sur ce point la doctrine et la jurisprudence se sont mises d'accord depuis plus d'un demi-siècle ; mais lorsqu'il s'agit de répondre à quelle catégorie de contrat elle appartient, des difficultés nombreuses ont été soulevées de part et d'autre et elles ne semblent pas encore complètement résolues. La controverse qui est née à cet égard est venue de ce qu'on a voulu distinguer la nature de la convention suivant qu'elle intervenait au profit d'un convent autorisé ou d'une communauté qui ne l'était pas. Dans le premier cas, on décidait qu'il y

1. Article 5 de la loi de 1825 : « Nulle personne faisant partie d'un établissement autorisé ne pourra disposer par acte entre vifs ou par testament soit en faveur de cet établissement, soit au profit de l'un de ses membres au delà du quart de ses biens à moins que ce don ou legs n'excède pas la somme de 10.000 francs. »

avait un contrat de bail à nourriture, tandis que dans le second c'était un contrat de société et la dotation religieuse un apport social.

Cette distinction, qui fut abandonnée plus tard et dont l'intérêt n'était cependant pas purement fiscal, avait été proposée pour la première fois par l'administration de l'Enregistrement.

En 1827, dans une délibération sur la question de savoir quels étaient les droits inhérents à la dot moniale constituée par les père et mère à leur fille qui se donnait à la vie religieuse, l'administration avait répondu que la dot semblait, aux termes mêmes de l'acte de constitution, une véritable mise en société et que par conséquent le droit à percevoir devait être le droit fixe exigé pour tout apport social.

Cette décision, qui faisait, à tort comme nous le verrons plus loin, de la communauté une véritable société fut cependant défendue par MM. Championnière et Rigaud dans leur *Traité de l'enregistrement*.

« Une délibération du 27 juillet 1827, disent ces auteurs, considère comme une société l'acte par lequel une fille est admise dans une communauté religieuse moyennant une dot payée par ses père et mère. Il y a en effet société dans les établissements de cette espèce, quoique l'objet principal de la vie commune ne consiste pas dans les bénéfices. Mais près du but spirituel, il existe des intérêts temporels qui sont communs. L'association institue un corps moral qui contracte et possède et toutes les

fois que ce corps moral est constaté par la convention il y a sûrement société (1). »

Plus tard, en présence des difficultés que souleva dans la pratique l'application de sa première théorie, l'administration de l'Enregistrement dans une instruction générale du 21 mars 1842 en proposa une seconde. Elle voulut qu'on distinguât au point de vue du droit à percevoir entre les communautés autorisées et celles qui ne l'étaient pas. Dans le premier cas, disait l'instruction générale, la dot est le prix d'un contrat de bail à nourriture passible du droit proportionnel de 2 0/0 ; dans le second, c'est un apport social entraînant la perception d'un droit fixe de 5 0/0, la communauté étant considée comme une véritable société (2).

L'opinion de l'administration fut suivie pendant quelque temps par la jurisprudence et on peut citer en ce sens deux décisions qui en ont fait une application rigoureuse : l'une du tribunal de Valence du 10 août 1842, l'autre du tribunal de Clermont-Ferrand du 28 juillet 1843. Ce système avait des conséquences assez singulières qui n'ont peut-être pas été entrevues par les magistrats qui ont rendu ces deux décisions : en réalité il encourageait les actes d'adhésion aux communautés irrégulières en leur créant un régime de faveur ; c'était donc une prime à la fraude. Aussi la

1. Championnière et Rigaud. *Traité de l'Enregistrement*, n° 2274.

2. Instruction générale du 21 mars 1842, n° 1661.

jurisprudence ne suivit pas longtemps les errements de l'Enregistrement et la Cour de cassation, dans un arrêt de principe, rendu en 1855, rejeta ce système pour en adopter un troisième d'après lequel les constitutions dotales quel que fût le caractère de la communauté qui les recevait étaient passibles du droit de bail à nourriture (1).

En étudiant de plus près chacun des systèmes que nous venons brièvement d'exposer, nous allons voir que ni la Cour de cassation, ni l'administration de l'enregistrement n'ont donné une interprétation juridique satisfaisante des actes qui étaient soumis à leur appréciation.

Premier système. — Les arrêts qui ont considéré la dotation religieuse comme un apport en société et la congrégation au profit de laquelle elle était constituée comme une véritable société l'ont fait dans des espèces où il s'agissait exclusivement de communautés non autorisées. Ils ont admis que les couvents inexistants comme congrégation religieuse dans les termes de la loi de 1825, étaient parfaitement valables comme sociétés de faits et devaient être déclarés responsables envers les tiers des engagements qu'elles avaient contractés (2). On comprend évidemment tout ce qu'une pareille doctrine a de moral et de juridique et c'est assurément ce qui faisait écrire à Portalis : « Un Français qui ne peut

1. Cass. 1855. D. 1855. 1. 436.

2. Cass., 8 mars 1858. D. 58. 2. 49.

selon les lois de son pays entrer dans un ordre religieux sans l'aveu de son souverain ne s'engage nullement quand il entre dans un ordre que le souverain n'a pas autorisé (1). »

Nous souscrivons sans réserve à cette première partie du système qui voit dans les communautés non autorisées des sociétés de fait, de l'existence desquelles la loi ne peut pas se désintéresser, malgré leur formation irrégulière, mais nous nous séparons des partisans de ce système lorsqu'ils concluent comme l'a fait un jugement du tribunal de Mauriac, « que la dotation religieuse est un véritable apport social, parce que le contrat de société est celui qui présente le plus d'analogie avec le contrat spécial d'Ingrès en religion » (2).

Qu'est-ce que le contrat de société ? L'article 1832 du Code civil le définit :

« La mise en commun de quelque chose dans le but de partager le bénéfice qui en pourra résulter. »

La réalisation d'un bénéfice semble bien être, par définition, l'élément essentiel qui constitue la société

1. Rapport présenté à Napoléon le 28 fructidor an XIII.

2. Tribunal de Mauriac, 21 juillet 1847. D. 48. 5. 135.
« Attendu que si l'on considère le but que les contractants se proposent ce n'est pas en effet pour assurer une existence qu'on entre en religion mais pour associer son sort et sa fortune au sort et à la fortune des autres membres de sa congrégation, pour y vivre de la vie commune, y prier ensemble, courir les mêmes chances de prospérité ou de ruine, prendre sa part des mêmes avantages, y suivre les mêmes règles, être soumis à la même discipline, et s'associer en un mot aussi étroitement que possible. »

et le but principal que les associés ont en vue en s'associant. Sans aller plus loin, est-ce que l'on peut dire, lorsqu'il s'agit d'une congrégation religieuse, que les membres qui la composent ont eu pour but un bénéfice quelconque ? On a bien objecté, il est vrai, qu'il y avait un certain bénéfice pour les religieuses dans la jouissance des biens communs, et dans l'économie de la vie conventuelle. Nous ne le contestons pas ; mais prétendre que c'est là le but poursuivi par ceux qui se donnent à la vie religieuse, c'est donner une interprétation manifestement erronée de leurs intentions, et il est hors de doute que la constitution dotale est exempte de toute idée de lucre et de bénéfice.

Si l'on poursuit ce parallèle entre la société et la congrégation religieuse, les différences apparaissent plus grandes encore. C'est ainsi que l'article 1865 met au nombre des causes de dissolution de la société « la volonté d'un ou plusieurs de ses membres de n'être plus en société lorsque celle-ci a été constituée pour une durée illimitée ». Dans les couvents rien de semblable, tout au contraire il a existé certaines associations religieuses non autorisées considérées comme des sociétés de fait et dont les statuts portaient que les membres de cette société s'interdisaient d'en demander jamais la dissolution. Enfin, tandis que toute dissolution de société pour un motif quelconque entraîne le partage de l'actif social entre les associés, la dissolution d'une communauté n'autorise aucunement les membres qui la composent à

prétendre à une part quelconque sur le patrimoine commun et tous leurs droits se résument dans la reprise de leurs apports.

Ajoutons que ce rapprochement contraire aux principes du droit lorsqu'il s'agit de communautés non autorisées, devient tout à fait antijuridique appliqué aux congrégations autorisées ; puisque tandis que dans le contrat de société, il appartient aux associés de déterminer comme bon leur semble dans les statuts la destination des biens qui composent l'actif social au cas de dissolution, pour les communautés autorisées le législateur a pris soin dans l'article 8 de la loi de 1825 de régler lui-même le sort des biens appartenant à la congrégation dissoute. Il y a là quelque chose d'exorbitant du droit commun et qui suffit pour faire condamner la confusion faite par une partie de la jurisprudence entre la société et la congrégation.

D'ailleurs, la thèse que nous défendons a été soutenue autrefois par Laurent dans son *Traité de droit civil* au titre des contrats et obligations. « Ceux qui figurent à l'acte de société, dit-il, comme propriétaires de biens, ont certes le droit de reprendre ce qu'ils avaient apporté. Mais les membres qui ne figurent pas dans les actes comme propriétaires n'ont aucun droit sur les biens que la communauté possède. En effet, il n'y a ni corps moral, ni société civile » (1).

Troplong n'avait pas une autre manière de voir

1. *Droit civil*, t. XVI, n° 51.

lorsqu'il écrivait : « Les communautés formées dans un but religieux ne sont pas de véritables sociétés. La communauté de biens temporels appartenant aux sociétés religieuses ne suffit pas pour en faire des sociétés véritables. Là où on ne trouve pas le gain comme but direct, là on ne rencontre pas la société proprement dite » (1).

Et ailleurs dans un *Traité des donations et testaments* l'éminent jurisconsulte fait une analyse saisissante du contrat de société et de l'association religieuse. « Il est permis à tout le monde de s'associer, mais entre s'associer et fonder un établissement indéfini et perpétuel il y a une énorme distance. On s'associe pour le commerce et pour mille autres choses passagères, viagères. Pour cela on n'a besoin de l'autorisation de personne. Une société de commerce vend, achète, reçoit une libéralité, elle est libre, elle est dans le droit commun.

« Mais une société publique par sa nature ne se fait pas société privée par sa volonté. Qu'est-ce qu'une congrégation religieuse ? c'est beaucoup plus qu'une association. Une congrégation religieuse n'est pas fondée à temps, elle est fondée à perpétuité, elle n'est pas faite pour concilier l'intérêt individuel avec l'intérêt commun, elle est constituée pour le sacrifice et l'abnégation de la personne. Elle ne comporte pas la part légitime de l'indépendance de l'homme. Elle ne laisse pas voir sous le corps moral

1. *Traité de la société*, t. I, p. 48.

le citoyen qui a son existence propre, elle l'efface entièrement ; elle lui recommande de ne rien être sans elle. Elle ne possède pas comme un particulier qui aliène, qui reçoit, qui transmet, qui prend part au mouvement général des affaires (1). »

Une partie importante de la jurisprudence suivit de bonne heure la doctrine des auteurs que nous venons de citer.

C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Castres a très nettement résolu la question de savoir si la dotation religieuse devait être un apport social et la communauté une société dans le sens que nous venons d'exposer. « Attendu, disait le tribunal, que le plus simple examen démontre que pas un des caractères distinctifs du contrat de société ne se rencontre dans l'acte de dotation qui accompagne l'entrée d'une religieuse dans une communauté autorisée, qu'un pareil acte, exempt de toute idée de lucre et de bénéfice, entraîne pour la nouvelle sœur admise la perte définitive de la dot apportée, ne lui donne aucun droit de copropriété sur les biens appartenant à la communauté et ne lui procure d'autre avantage matériel que celui de recevoir dans la maison religieuse son entretien, suivant la règle, tant qu'il lui conviendra d'y rester soumise (2). »

Le même tribunal, dans un jugement de l'année précédente, semble avoir résumé toute la doctrine du

1. Troplong. *Traité des donations et testaments*, n° 681.

2. Castres, 31 août 1854. — Limoges, 8 mai 1848.

système dans l'un de ses motifs où il dit que les stipulations auxquelles donne lieu « l'entrée en religion ne peuvent sous aucun rapport être considérées comme constituant des actes de société civile, car elles ne renferment ni réciprocité d'intérêt, ni communauté d'obligations, ni partage de bénéfice, ni chance de résolution » (1).

La Cour de cassation elle-même, en 1855, fit un retour et formula son opinion en ces termes :

« Attendu, dit-elle, qu'il résulte des dispositions de la loi du 24 mai 1825 qu'une communauté religieuse légitimement constituée n'est pas une société civile, que c'est un corps de mainmorte indépendant des personnes qui en font partie, que celles-ci ne peuvent demander ni la dissolution de la communauté, ni le partage des biens qui appartiennent à la congrégation et qu'en cas d'extinction de la congrégation elle n'a droit à aucune partie de ces biens (2). »

Enfin l'intérêt de la question n'est pas purement fiscal ; il y en a un autre plus considérable encore. En effet par cette connexité étroite entre la société et la communauté religieuse non autorisée, on arrive à une conséquence diamétralement opposée à celle voulue par le législateur de 1825, en créant au profit de cette catégorie d'établissements une situation beaucoup plus favorable que pour ceux qui ont fait l'objet d'une autorisation. Et si les partisans de ce

1. Castres, 19 août 1853. D. 54.3.6. — T. Espalion, 28 décembre 1905.

2. Cass. 1855. D. 1855. 1.436.

système voulaient pousser jusqu'aux limites extrêmes les conséquences de leur opinion, ils seraient amenés à conclure que les établissements non autorisés ont tous les droits de ceux qui ont fait l'objet d'une autorisation spéciale et affranchis, pour leurs acquisitions onéreuses ou à titre gratuit des mesures rigoureuses et restrictives que la loi impose à ces derniers. Cette conséquence est inadmissible et c'est ce qui faisait dire à Laurent : « La communauté non autorisée à raison même du vice de sa constitution échapperait et dans sa personne collective et dans les individus dont elle s'est formée, à toute action de la part des tiers envers lesquels elle a pu s'obliger, elle trouverait dans sa contravention aux lois un privilège que les lois refusent aux congrégations qui se soumettent à sa règle (1) ».

C'est la même idée que développait plus récemment M. le procureur général Baudouin devant la Chambre civile quand il disait :

« Est-il permis de faire indirectement ce que la loi défend de faire directement ? Et que signifierait l'interdiction créée par la loi dans un intérêt d'ordre public, s'il pouvait suffire de ce stratagème pour rendre ses prohibitions illusoires ? Qui ne voit l'énormité qui en résulterait ? »

Le législateur veut à tout prix empêcher les congrégations de se constituer et de perpétuer sans l'autorisation dont il est le seul dispensateur, et voilà

1. *Droit civil*, t. XVI, n° 72.

qu'il aurait, en libérant la société de fait, dispensé de tout contrôle de la puissance publique, libre d'acquiescer et de posséder à son gré, placé ses congrégations non autorisées admises à bénéficier d'un tel subterfuge dans une situation préférable à celles des congrégations autorisées dont la capacité est renfermée dans de certaines limites et soumises dans son exercice au contrôle administratif? ce serait la constitution de la mainmorte occulte et libre (1).

En 1904, au cours de la discussion qui se produisit au Parlement sur l'article 7, il y eut un moment où plusieurs orateurs soutinrent implicitement la théorie que nous venons d'exposer et de réfuter, et qui est abandonnée depuis longtemps par la pratique.

L'article 5 § 3 porte que le reliquat des biens appartenant aux congrégations, après les prélèvements prévus par le même article, sera attribué à l'Etat comme biens vacants et sans maîtres, pour être distribué à titre de subvention aux écoles publiques (2).

Si donc disent les partisans de cette opinion, l'Etat devient propriétaire de ce reliquat, c'est qu'il le considère comme constituant le patrimoine d'une per-

1. Cassation, Chambre civile, 26 juillet 1905. D. 06. 1.

2. ART. 5 § 3. — Toutefois, après le prélèvement des pensions prévues par la loi de 1825, le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne feraient pas retour aux donateurs et héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs servira à augmenter les subventions de l'Etat pour construction ou agrandissement de maisons d'école et à accorder des subventions pour location. •

sonne morale, d'une être collectif qui n'existe plus et qui n'a personne pour le représenter. Ce patrimoine, sur lequel chacun des membres de la congrégation a une espèce de copropriété, n'a-t-il pas été constitué à l'aide des dots apportées par eux comme l'apport social d'un associé contribue à la formation du patrimoine d'une société ordinaire ? Voilà comment la question s'est présentée. Evidemment, elle n'a pas été formulée aussi explicitement que nous venons de le faire, mais il faut reconnaître qu'on a parlé à maintes reprises « de droit de copropriété des congréganistes sur le reliquat et que plusieurs orateurs ont essayé de le justifier (1).

Une première tentative fut faite à la Chambre par M. de Castelnau dans la séance du 24 mai 1904 (2). Il demandait par voie d'amendement que l'actif restant après la liquidation, fût dévolu conformément aux statuts et suivant la règle de la congrégation. L'amendement fut repoussé après une courte réponse du ministre qui établit facilement d'ailleurs, qu'il ne pouvait être question en aucune façon d'un droit de copropriété de la part de la congrégation dissoute.

Dans la séance du 28 mai, l'abbé Lemire reprit la question en la présentant sous une autre forme. Il proposa qu'on reconnût la copropriété des congréganistes sur l'actif de la liquidation et que cet actif fût partagé conformément au droit commun ; c'était

1. *J., off.*, séance du 25 mars 1904, p. 932.

2. *J., off.*, 25 mai, p. 130. Chambre des députés.

à n'en pas douter l'assimilation complète entre la congrégation et la société. La Chambre ne s'y trompa pas et l'amendement fut repoussé sans avoir été examiné.

Au Sénat, M. Tillaye essaya de faire triompher l'idée rejetée par la Chambre en employant une formule des plus complexes et des plus larges. Il proposa que *l'actif fût réparti entre les ayants droit*.

M. Chaumié, ministre de l'Instruction publique qui défendait le projet de loi lui répondit en plaçant cette fois la question sur son véritable terrain.

« L'attribution, dit-il, doit être faite d'abord à ceux qui ont des revendications à effectuer, parce qu'il est très juste que ce qui a été donné dans un but déterminé qui ne peut pas s'accomplir puisse être répété ; ensuite aux membres de la congrégation, non pas à titre de copropriétaires de l'*actif* mais seulement dans la limite des pensions alimentaires qui leur sont servies. Si vous voulez en effet, continua le ministre, aller jusqu'au bout, si vous voulez faire le partage de l'*actif* entre les membres de la congrégation, c'est parce que vous aurez illicitement fait admettre que les membres vivants au moment où la congrégation est dissoute sont les copropriétaires de l'*actif*...

« Il n'y a pas de titre à partage et l'*actif* doit revenir à l'Etat » (1).

Sans partager absolument la conclusion du légis-

1. *Journal officiel*, séance du 5 juillet 1904 (Sénat).

lateur de 1904, nous reconnaissons parfaitement avec lui qu'il ne saurait y avoir un actif à partager entre les congréganistes et qu'il est antijuridique de soutenir que ceux-ci peuvent avoir sur le patrimoine du couvent les mêmes droits qu'auraient des co-associés sur l'actif de la société.

Et d'ailleurs avec un pareil système à quelles singulières conséquences n'aboutirait-on pas ? M. Chaumié l'a démontré par un exemple saisissant : Voici, disait-il, « une congrégation dissoute aujourd'hui, 5 juillet 1904 ; un membre de cette congrégation peut y être entré avant-hier alors qu'un autre membre après y avoir passé sa vie entière mourrait le même jour ». Si en réalité le fait de faire partie d'une congrégation entraîne le droit de copropriété, droit qui sommeille, qui est paralysé tant que vit la personne juridique, c'est-à-dire la congrégation à laquelle ces membres appartenaient ; lorsque cette personne juridique disparaît, et qu'avec elle tombe l'obstacle à l'exercice des droits individuels, tous les droits de copropriété vont pouvoir disparaître et parmi eux celui qu'avait virtuellement le décédé d'avant-hier et qu'il a transmis à ses héritiers par l'effet de la dévolution légale. Si vous le contestez, convenez qu'il est étrange que le congréganiste entré dans la congrégation avant-hier, qui n'y a rien apporté, pût prétendre à un droit de copropriété sur le patrimoine auquel aura contribué peut-être celui qui y aura passé sa vie entière.

Nous pouvons donc conclure que la constitution

de dot n'est pas un apport social et qu'en échange de leur industrie ou de leur dot on ne promet aucun droit de copropriété aux congréganistes sur le patrimoine commun, mais seulement la nourriture et le logement leur vie durant.

Deuxième système. — Le système que nous venons d'exposer et de réfuter fut suivi pendant près d'un quart de siècle par l'administration de l'enregistrement et une partie importante de la jurisprudence. Ce n'est qu'en 1855 que la Cour de cassation dans un arrêt de principe (1) abandonna l'opinion couramment reçue jusqu'alors, et proclama que dans tous les cas, sans qu'il y ait à distinguer entre les communautés autorisées et celles qui ne l'étaient pas, la dotation religieuse devait être considérée comme une variété du bail à nourriture et par conséquent donner lieu à la perception du droit fixe de 2 o/o inhérent à cette catégorie de contrat.

Certes, l'idée de bail à nourriture consacrée sans distinction aucune par la Cour de cassation constituait un progrès juridique des plus sérieux sur le système précédent. Cependant et malgré les « affinités frappantes » qui existent entre le contrat de dot moniale et le bail à nourriture, la doctrine de cet arrêt ne peut résister à un examen un peu approfondi et rien ne justifie cette confusion de la Cour suprême.

Le bail à nourriture n'est défini par aucun texte

1. Arrêt précité.

du Code civil. Il est du nombre des contrats innommés à titre onéreux et régi par les principes généraux des obligations. On peut le définir : la convention par laquelle une partie s'engage moyennant une somme déterminée à loger, nourrir et soigner l'autre partie, tant en santé qu'en maladie et pendant toute la durée de son existence. C'est donc une convention que l'on peut appeler de bienfaisance et non de spéculation (1) qui intervient le plus souvent entre un établissement public ou d'utilité publique, tel que hospice, hôpital ou asile, et une personne qui demande à y être reçue pour y finir sa vie contre le paiement d'une pension infiniment modeste.

Est-ce la même pensée qui guide la congréganiste qui demande à entrer dans une communauté religieuse ? Evidemment non et on ne pourrait le soutenir sérieusement.

Ce n'est pas en effet pour s'assurer l'existence qu'on entre en religion, mais comme dit le tribunal de Mauriac dans son jugement de 1846 : « Pour y vivre de la vie commune, y prier ensemble, y suivre les mêmes règles (2). »

Au surplus et en dehors du but poursuivi par les parties contractantes, dans ces deux catégories de convention, la situation juridique qui leur est faite de part et d'autre suffirait pour écarter le rapprochement qu'a voulu faire la Cour de cassation entre ces

1. C. de Rennes, 21 mai 1883. D. 84. 2. 130.

2. Mauriac, 21 juillet 1847. D. 48. 5. 135.

deux contrats. Dans tout contrat de bail, en effet, il y a toujours un bailleur et un preneur avec des droits et obligations complètement différentes. Dans le bail à nourriture, c'est d'une part, la personne ou l'établissement de bienfaisance qui, moyennant une somme déterminée, assure à une autre personne la nourriture, l'entretien et le logement dans des conditions précisées d'avance, d'autre part la personne qui accepte ces conditions et s'engage à s'y conformer.

Dans le contrat de dotation religieuse, les deux rôles de bailleur et de preneur sont si rapprochés qu'ils sont bien près de se confondre. La dot va en effet être versée à la congrégation et la nouvelle religieuse va sur sa propre part assurer sa propre existence.

La différence spécifique entre le bail à nourriture et le contrat de dotation religieuse a été mis parfaitement en lumière par la tribunal de Mauriac.

« Attendu, dit le tribunal, que c'est méconnaître et le but que se proposent les contractants, et les stipulations du contrat que d'y voir un bail à nourriture ou une constitution de rente viagère. Que dans tout bail il y a nécessairement un bailleur, que dans le contrat d'Ingrès au contraire, dès l'instant où la récipiendaire entre dans la communauté, qu'elle y est reçue et c'est là l'objet du contrat, les qualités de bailleur et de preneur se confondent, de même que sa dot se confond avec les biens de la communauté, et qu'une autre confusion s'opère sur sa tête

puisqu'elle est tenue des obligations que la communauté représentée par la supérieure a contractées à son égard. »

« Attendu que si l'on considère que le but que se proposent les parties contractantes, l'idée de bail à nourriture non seulement ne se présente pas à l'esprit, mais qu'elle est repoussée par la véritable intention des parties ; ce n'est pas en effet pour s'assurer une existence qu'on entre en religion, mais pour associer son sort et sa fortune au sort et à la fortune des autres membres. »

Ainsi donc le contrat de dotation religieuse ne doit pas être confondu avec le contrat de bail à nourriture malgré les « affinités frappantes » qu'il présente avec lui pour reprendre une fois encore l'expression du tribunal de Mauriac.

§ 4

La dot conventuelle est un contrat synallagmatique, aléatoire et successif

La dot conventuelle n'étant pas un apport en société et n'ayant avec le contrat de bail à nourriture que des rapports de principe ainsi que nous venons de le démontrer, nous sommes amenés à conclure dans ce dernier paragraphe que cette espèce de convention qu'on a appelé très justement « contrat d'entrée en religion » a tous les caractères d'un contrat synallagmatique, aléatoire et successif.

Il n'est pas besoin d'insister longuement pour établir ce premier caractère... L'article 1007 du Code civil définit le contrat synallagmatique « la convention où les parties contractantes prennent des engagements réciproques et où les obligations de l'une sont la conséquence de celles de l'autre ». Or, la religieuse qui demande à entrer dans une communauté pour y vivre de la vie commune, y apporte conformément aux statuts une certaine somme d'argent et en retour la communauté lui promet le logement et la nourriture et lui assure son entretien pendant toute sa vie. Rien n'est plus simple et plus conforme à la règle posée par l'article 1007. Avant la loi de 1904, qui a donné lieu depuis à de nombreuses décisions sur cette matière des dots moniales, ce caractère était universellement admis par la jurisprudence. Dans ce sens les décisions abondent et on pourrait en citer de fortement motivées (1).

La doctrine n'a pas apprécié différemment cette convention et tous les auteurs qui l'ont étudiée n'ont pas hésité à la ranger au nombre des contrats synallagmatiques.

C'est ainsi que Troplong a écrit : « que la dot est la compensation de ce que la communauté a à fournir pour le logement, la nourriture et l'entretien .. cette dot est acquise à l'établissement non pas à titre de donation, mais à titre de *do ut des* (2). »

1. Poitiers, 17 mai 1832, S. 32. 2. 406. — Agen, 22 mars et 12 juillet 1836. — Lyon, 8 mai 1844. D. 45.2.44.

2. *Donations*, t. II, p. 286.

Plus récemment, M. Jacquier dans son livre *Sur la condition légale des communautés religieuses en France*, examinant la nature juridique de la dot conventuelle, répondait avec la Cour d'Agen « que c'est un contrat commutatif par lequel la communauté s'engage à nourrir, soigner et entretenir la personne qui est agrégée à la communauté, à pourvoir enfin à tous ses besoins moyennant le paiement de l'aumône dotale » (1).

Depuis la loi de 1904, la pratique ne s'est pas départie des principes qu'elle avait précédemment admis et jusqu'à l'arrêt de principe rendu par la Cour de cassation en 1907, on peut dire que tous les tribunaux et toutes les cours ont été unanimement d'accord sur ce point. C'est ainsi que le tribunal de Villeneuve-sur-Lot, un des premiers saisis d'une demande en restitution de dot moniale, répondit « que la dot est l'exécution pour les congréganistes d'un contrat synallagmatique » (2). Un peu plus tard, la Cour d'Agen a déclaré que la réception de la dot ne constitue pas pour la communauté une acquisition à titre gratuit, mais bien un contrat synallagmatique à titre onéreux, créant des obligations réciproques pour chacune des parties » (3).

Enfin, la Cour de Limoges, dans un arrêt plus récent

1. Jacquier. *De la cond. lég. des communautés religieuses en France*.

2. Trib. de Villeneuve-sur-Lot, 13 avril 1905. D. 1906 2. 45.

3. Cour d'Agen, 31 juillet 1905, *idem*.

a affirmé la même opinion avec une netteté qui ne permet plus d'hésitation.

« Attendu, a dit la Cour, qu'il est de principe que la dot moniale a pour contre-partie l'obligation de nourrir, entretenir et loger la nouvelle religieuse, qu'elle constitue un contrat synallagmatique à titre onéreux, aléatoire (1). »

Il s'est trouvé cependant un tribunal pour décider, à l'encontre de cette jurisprudence fermement établie, que le contrat de dot conventuelle n'était pas un contrat synallagmatique. Ce jugement mérite une courte analyse. Le tribunal de Versailles avait à statuer sur une demande en restitution d'une somme de 10.000 francs apportée à titre de dot par une congréganiste au moment de son entrée dans la congrégation de Notre-Dame de Toulouse dissoute après la promulgation de la loi de 1904. La demanderesse s'appuyait précisément sur la nature juridique du contrat qu'elle avait passé avec la congrégation pour demander sa résolution et réclamer au liquidateur la restitution de son apport dotal. En droit, la réclamation était parfaitement fondée et la demanderesse pouvait d'autant mieux supposer que sa prétention serait bien accueillie qu'un grand nombre de décisions avaient été rendues précédemment dans le sens de celle qu'elle sollicitait de la justice. Il n'en fut rien, et le 6 mai 1906 le tribunal de Toulouse rendit l'incroyable jugement dont voici le motif principal :

1. Limoges, 9 mai 1906, *la Loi* du 10 juillet 1906.

« Attendu que la convention en vertu de laquelle cette dot est constituée, bien qu'elle ne soit pas une donation dans la pureté du terme, puisque destinée à être employée dans les frais généraux d'entretien que la communauté doit indistinctement à tous ses membres elle n'est pas une cause d'absolu bénéfice et de pur enrichissement pour celle-ci, elle s'en rapproche cependant suffisamment assez pour qu'on ne puisse la ranger parmi les contrats synallagmatiques dans lesquels la résolution est sous-entendue, de manière à pouvoir être répétée. »

Cette opinion, qui pourrait à la rigueur être défendue dans une discussion purement théorique, devient inexplicable lorsqu'on la trouve consacrée dans un jugement. Comment, voilà un contrat sur la nature juridique duquel tout le monde est d'accord, qui ne donne lieu en somme qu'à quelques difficultés provenant de l'interprétation d'une loi d'exception et le tribunal de Toulouse n'hésite pas à dire pour se tirer d'embarras que cette convention est un peu une donation, un peu un contrat synallagmatique ; qu'elle ne tient pas assez de la donation pour constituer un pur enrichissement mais qu'elle s'en rapproche assez pour ne pas être un contrat synallagmatique. Il faut savoir adopter un parti ferme et aucune indécision en cette matière n'est permise. D'ailleurs à quelles conséquences extraordinaires n'arriverait-on pas avec le système des juges de Toulouse ? Il y a en effet des règles spéciales et propres aux donations tant en la forme qu'au fond

et elles diffèrent profondément de celles qui régissent les actes à titre onéreux. Or, avec le système du tribunal de Toulouse qui apprécie le contrat différemment suivant les circonstances, on ne voit pas très bien quelles sont celles qui seraient applicables.

La vérité est que le tribunal pour échapper aux conséquences juridiques et légales qui découlent de la nature du contrat qui était soumis à son appréciation, et pour éviter la restitution de la dot qui lui était demandée, n'a pas hésité à rendre une décision des plus étranges.

Aussi bien, nous dirons à l'encontre de cette dernière opinion avec une doctrine et une jurisprudence constantes que le contrat d'entrée en religion appartient suffisamment à la catégorie des contrats onéreux pour décider sans aucune réserve qu'il doit être gouverné par les principes du droit commun. C'est dans ce sens que le procureur général concluait le 13 avril 1907 devant la Chambre civile lorsqu'il disait : « La dot moniale emporte des effets réciproques. La religieuse qui promet la dot ou pour qui elle est remise par un tiers prenant l'engagement de la verser, et, en outre, de se soumettre aux statuts de la congrégation et de lui fournir les diverses prestations de service que ceux-ci comportent et qui rentrent dans la fin autorisée par la communauté, la congrégation s'engageant en échange à prendre à sa charge la nourriture, le logement, l'entretien, les soins tant en santé qu'en maladie de la religieuse sa

vie durant. C'est donc bien un contrat innommé *do ut des do ut facias*, synallagmatique, les deux contractants s'obligeant réciproquement l'un envers l'autre. » L'éminent magistrat continuait : « C'est enfin un contrat aléatoire puisque ses effets quant aux avantages et aux pertes dépendent d'un événement incertain : la durée de la vie de la religieuse et nous ajouterions aujourd'hui la durée de la congrégation. »

C'est bien en effet le deuxième caractère qui différencie le contrat de dot conventuelle des contrats ordinaires. On dit qu'un contrat est aléatoire lorsque sa réalisation dépend d'un événement incertain qui constituera pour toutes les parties ou pour l'une d'entre elles, s'il vient à se réaliser, un bénéfice ou une perte. Or, dans le contrat d'entrée en religion, on retrouve tous les éléments qui servent à l'existence du contrat aléatoire. Lorsque la personne qui se donne à la vie religieuse stipule de la congrégation la nourriture, le logement et l'entretien pendant son existence, elle ignore le temps qu'elle restera dans la communauté. Du côté de la congrégation qui la reçoit, moyennant l'apport dotal, même incertitude. Ce sera peut-être le décès de la congréganiste ou son départ et suivant que l'un quelconque de ces événements s'accomplira plus ou moins tôt ou plus ou moins tard, le contrat emportera pour la congrégation un bénéfice ou une perte. Aussi bien est-ce ce caractère spécifique qui permet de distinguer facilement si cette convention est une libéralité ou

un contrat onéreux, car suivant l'importance de l'apport dotal on voit certainement si l'aléa existe et dès lors si c'est bien un acte à titre onéreux ou une donation déguisée.

C'est une question très discutée de savoir pourquoi la religieuse qui a quitté volontairement le couvent ne peut reprendre la dot qu'elle a apportée, toutes les fois du moins que cette dot consiste en une somme fixe et non en une rente annuelle. La plupart des auteurs s'accordent bien pour reconnaître que le départ du monastère fait perdre à la religieuse son apport dotal : seulement, lorsqu'il s'agit de trouver le motif de cette solution ils sont divisés.

Les uns pensent que la religieuse avait contracté à l'égard de sa communauté une obligation de faire qui doit se résoudre en dommages-intérêts et que la dot représenterait précisément la réparation du préjudice causé à la congrégation par le départ de la congréganiste. C'est là une explication qui paraît très juridique au premier abord, mais qui ne peut résister à un examen un peu sérieux.

Sans doute en cas d'inexécution d'une obligation de la part du débiteur il y a lieu à des dommages-intérêts, mais il faut qu'il y ait préjudice. Or, il faudrait démontrer qu'il y a un préjudice dans le fait par une religieuse de quitter l'établissement où elle a fait profession et même cette démonstration, si elle venait à être faite, ne suffirait pas, car il faudrait encore établir que le dommage subi par la congrégation correspond exactement à la valeur de la dot.

Aussi un grand nombre d'auteurs ont cherché ailleurs l'explication de cette solution et ils l'ont trouvée précisément dans le caractère aléatoire de ce contrat.

M. Trochon a merveilleusement résumé cette idée dans ces quelques lignes.

« Puisque la communauté, dit-il, avait contracté l'engagement de subvenir aux besoins de la religieuse dotée pendant tout le temps qu'elle resterait dans le cloître, n'est-il pas juste en retour qu'elle profite du bénéfice que peut lui procurer sa retraite anticipée. Si elle avait les chances de pertes, ne faut-il pas qu'elle ait aussi les chances de gain ? C'est la règle ordinaire des contrats aléatoires (1). »

Enfin la Cour de Grenoble a appliqué ce principe dans un arrêt récent où après avoir affirmé nettement la caractère aléatoire du contrat, elle en tire les conséquences juridiques (2).

Nous aurons terminé l'étude des caractères juridiques du contrat de dot conventuelle lorsque nous aurons fait observer que comme la rente viagère avec laquelle on l'a à tort parfois confondue, c'est un contrat successif : il y a en effet des contrats dont l'exécution consiste en une ou plusieurs prestations déterminée, qui, une fois accomplies, libèrent de ses engagements la partie qui les doit. Ici, au contraire, il s'agit d'un contrat dont l'exécution est successive

1. Trochon. *Règ. lég. des communautés religieuses*, p. 191.

2. Grenoble, 19 février 1907. S. 07 2.229.

en ce sens que les obligations qu'il engendre se renouvellent sans cesse pendant toute la durée de la convention.

CHAPITRE III

De la situation juridique des congréganistes après la loi du 7 juillet 1904, au point de vue de la restitution de leur dot

Au lendemain de la promulgation de la loi qui supprimait les congrégations enseignantes en France, un grand nombre de décrets donnèrent ouverture à la liquidation des biens appartenant aux établissements disparus. A peine les mandataires désignés par la justice eurent-ils pris possession des biens « détenus » par les congrégations que commença partout une lutte judiciaire sans précédent et les anciennes congréganistes se présentèrent à ces liquidations à des titres divers, les unes pour réclamer les droits que leur avait accordés la loi de 1901, les autres pour faire valoir ceux qu'elles tenaient de la loi commune. C'est ainsi qu'un grand nombre de tribunaux furent saisis à cette occasion de questions d'autant plus difficiles à résoudre qu'elles avaient été complètement passées sous silence par le législateur de 1904.

Les demandes en restitution de dots semblent avoir été les plus nombreuses et elles donnèrent lieu

à des débats longs et retentissants où trop souvent peut-être la passion l'emporta sur les principes.

Quoi qu'il en soit, après quatre années d'efforts la discussion paraît être épuisée et la pratique semble désormais bien fixée sur les caractères de ce contrat et sur les conséquences qui en découlent sous l'empire de la loi nouvelle.

§ 1

Le contrat de dot conventuelle est-il résolu par suite de la disparition de la congrégation, ou bien l'inexécution des engagements de celle-ci donne-t-elle lieu seulement à des dommages-intérêts ?

Dans le précédent chapitre nous avons essayé de dégager les caractères spécifiques du contrat de dot conventuelle et nous avons conclu que c'était un contrat synallagmatique aléatoire et successif. Il semblait, étant donné ces caractères, qu'il eût suffi de rappeler les règles qui régissent les actes juridiques de cette catégorie pour que les tribunaux fissent à ces contrats l'application des principes qui dominent dans notre Code civil tout le livre des obligations. La situation paraissait en effet d'une extrême simplicité. Une congrégation précédemment autorisée est dissoute par une loi ; les membres qui la composent sont obligés de se disperser et la vie conventuelle cesse : par conséquent tous les contrats passés entre les congréganistes et la congrégation, contrats qui

avaient pour condition d'existence la durée même de l'établissement avec lesquels ils étaient intervenus, devaient être résolus conformément à la loi. Il n'en fut rien et les demandeurs se heurtèrent à une résistance obstinée de la part des liquidateurs qui opposèrent à leurs prétentions des fins de non-recevoir et des moyens de droit dont la Cour de cassation a fait depuis entièrement justice.

Avant d'examiner cette importante question qui dominant tout le débat qui s'est élevé à l'occasion des restitutions de dots moniales et de la suivre dans les différentes phases qu'elle prit à la barre des tribunaux, il nous faut dire un mot de la fin de non-recevoir qui a été opposée par certains liquidateurs aux actions formées par les congréganistes.

L'article 7 de la loi de 1825, auquel se réfère l'article 5 de la loi de 1904, après avoir réglé dans les paragraphes 1, 2 et 3 le retour aux familles des donateurs et des testateurs des biens donnés ou légués, ajoute : « Quant aux biens qui ne feraient pas retour ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices.

Et alors le liquidateur de dire : La loi distingue deux catégories de biens : ceux acquis à titre gratuit et ceux acquis à titre onéreux. Les premiers font retour aux donateurs, ou aux testateurs ou à leurs héritiers, les seconds reçoivent une destination qui a été modifiée par l'article 5 alinéa 2, de celle de 1904. « Ils serviront, dit cet alinéa, à augmenter

les subventions de l'Etat pour construction ou agrandissement de maisons d'école et à accorder des subsides pour location. » Or, la dot conventuelle est bien une acquisition à titre onéreux, par conséquent elle ne peut faire l'objet des actions en reprise ou en revendication qui ne s'appliquent qu'aux acquisitions à titre gratuit et il conclut au rejet pur et simple des demandes en restitution de dots conventuelles.

Ce raisonnement, qui peut paraître exact en la forme si on s'en tient à la lettre du paragraphe 2 de l'article 5, devient insoutenable, si l'on recherche la pensée qui a guidé le législateur en écrivant l'article 5, et ne constitue certainement pas à l'encontre des demandes formées par les congréganistes une fin de non-recevoir insurmontable.

D'abord il n'est pas vrai de dire que les biens acquis à titre onéreux ne peuvent dans aucun cas faire l'objet d'une action en reprise ou en revendication. Supposons par exemple une congréganiste qui a vendu à la congrégation dont elle faisait partie un immeuble ; elle l'a vendu dans des conditions telles qu'elle a été lésée de plus des sept douzièmes de sa valeur. La congrégation vient à être dissoute, dira-t-on que la congréganiste, parce qu'il s'agit d'une acquisition à titre onéreux, sera privée de l'action en rescision pour cause de lésion qui est ouverte par l'article 1674 à tout vendeur qui a été lésé de plus des sept douzièmes du prix de son immeuble ? Il suffit

évidemment d'émettre une pareille prétention pour qu'elle soit immédiatement écartée.

Au surplus, au soutien de notre opinion nous pouvons apporter un argument considérable tiré des termes mêmes de l'article 7 que les liquidateurs invoquent à l'appui de leur fin de non-recevoir.

Après avoir indiqué dans les deux premiers paragraphes de ce texte la destination des biens acquis à titre onéreux le législateur ajoute : « La transmission sera opérée avec les charges et obligations imposées aux précédents possesseurs. » Qu'est-ce à dire, sinon que tous ces biens reviendront aux établissements désignés avec toutes leurs charges et toutes les actions en restitution, rescision, ou revendication dont ils étaient grevés.

Toute autre interprétation ne nous paraîtrait pas très sûre et certainement si le législateur de 1904 avait voulu apporter au droit commun une dérogation aussi considérable que les liquidateurs le prétendent, il n'aurait pas manqué de s'en expliquer formellement. Lorsqu'il a parlé d'acquisition à titre onéreux il a eu en vue des acquisitions définitives et irrévocables dont le sort n'était point tenu en suspens par l'exercice d'actions en résolution ou en revendication. Au surplus, comme le démontre très clairement M. Planiol dans sa note sous l'arrêt de 1906, il n'est pas admissible que par la réserve expresse que le législateur a faite des actions en reprise ou en revendication à certaines personnes dont les générosités ont pu enrichir la congrégation

il ait entendu priver toute une catégorie de personnes qui ont traité avec la congrégation à titre onéreux, des actions que leur donne la loi commune (1). C'eût été consacrer une iniquité et une injustice.

M. le procureur général lui-même devant la Chambre civile a combattu cette objection en des termes d'une netteté absolue : « Rien dans les textes précités, a-t-il dit, ne permet d'affirmer que l'attribution à laquelle il est fait allusion doit comprendre tous les biens, qui, au moment de la dissolution sont naturellement détenus par la congrégation en vertu de contrats onéreux y compris ceux sur lesquels ils ont des droits à exercer... Bien au contraire, en l'état des termes employés qui ne distinguent pas au regard des biens auxquels des actions en reprise peuvent s'exercer, suivant la nature de ces actions et suivant la qualité des personnes qui les exercent, on ne pourrait expliquer qu'une fin de non-recevoir fût opposée à l'action de l'ancienne congréganiste demandant à reprendre dans l'actif de la congrégation, une somme qui n'y est entrée que grevée des actions en reprise et en revendication autorisées par la loi elle-même (2). »

1. Cass., 1906. D. 06. 2. 41.

2. Cass., 1906. D. 06. 2. 41 (note). « Quand la loi de 1825 a parlé de biens acquis à titre onéreux pour leur donner une affectation arbitrairement choisie par elle elle a supposé ce qui est l'état normal des acquisitions réalisées et devenues définitives en telle manière que personne n'ait aucune prétention à élever sur ces biens. C'est le cas par exemple pour les biens achetés par la congrégation et dont le prix a été

Le tribunal de Toulouse dans un jugement des plus récents a appliqué le même principe. Dans l'affaire qui était soumise au tribunal, le liquidateur objectait que les demanderesses étaient forcloses dans leurs actions en résolution parce que, disait-il, cette action aurait dû être intentée dans les six mois à partir de la fermeture de l'établissement. Et le tribunal a répondu que l'objection était sans portée au regard de l'action dont il était saisi, car ce n'était pas l'action spéciale en reprise ou revendication que l'article 7 de la loi de 1904 réserve à ceux qui ont traité avec la congrégation à titre gratuit, mais bien l'action ordinaire de l'article 1184 (1).

Cependant cette opinion n'a pas été admise par toute la jurisprudence et le tribunal de Versailles

entièrement réglé. Personne n'ayant de droit à faire valoir sur ces biens il fallait nécessairement qu'on leur trouvât un emploi ; mais cette loi n'a pu avoir pour but de retirer aux particuliers le bénéfice des actions qu'ils possèdent d'après le droit commun. La loi de 1825 ouvre aux familles dont les générosités ont enrichi les congrégations une action en reprise exceptionnelle de pure faveur que la loi commune ne leur donne pas ; il serait contradictoire de sa part et souverainement injuste de priver de leurs droits normaux des gens qui ne sont pas des donateurs et qui ont traité à titre onéreux avec les congrégations. »

1. Trib. de Toulouse, 16 janvier 1908. *G. a. du Midi*, 26 janvier 1908. *Bulletin des sommaires*, 2^e partie, p. 15. « L'action en résolution du contrat de dot n'est pas en effet l'action en reprise ou en revendication prévue par la loi de 1904. Celle-ci était réelle et s'appliquait aux contrats à titre gratuit tandis qu'on ne peut assimiler à ces dernières une action en restitution de dot de nature essentiellement personnelle et dérivant d'un contrat onéreux. »

notamment a donné de l'article 7 une interprétation des plus fantaisistes et qui mérite d'être signalée non pas pour la critiquer, car elle est de tous points conforme aux principes, mais parce qu'elle est un merveilleux exemple d'habileté de la part du tribunal qui l'a rendu.

« Attendu, dit le tribunal, que ce paragraphe ne signifie pas que la dot sera restituée parce que la congrégation ne remplit pas les engagements contractés par elle dans le contrat à titre onéreux, mais bien que si la congrégation a reçu d'un tiers une somme d'argent ou un bien quelconque à charge par exemple d'entretenir un établissement de bienfaisance, le débiteur sera tenu de continuer vis-à-vis des tiers bénéficiaires de ce contrat, à satisfaire les charges et obligations imposées aux congrégations, qu'il ne s'agit nullement dans ce paragraphe des membres de la congrégation ayant fait un contrat à titre onéreux avec la congrégation dans leur intérêt personnel. »

Il n'était vraiment pas nécessaire de discuter si longtemps sur l'interprétation à donner aux termes de cet article soit dans les travaux parlementaires, soit devant la justice, si l'idée qui avait inspiré le législateur de 1904 était aussi simple que l'explication fournie par le tribunal. Evidemment si la congrégation a reçu d'un tiers une libéralité avec charge, le débiteur sera tenu à l'égard de la personne ou de l'établissement gratifié des mêmes obligations ; mais là n'est pas la question. C'est précisément

parce que l'article 7 ne parle pas de la destination des biens apportés par les congréganistes à la congrégation et qui constituent pour cette dernière des actes à titre onéreux que le législateur de 1904 n'a pas entendu enlever à ceux-ci le bénéfice de la loi commune et par conséquent le droit de reprendre ce qu'ils ont apporté au cas où la congrégation serait mise dans l'impossibilité d'exécuter les engagements qu'elle avait pris en retour.

Constatons donc qu'il n'est rien dit dans la loi des actes passés entre la congrégation et la congréganiste et que l'interprétation sous-entendue donnée par le tribunal de Versailles de la pensée du législateur de 1904 constituerait quelque chose de si considérable, un droit tellement exorbitant, qu'il serait invraisemblable de le faire résulter du silence de la loi. Toute autre interprétation serait d'ailleurs contraire à la méthode législative ordinairement suivie qui veut que la loi commune soit respectée sur tous les points où elle n'a pas été modifiée par une loi d'exception.

Cette fin de non-recevoir étant écartée, et l'article 2 de la loi de 1904 ne contenant, ni dans son esprit ni dans son texte, aucune dérogation au droit commun, c'est dans les principes généraux des obligations qu'il faut chercher la solution de la question que nous avons posée.

C'est une règle admise aujourd'hui sans conteste, que la condition résolutoire est sous-entendue dans tout contrat synallagmatique, de telle sorte que, si

l'une des parties n'exécute pas son engagement, l'autre a le droit de demander la résolution du contrat.

Quelle est l'origine de cette clause sous-entendue ? Elle avait été introduite par la jurisprudence coutumière qui exigeait qu'elle soit expressément formulée dans la convention. Puis, par une interprétation extensive de la volonté des parties contractantes, on admit que dans ces contrats, l'engagement d'une des parties ne pouvait avoir sa raison d'être si celui de l'autre partie faisait défaut, et c'est en partant de cette idée parfaitement logique que les rédacteurs de 1804 ont écrit la règle de l'article 1184 : « La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisfera pas à son engagement ».

Cette règle fut appliquée avec rigueur pendant longtemps par la Cour de cassation qui prononçait sans aucune exception la résolution des contrats, sans tenir compte des circonstances et sans se préoccuper si l'inexécution partielle ou totale était le résultat de la force majeure et s'il n'y avait pas lieu, dans certains cas, de substituer à la résolution des dommages-intérêts.

En 1891, dans un arrêt de principe fortement motivé, la Cour suprême se départit de cette ancienne rigueur (1). S'inspirant toujours de la même idée que

1. Cass., 14 avril 1891, D. 91.1.329. — 19 octobre 1897 *Gaz. du Pal.*, 97.2.456.

la condition résolutoire n'était, en somme, que l'intention présumée de la volonté des parties contractantes, elle décida que les juges du fait auraient, au cas d'inexécution partielle, la faculté de rechercher l'intention des parties et de dire si, d'après la portée et l'étendue de leurs engagements, il y avait lieu de prononcer la résolution pour défaut d'inexécution ou si une condamnation à des dommages-intérêts n'était pas une compensation suffisante. En d'autres termes, la Cour voulait qu'on recherchât si l'engagement pris par les contractants était exclusif de toute autre considération et si l'allocation de dommages-intérêts pouvait compenser l'inexécution de la convention. L'idée n'était pas nouvelle. C'était une application de la théorie coutumière telle qu'elle avait été exposée par Pothier dans son *Traité de la Vente* où il disait : « A l'égard de toutes les autres obligations, soit du vendeur, soit de l'acheteur, c'est par les circonstances qu'on décidera si leur inexécution doit donner lieu à la résolution du contrat ; elle y donne lieu lorsque ce que l'on a promis est tel que je n'eusse pas voulu contracter sans cela. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si l'on ne peut pas assurer que je n'aurais pas voulu acheter la chose sans cela, mais seulement que je n'eusse pas voulu l'acheter si cher, je ne pourrais pas demander la résolution du contrat, mais seulement une diminution du prix » (1).

1. Pothier. *De la Vente*, nos 145 et 146.

Pour compléter ces principes qu'il était utile de rappeler et qui nous serviront dans un instant pour répondre à la théorie émise et défendue par les liquidateurs, il convient d'ajouter que la résolution doit être prononcée même si l'inexécution provient de la force majeure et n'est imputable en aucune manière à l'une des parties.

La pratique est fixée en ce sens et la Cour de cassation a nettement formulé son opinion en 1897 en déclarant que l'article 1184 ne distingue pas entre les causes d'inexécution (1). On a bien discuté en doctrine sur le point de savoir si, dans ce dernier cas, la résolution devait être prononcée en vertu de l'article 1184 ou si elle ne découlait pas plutôt de l'absence de cause dans la formation de la convention. C'est ainsi que M. Planiol, dans une note sous l'arrêt de 1891, critique le point de départ qui avait servi aux juges dans l'espèce rapportée pour prononcer la résolution qui était demandée. Tout en approuvant pleinement la solution donnée par la Cour de cassation dans cette affaire, l'éminent jurisconsulte pense que, si l'article 1184 n'est qu'une interprétation de volonté, comme l'annonce le texte, la décision devait être motivée par l'absence de cause dans la convention, sans qu'il soit nécessaire de recourir à un pacte commissoire sous-entendu.

« Nous ne contestons pas le résultat pratique auquel arrivent la Cour de cassation et les tribunaux, dit

1. Cass., 19 octobre 1897. D. 97. 1. 576.

l'arrêteste ; il nous semble absolument certain que, lorsqu'une des parties est empêchée par force majeure d'accomplir son obligation, elle perd le droit d'exiger l'accomplissement à son profit de l'obligation contractée par l'autre partie, mais nous ne croyons pas que ce soit là l'effet de l'action en résolution. »

Plus anciennement, M. Demolombe avait soutenu la même théorie et dans son *Traité de Droit civil*, il dit : « Il n'y a pas à distinguer d'où procède cette inexécution, d'une négligence imputable à l'autre partie ou d'un cas fortuit ou de force majeure. Puisque, en effet, la condition résolutoire procède du défaut de cause, l'obligation de la partie envers laquelle le contrat n'est pas exécuté par quelque motif que ce soit, manque dès lors de l'un des éléments essentiels à son existence (1). »

En 1888, dans un article de la *Nouvelle Revue historique*, M. Labbé avait émis une opinion diamétralement opposée. Il estimait qu'il n'y avait pas à distinguer entre le cas où l'inexécution était due à une faute imputable à l'une des parties contractantes et celui où elle était le résultat de la force majeure. Dans tous les cas, c'était en vertu d'un pacte commissoire sous-entendu que la résolution devait être prononcée (2).

C'est là d'ailleurs, une difficulté purement doctrinale et il nous importe peu, pour résoudre la question que nous avons posée, de prendre parti dans cette

1. Demolombe, t. I, n° 497.

2. *Nouvelle Revue historique*, année 1888, p. 377.

controverse. Quelle que soit, en effet, la théorie admise, le résultat est identique. Aussi bien nous pouvons conclure, avec la jurisprudence de la Cour de cassation et avec les auteurs, que la résolution doit être prononcée dans tous les cas où l'une des parties ne satisfait pas à ses engagements, à moins que l'inexécution partielle puisse être compensée par l'allocation de dommages-intérêts.

Il n'apparaissait pas, au premier abord, que ces principes, appliqués à la matière des dots conventuelles, puissent entraîner de sérieuses difficultés

La congrégation était mise, en effet, par la volonté de la loi, dans l'impossibilité de remplir les engagements qu'elle avait pris à l'égard de tel ou tel de ses membres en échange de la dot qu'elle avait reçue. Les liquidateurs ont cependant essayé d'échapper aux conséquences de ces principes parfaitement conformes au droit commun des obligations, à l'aide d'un raisonnement dont la Cour d'Agen, qui a admis avec le plus de netteté la non restitution de la dot religieuse, s'est faite l'interprète et que nous allons examiner.

Dans l'espèce soumise à la Cour d'Agen, il s'agissait d'une congrégation dissoute par application de la loi du 7 juillet 1904 et l'un de ses membres réclamait au liquidateur la restitution d'une somme de 10.000 francs qu'elle avait apportée à titre de dot. La Cour constate d'abord que l'obligation prise par la congrégation à l'égard de ses membres est une obligation de faire. Or, lorsque l'obligation de faire

n'est pas susceptible d'exécution forcée, elle se résout en dommages-intérêts conformément à l'article 1142. « Attendu que le contrat qui a été exécuté pendant un certain temps et par lequel une personne s'engage moyennant le versement d'une somme payée par avance à loger, nourrir et entretenir une autre personne, constitue une obligation de faire dont l'inexécution partielle entraîne, aux termes de l'article 1142, l'allocation de dommages-intérêts. »

Il y a là une première confusion qui va conduire la Cour à une conclusion erronée :

« Attendu, ajoute-t-elle, qu'il n'est pas dû de dommages-intérêts lorsque l'inexécution de l'obligation n'est pas imputable à l'un des contractants, mais est le résultat d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure ; que la Congrégation des Filles de la Croix ayant été dissoute par la loi de 1904 est dégagée de toute responsabilité de la force majeure résultant de la loi (1). »

Le raisonnement de la Cour serait sans réplique s'il s'agissait, non plus d'un contrat synallagmatique, mais d'un contrat unilatéral. Il est hors de doute qu'au regard d'une convention synallagmatique l'argumentation de l'arrêt d'Agen est dénuée de toute valeur juridique et tombe d'elle-même : comme nous l'avons démontré par avance en exposant les règles de la condition résolutoire dans les contrats synallagmatiques, elle entraîne la résolution de la

1. C. d'Agen, 31 juillet 1905. *La Loi* du 17, 18, 19 août 1905.

convention de dot conventuelle comme de toute autre obligation, sans qu'il y ait à distinguer entre le cas où l'inexécution est due à une faute imputable à l'une des parties où à la force majeure et nous pouvons ajouter maintenant au fait du prince (1). Sans doute, la jurisprudence a admis que les tribunaux auraient la faculté de substituer, au cas d'inexécution partielle, des dommages-intérêts à la résolution du contrat : mais à quelle condition ? « A condition, a dit la Cour de cassation, que l'engagement pris par les parties ne soit pas exclusif de toute autre considération et si l'allocation de dommages-intérêts pouvait compenser l'inexécution partielle de la convention. » Or, qui oserait soutenir que l'allocation de dommages-intérêts dans l'espèce soumis à l'appréciation des magistrats d'Agen eût été une compensation suffisante pour la congréganiste de l'engagement pris par la congrégation dissoute à son égard et qu'elle est désormais dans l'impossibilité d'exécuter ? C'est bien au contraire, le cas de dire que son engagement est exclusif de toute autre considération et la personne qui s'est donnée librement à la vie religieuse n'a qu'un but, vivre de la vie conventuelle que la loi a rendue désormais impossible.

Ainsi donc, et pour nous résumer, il apparaît comme certain et surabondamment démontré que

1. Aubry et Rau, t. IV, p. 127. — Demolombe, t. XXV, n° 497. — Cass., 19 oct. 1897 précité.

les dispositions de la loi de 1904 ne font pas obstacle à l'application du droit commun et que, dans tous les cas, la restitution de la dot doit être ordonnée. M. Chavegrin est allé plus loin et, dans une note fort intéressante sous l'arrêt de Cassation du 13 mars 1902, il estime que les engagements pris volontairement par certaines congréganistes au moment de leur entrée en religion, de renoncer à la reprise de leur apport au cas de départ de la congrégation, ne sauraient faire obstacle à l'application de l'article 1184.

L'annotateur en donne une raison qui n'est pas contestable. Pourquoi, en effet, les congréganistes ont-elles souscrit cette renonciation ? « C'est, dit-il, parce qu'elles sacrifiaient tout aux intérêts de la congrégation. Elles ont eu en vue la volonté d'enrichir sans retour la congrégation elle-même, mais non les personnes ou les établissements de nature différente qui, après la dissolution, recueilleraient leurs biens et en feraient un autre emploi. A ces personnes, à ces établissements, elles n'ont pas pensé ; elles n'ont pas prévu, quand elles se dépouillaient, que l'Etat supprimerait leur monastère et affecterait son avoir à des dispositions nouvelles (1). »

Cette opinion parfaitement justifiée n'est en réalité qu'un rappel du principe posé en 1891 par la Cour de cassation. La Cour de Bordeaux a cependant, dans un arrêt récent, débouté une religieuse de sa

1. Cass., 13 mars 1907. S. 1907. 1. 321 (V. note).

demande en restitution de dot parce que, dans l'acte notarié qui l'avait constituée, elle avait renoncé expressément à en demander la restitution (1).

Est-ce à dire que, dans aucun cas, la restitution devra être refusée ? Evidemment non. La règle que nous avons admise est absolue en ce qui concerne les congréganistes appartenant à des congrégations dissoutes en vertu de la loi de 1904 et qui n'ont plus le moyen de vivre de la vie conventuelle qu'elles avaient librement choisie. Mais, si une congréganiste demande la restitution de sa dot alors qu'elle se sépare volontairement de la congrégation ou, si, les décrets de dissolution n'ont atteint que partiellement tel ou tel établissement de son ordre et qu'elle ait encore la possibilité de vivre dans un autre, dans ces différents cas la demande en restitution devrait être écartée parce que l'obstacle juridique qui s'oppose à la continuation de la vie religieuse n'existe pas.

C'est d'ailleurs, dans ce sens qu'a jugé la Cour d'Agen le 11 décembre 1905 et sa décision doit être pleinement approuvée. Il s'agissait en l'espèce, d'une congréganiste qui avait volontairement quitté la congrégation à une époque où celle-ci avait encore plusieurs établissements ouverts. Elle s'était retirée et privée, par sa faute, des avantages de la vie com-

1. Bordeaux, 4 février 1907. *Gaz. des Tribunaux*, 07. 2. 213.

mune et l'inexécution de l'obligation n'était pas imputable à la congrégation (1).

Plus récemment, le tribunal de Valenciennes a refusé la restitution de leurs dots à plusieurs religieuses, parce que les liquidateurs n'étaient pas encore en possession des biens, alors surtout qu'il était établi qu'elles avaient diverti tout l'actif mobilier de la congrégation à laquelle elles avaient appartenu (2).

§ 2

Quelle est la nature de la pension accordée par l'article 7 aux congréganistes? — Doit-elle être considérée comme la contre-partie de la dot?

Les liquidateurs ne tardèrent pas à s'apercevoir, au cours des premières actions en restitution qui furent intentées par les congréganistes, combien leur argument tiré de l'article 1142 du Code civil était dénué de toute portée juridique et protégeait mal leur système de défense. Aussi, ils en invoquèrent un second qui repose sans doute sur la lettre d'un texte, mais n'en constitue pas moins un argument spécieux et dénué de toute valeur démonstrative si on veut bien ne prêter au législateur que ses propres intentions.

C'est encore la Cour d'Agen, dans son arrêt de

1. C. d'Agen, 11 décembre 1905. S. 07. 1. 425.

2. Trib. de Valenciennes, 18 avril 1907. *Gaz. du Palais* 07. 2. 20.

1905, qui a donné la formule de cette objection : « Attendu, dit-elle, que, si la loi de 1904 n'a pas dit formellement que l'aumône dotale ne serait pas restituée, l'intention du législateur ne saurait être douteuse à cet égard : qu'en effet, sous l'empire de la loi de 1825, la jurisprudence était unanime pour décider que l'aumône dotale constituait une acquisition onéreuse et qu'en cas de dissolution d'une congrégation autorisée, la congréganiste n'avait droit à aucune partie des biens de la congrégation, mais seulement à une pension alimentaire ; que les travaux préparatoires et la discussion de la loi de 1904 au Parlement établissent que le législateur a entendu appliquer cette jurisprudence et qu'il a voulu que les membres des congrégations dissoutes n'aient droit qu'à la pension alimentaire que prévoyait la loi de 1825 ; que c'est ainsi qu'à la Chambre des députés M. Sarrien, président de la Commission, répondant à M. Beauregard qui s'opposait à l'admission du texte relatif aux affectations proposés au profit des écoles et demandait le maintien intégral de l'article 7 de la loi de 1825, s'est exprimé en ces termes : « Je dois dire, dès maintenant, que ni les congrégations, ni les congréganistes ne sont intéressés « au rejet de la disposition présentée par la Commission. Quelle que soit la décision de la Chambre, ils « n'obtiendront rien de plus que ce que la loi de 1825 « leur a accordé, c'est-à-dire le droit absolu à la pension. » (*J. off.*, 29 mai 1904, séance du 28 mars (1)).

1. C. d'Agen, précité.

En résumé, la Cour déclare que le législateur de 1904 n'a pas voulu la restitution de la dot et elle décide que la pension qu'il a accordée aux congréganistes n'est « que l'exécution sous une forme nouvelle de l'engagement que la congrégation avait antérieurement contracté ».

Dans son *Commentaire de la loi sur l'enseignement congréganiste*, M. Monier a souscrit sans réserve à la thèse de la Cour d'Agen et admis que la pension était très certainement la contre-partie de la dot (1).

Le raisonnement de la Cour d'Agen et l'opinion de M. Monier ne sont pas sans réplique et c'est pour ainsi dire proposition par proposition que nous entendons en démontrer la fausseté.

Il est inexact d'abord de prétendre que la jurisprudence, sous l'empire de la loi de 1825, a toujours jugé que les membres des congrégations dissoutes n'avaient droit à aucune portion de biens de la congrégation, mais seulement à une pension qui est

1. Monier. *Commentaire* p. 166. — « Sans doute, cet acte est devenu inexécutable par suite de la loi nouvelle, mais alors c'est le droit commun qui reprend son empire. L'inexécution du contrat ne pourrait donner lieu contre celui qui l'a méconnu, en l'espèce la congrégation représentée par son liquidateur, qu'à des dommages-intérêts. Ces dommages-intérêts, le législateur, imbu des principes ci-dessus, a bien compris qu'il ne pouvait les contester aux congréganistes et il les leur a reconnus en les leur allouant sous forme d'admission dans une maison de retraite et d'une pension qui deviendra désormais la contre-partie de la prestation par eux ou pour eux fournie lors de leur admission. »

précisément la contre-partie de la dot conventuelle. Il y a là, vraisemblablement, de la part de la Cour, une allusion à l'arrêt de Cassation de 1855 dont nous avons déjà parlé et qui constituait, avant la loi nouvelle, le dernier état de la jurisprudence sur la question des dots moniales. Sans doute nous reconnaissons avec la Cour d'Agen que la Cour Suprême a décidé que la dot conventuelle constituait un acte onéreux ; sans doute encore nous sommes en parfaite harmonie d'opinion avec elle pour déclarer qu'il a bien été décidé en 1855 que les congréganistes n'avaient aucun droit sur l'actif de la communauté « et qu'ils ne sauraient prétendre à rien autre chose qu'à une pension ».

Mais nous rejetons les conséquences excessives que la Cour d'Agen entend tirer de cette dernière proposition en affirmant que la pension est nécessairement la contre-partie de la dot. Il est d'abord singulier de vouloir faire statuer la Cour sur une question dont elle n'était pas directement saisie, car il est bien certain que, si la difficulté avait été soumise aux magistrats de la Cour de cassation, ceux-ci n'auraient pas manqué de donner les motifs qui les auraient conduits à cette solution. Au surplus, dans l'espèce soumise en 1855 à l'appréciation de la Cour Suprême, il s'agissait simplement de savoir, au point de vue de la perception des droits d'enregistrement, si la communauté était une société et si, les congréganistes pouvaient, à la dissolution, partager l'actif social. La Cour, dans son arrêt de principe, a

répondu négativement en ajoutant incidemment que le seul droit de la congréganiste après la liquidation était le droit à la pension. Mais cela ne veut pas dire, comme en conclut la Cour d'Agen, que la pension est la contre-partie de la dot.

On peut donc dire que cet argument est spécieux parce qu'il repose tout entier sur un postulat et qu'on admet comme démontré ce qui est précisément la question.

Après avoir invoqué la jurisprudence et lui avoir donné une interprétation inexacte, la Cour d'Agen s'efforce de trouver un critérium de son opinion dans les termes mêmes de la loi de 1825. L'article 7 de cette loi, auquel se réfère l'article 5 de celle de 1904, accorde aux membres des congrégations dissoutes une pension qui sera prélevée sur les biens indiqués au texte. Et la Cour de conclure du laconisme de ce texte que c'est bien là tout ce que la loi a eu l'intention de leur accorder et que cette pension est en quelque sorte la compensation de leur apport dotal.

Certes, si la loi de 1825 était aussi explicite que le décret de 1792 dont nous avons eu déjà l'occasion de parler, aucune hésitation ne serait permise, car le législateur révolutionnaire a été à cet égard d'une précision que les rédacteurs de 1904 auraient dû imiter. En effet, les articles 1 et 2 du décret, après avoir indiqué « que les individus des congrégations de filles auraient pour pension de retraite les deux tiers du traitement affecté aux religieuses par l'arti-

cle 7 du décret du présent mois, ajoutent : Celles qui, par leurs statuts, étaient astreintes à payer une dot et justifieront l'avoir acquittée auront l'entier traitement des religieuses, mais elles ne pourront répéter le remboursement de ladite dot ».

C'est précisément la netteté et la précision du décret de 1792 qui nous autorise à croire, contrairement à l'opinion de la Cour d'Agen, que la solution actuelle doit être différente. Il est hors de doute que ce silence est significatif, car les rédacteurs de 1825, lorsqu'ils ont écrit l'article 7, n'ignoraient pas le décret de 1792 sur cette question des dots moniales dont ils semblent, par ailleurs, s'être profondément inspirés. S'ils n'ont pas été aussi explicites, c'est qu'ils ont voulu manifester par là leur intention de ne pas apporter la même solution à une situation cependant identique et laisser subsister en dehors de la pension toutes les actions de droit commun qui pouvaient appartenir aux congrégations (1).

La question qui se pose et dont la réponse renferme la vraie solution du débat présent, est celle de savoir quelle est la nature juridique de la pension accordée par la loi de 1825 ? Est-ce une manière de restitution des apports dotaux ou des biens appartenant aux congréganistes antérieurement à leur entrée dans la congrégation ? ou n'est-ce pas plutôt une pension alimentaire accordée aux congréganistes indigents eu égard aux services qu'ils ont pu ren-

1. Sirey, 1 vol. *des lois annotées*, p. 197.

dre et aux profits dont leur travail a fait bénéficier la congrégation ? Il suffit, pour répondre, d'interroger les travaux préparatoires de la loi de 1825, et il en résulte jusqu'à l'évidence que c'est bien le caractère alimentaire qui se trouve dans le vœu de la loi.

C'est, en effet, le sens qu'il faut attribuer aux paroles dont s'est servi M. le duc de Montmorency, rapporteur, pour justifier l'amendement qui accordait lesdites pensions.

« Il est un amendement, disait-il, que nous devons expliquer brièvement. Il nous a paru impossible que la prévoyance de la loi ne s'étendît pas encore plus loin que le projet et qu'elle ne songeât pas à fixer le sort des membres individuels d'une congrégation de femmes dont l'autorisation sera révoquée. « La voix de la justice et, de l'humanité se fait entendre ici assez haut pour que je sois dispensé de développer longuement ces motifs » (1).

C'est donc bien l'indigence de la congréganiste et son indigence seule qui doit être prise en considération au moment de la dissolution pour justifier le droit à la pension. On n'a pas voulu qu'une personne qui a pu contribuer pendant de nombreuses années à la prospérité d'un établissement religieux soit, du jour au lendemain, rendue sans ressource à une vie dont elle ne connaît pas les difficultés et à laquelle elle n'était nullement préparée.

1. *Moniteur universel*, 1^{er} février 1825. — *Archives parlementaires de Laurent*, t. XLII, p. 722.

C'est le même esprit qui a inspiré sur ce point la loi de 1901, et M. Trouillot qui était le rapporteur de l'amendement devenu le dernier paragraphe de l'article 18, l'a soutenu en ces termes qui ne laissent aucun doute à cet égard : « Il ne serait pas plus possible, disait-il, que vous condamnerez à la misère ceux qui n'auraient rien apporté, ni patrimoine, ni travail. Je parle ici de ces hommes qui auront vécu hors des règles de la nature, mais qui n'en sont pas moins des hommes pouvant être très sincères et qui, ayant vécu longtemps dans la prière et la contemplation, sont devenus inhabiles aux luttes de la vie. Ils seront incapables de rien faire, les laisserez-vous tendre la main ? Non, ce serait un spectacle des plus pénibles que vous nous épargnerez. Il y a donc là un droit à la charité. »

Le législateur de 1904 n'a pas entendu attribuer une nature juridique différente à la pension viagère qu'il accordait aux congréganistes appartenant aux établissements autorisés dont il prononçait la dissolution et, suivant l'expression de M. le procureur général Beaudoin, on peut dire que « c'est la même préoccupation d'humanité au regard des congréganistes indigents qui a fait inscrire dans la loi nouvelle le principe de la pension alimentaire qui leur est accordée ».

Toute la discussion qui a précédé le vote de la loi autorise cette conclusion (1).

1. Au Sénat, M. Bérenger, qui demandait à l'Etat d'avancer les crédits nécessaires pour le paiement des pensions,

Au surplus, la Cour d'Agen a-t-elle bien entrevu toute la portée de son système et les conséquences singulières auxquelles on aboutit avec la doctrine de son arrêt ? Il est permis d'en douter. La loi de 1901, en effet, dans son article 18 § 7, ordonne la restitution aux congréganistes des biens et valeurs qui leur appartenaient antérieurement à leur entrée dans la vie religieuse. Il est indiscutable que la dot était comprise dans cette catégorie de biens soumis à la restitution. Plus loin, dans le même article *in fine* le texte dit : « que l'Etat devra fournir aux membres des congrégations dissoutes et qui n'auraient pas de moyens d'existence assurée une pension. Il y a là deux choses complètement distinctes : restitution de la dot, d'une part, et, de l'autre, droit à la pension alimentaire pour les congréganistes indigents. Or, il s'agissait alors des personnes ayant appartenu à des établissements non autorisés qui étaient en marge de la loi et n'avaient pas par conséquent les faveurs du législateur. Comment, dès lors, peut-on soutenir avec quelque vraisemblance que le législateur de 1904, qui disposait pour les congréganistes des établissements ayant eu une existence régulière et légale, ait voulu leur faire subir un traitement plus rigoureux ! C'est cependant à cet étrange résultat que conduit la doctrine de l'arrêt d'Agen qui veut que la dot et la pension soient tout

s'exprimait en ces termes : « Il s'agit de congréganistes sans ressources que la loi va laisser dans une détresse absolue. »

un, la seconde n'étant que la contre-partie de la première.

S'il est vrai, d'autre part, comme l'a prétendu M. Monier, que la pension est la compensation de la dot, il est légitime et équitable de supposer que le vœu des rédacteurs de 1904 a été de proportionner la pension à l'importance de l'apport dotal et qu'une religieuse qui a apporté une somme parfois considérable, comme en exigeaient certains ordres, aura droit à une rente plus forte que celle qui a fait un apport insignifiant. Or, c'est juste le système contraire qui a prévalu puisque le texte déclare « que les pensions seront déterminées exclusivement d'après les besoins de la personne et qu'elle pourra même cesser complètement si l'état d'indigence venait lui-même à disparaître ». On pourrait sur ce point opposer à M. Monier sa propre opinion, car il a écrit « que la loi consacre un droit formel au profit des congréganistes qui exciperont de besoins alimentaires auxquels leurs ressources ne leur permettront qu'insuffisamment de subvenir » (1).

Le décret d'administration publique du 17 janvier 1905, suffirait à lui seul à rendre toute hésitation impossible et à démontrer victorieusement que la pension est bien une pension alimentaire qui ne doit pas être considérée comme substituée à la restitution de la dot conventuelle. Statuant, en effet, sur lesdites pensions, il dispose : qu'elles seront calculées

1. Monier, *op. cit.*, p. 175.

pour chacun d'eux d'après les besoins alimentaires en tenant compte de son âge, de son état de santé et de ses ressources personnelles et sans que la quantité puisse dépasser 1.200 francs. Cette pension est incessible et insaisissable et cessent d'y avoir droit ceux qui (art. 6) sont reconnus disposer de moyens suffisants pour assurer leur existence dans l'avenir (1).

Les liquidateurs ont bien essayé, il est vrai, de fortifier le système de la non-restitution au moyen de paroles prononcées par M. Sarrien au cours de la discussion des articles de la loi de 1904 et auxquelles ils ont donné un sens commandé par les besoins de leur démonstration.

Dans la séance du 28 mars 1904, la Chambre des députés discutait sur la destination à donner au reliquat net des biens appartenant aux congrégations dissoutes après les opérations de liquidation. Le projet de la commission voulait que ce reliquat fût attribué à l'Etat avec charge par lui de l'employer à l'amélioration et à l'agrandissement des écoles laïques. M. Bauregard désirait, au contraire, le maintien intégral de l'article 7 de la loi de 1825 qui affectait ce reliquat moitié aux hospices, moitié aux établissements publics d'intérêt général. Le président de la Commission, M. Sarrien, intervint dans la discussion et défendit le texte tel qu'il avait été proposé par la commission, et répondant à M. Bauregard

1. Sirey. *Lois annotées*, 1907, p. 347, articles 3 et 11.

il commença par déclarer que les congréganistes n'avaient aucun intérêt au débat parce que, quelle que soit la solution adoptée, ils n'obtiendraient rien de plus que le droit à la pension.

« Je dois dire dès maintenant que ni les congrégations, ni les congréganistes ne sont intéressés au rejet de la disposition présentée par la commission. Quelle que soit la décision de la Chambre, ils n'obtiendront rien de plus que ce que la loi de 1825 leur a accordé, c'est-à-dire le droit absolu à la pension (1). »

Eh bien, disent les liquidateurs, la loi de 1904 forme un système complet qui se suffit à lui-même et il ressort clairement des paroles prononcées par M. Sarrien que la loi a accordé une pension qui représente la totalité des droits des congréganistes sur l'actif à liquider.

Evidemment, si on prend à la lettre les paroles du président de la Commission, elles ne veulent rien dire autre chose, mais ne leur donne-t-on pas une extensibilité excessive lorsqu'on en conclut qu'elles signifient que la dot ne sera pas restituée ? La vérité est que la question était toute autre, comme il est aisé de s'en rendre compte si on veut bien la placer sur son véritable terrain et ne prêter à M. Sarrien que ses propres intentions. Il s'agissait de déterminer si l'actif net, après les opérations de liquidation, serait partagé entre les membres des congrégations dissoutes, comme le demandaient certains députés, ou bien

1. *J. off.*, séance du 27 mars 1904.

s'il recevrait, au contraire, les destinations qui étaient proposées. M. Sarrien, pour couper court à toute espèce d'hésitation, répondit que les congréganistes n'étaient pas intéressés à cette distinction parce qu'ils n'avaient qu'un seul droit, le droit à la pension. Mais il ne s'occupait pas des opérations de liquidation à faire pour la réalisation de cet actif net et il n'avait nullement en vue les actions en reprise, résolution ou restitution qui pouvaient appartenir aux congréganistes ou à leurs ayants cause et dont la loi n'a jamais eu l'intention de les priver.

La doctrine de l'arrêt d'Agen ne fut, d'ailleurs, pas suivie et la jurisprudence tout entière a repoussé son argumentation spécieuse qui défie les règles d'interprétation les plus élémentaires et les plus généralement admises.

C'est ainsi que la Cour de Nîmes, dans un arrêt récent, a proclamé que « la pension alimentaire réservée par les lois de 1825 et de 1904 sur l'actif net de la congrégation aux anciens congréganistes indigents ne saurait être considérée comme une conversion du droit des congréganistes qui avaient apporté une dot ; que cette pension trouve son origine et sa cause dans l'indigence de la congréganiste qu'elle ait ou non apporté une dot (1) ».

La Chambre civile de la Cour de cassation, dans son arrêt de principe du 13 mars 1907, a affirmé la

1. C. de Nîmes, 21 mai 1906. — Loi du 10 juillet 1906. Riom, 20 décembre 1905.

même opinion conformément aux conclusions de M. le procureur général, en déclarant que la Cour d'Agen avait faussement interprété la loi de 1825 et qu'il n'y avait « aucune corrélation entre le contrat d'entrée en religion et les pensions alimentaires allouées par l'article 7 de ladite loi (1) ».

En résumé, le droit à la pension est fondé sur deux bases absolument étrangères à la restitution de la dot : la qualité d'ancien congréganiste et le besoin d'argent pour vivre ; mais, nulle part, la loi n'a entendu convertir le droit à restitution en un droit à une pension alimentaire.

§ 3

La dot conventuelle doit-elle être restituée dans son intégralité ?

Si la jurisprudence est unanime à reconnaître le bien-fondé de l'action en restitution de dot intentée aux liquidateurs par les membres des congrégations dissoutes, elle n'a pas toujours été d'accord sur les conséquences de cette restitution et sur la manière dont elle devait s'opérer.

A cet égard, divers systèmes ont été scutenus. Un premier système imaginé et défendu par ceux-là mêmes qui avaient été au début les adversaires déclarés du droit à restitution, reconnaît ce droit mais

1. Cass. Ch. civile, 13 mars 1907 (précité),

dans des conditions et sous une forme qui ne sauraient être admises.

Cette opinion, on peut le dire déjà, aboutit à une erreur évidente, parce qu'elle repose tout entière sur l'assimilation complète du contrat d'entrée en religion au contrat de rente viagère telle qu'il est régi par les articles 1968 et suivants du Code civil. Dans le contrat de rente viagère, disent les partisans de ce système, lorsque le débi-rentier cesse pour un motif quelconque, le service des arrérages promis et convenus, le crédi-rentier n'a pas le droit de reprendre son capital; la loi l'autorise seulement « de faire saisir et de faire vendre les biens de son débiteur et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages » ; c'est l'article 1978 qui le veut ainsi. Eh bien, il doit en être de même dans le cas de restitution des dots conventuelles. La congrégation a pris l'engagement de loger, de nourrir et d'entretenir la congréganiste pendant toute sa vie. Elle ne peut plus, par suite d'un acte de l'autorité, remplir ses engagements. La congréganiste pourra bien demander la constitution d'un capital suffisant pour le paiement d'une somme représentant celle qu'elle aurait pu retirer de sa dot si elle en avait placé le montant au moment de son entrée dans la congrégation, mais elle ne pourra obtenir rien de plus. Au surplus, concluent-ils, cette solution est parfaitement logique et conforme à l'équité : que va-t-il se passer ? Puisque la congréganiste au moment de la dissolu-

tion est plus âgée, le taux de capitalisation sera plus élevé et pour obtenir une somme égale à celle qu'elle aurait pu avoir au moment de son entrée en religion, il faudra un capital moindre. La différence entre ces deux sommes représentera précisément la partie de la dot qui aura été consommée au fur et à mesure du service des arrérages, car il serait inique de restituer, même sous la forme de l'article 1978, la totalité d'une somme qui semble avoir été amoindrie chaque jour par l'exécution de l'obligation.

M. Pont avait anciennement exposé la même opinion dans son *Traité* sur les petits contrats où il expliquait l'exclusion de l'article 1184 de la façon suivante : « Bien que le Code considère la rente viagère comme un être moral dont les arrérages ne sont que des fruits, il n'en est pas moins vrai que le rentier en recevant chaque année l'arrérage, reçoit en quelque sorte une fraction du capital et, comme on le dit vulgairement, mange son fonds avec le revenu. Son droit n'a donc plus, au jour où les arrérages cessent de lui être comptés, la même valeur que le jour où ce droit s'est établi ; et ce ne serait pas sans une grande injustice qu'il rentrerait dans la somme primitivement déboursée. »(1)

C'est en réalité la même idée qui a été reprise par ceux qui prétendent que si les lois de 1825 et de 1904 sont inopérantes en ce qui concerne la restitution

1. Pont. *Petits contrats*, t. I, n° 750.

des dots, seul l'article 1978 renferme la vraie solution.

Ce raisonnement serait en effet sans réplique et de tous points conforme à la vérité juridique, si le contrat d'entrée en religion pouvait être confondu avec la convention de rente viagère. Or cette assimilation n'est pas possible. Nous nous sommes expliqué à cet égard dans un chapitre précédent et nous avons conclu que s'il y a quelque analogie par leur objet entre la rente viagère et le contrat d'entrée en religion, celui-ci se sépare profondément de celui-là par le but poursuivi par les parties contractantes si on veut bien ne leur prêter que leurs propres intentions.

Dans la pension de rente viagère, il importe peu en effet, que les arrérages soient payés au crédi-rentier par telle ou telle personne ; c'est généralement une prestation en argent qui est due et qu'il est indifférent au crédi-rentier de recevoir d'une main ou de l'autre.

Quant au bail à nourriture, dont le contrat d'entrée en religion ne serait en somme qu'une variante dans la doctrine de ce premier système, on ne saurait lui appliquer la règle de l'article 1978 pour des raisons que M. Guillouard a exposées avec une précision remarquable :

« C'est que, dit-il, le bail à nourriture implique un choix de la personne qui devra donner à l'autre des soins et que nul ne peut être substitué par autorité de justice à la personne ainsi choisie à raison de

ses qualités réelles ou apparentes. Il n'y a pas d'autres moyens que de revenir à la règle générale de la résolution du contrat pour inexécution des conditions, ce qui permettra à celui qui voudra s'assurer des soins de régler comme il l'entendra sa vie et abandonner peut-être définitivement le système de bail à nourriture qui lui avait si mal réussi une première fois. »

Ces raisons de décider prennent une importance considérable si on les applique au contrat de dot conventuelle envisagé en lui-même et abstraction faite de l'idée de bail à nourriture avec lequel il n'a d'ailleurs que des affinités très éloignées. Sans doute, la religieuse en entrant dans une communauté de son choix a bien entendu s'assurer la vie matérielle pendant la durée de son existence, mais elle a surtout voulu se donner à la vie conventuelle et on aurait beau, suivant le système proposé, placer le capital de sa dot à gros intérêts et dans les conditions de sécurité les meilleures, qu'on n'arriverait jamais à lui donner l'équivalent ou la contre-partie du sacrifice qu'elle s'est volontairement imposé.

A ce motif, très suffisant déjà et que nous croyons décisif, on peut en ajouter un autre qui le sera peut-être davantage encore. La règle édictée par l'article 1978 est une règle exceptionnelle puisqu'elle consacre une dérogation complète au principe de la condition résolutoire tacite de l'article 1134 et qu'elle ne doit être appliquée qu'au cas limitativement prévu au texte, c'est-à-dire à la constitution à titre

onéreux de la rente viagère. Là-dessus tout le monde est d'accord et l'on ne comprend pas pourquoi certains interprètes ont voulu étendre à un contrat comme celui dont il s'agit et qui doit être régi par les principes généraux des obligations, une règle qui a été écrite pour un contrat aussi particulier que le contrat de rente viagère. Il y a là une méthode singulière qui ne peut conduire qu'à de multiples erreurs et qui ne saurait être admise.

M. le procureur général Baudoin a défendu la même idée devant les magistrats de la Chambre civile en des termes d'une absolue précision. « La disposition de l'article 1978, disait l'éminent représentant du ministère public, est exceptionnelle et doit être appliquée restrictivement au cas qu'elle vise, c'est-à-dire à la constitution à titre onéreux d'une rente viagère ou pour prendre la définition même de l'article 1968 à la prestation moyennant une somme d'argent ou pour une chose mobilière appréciable ou pour un immeuble, d'arrérages en argent. »

La Cour de Grenoble dans un récent arrêt a consacré la même opinion. Tout en reconnaissant l'analogie qui peut exister sur certains points entre le contrat d'entrée en religion et la rente viagère, la Cour n'a pas hésité à se prononcer contre le système que nous venons d'exposer et elle a donné de sa décision des motifs qui méritent d'être signalés.

« Attendu, dit-elle, que le contrat de bail à nourriture intervenu entre l'appelante et sa congrégation a un caractère aléatoire et offre quelque analogie

avec la constitution de rente viagère ; mais qu'il n'y a pas lieu de conclure de cette analogie que l'article 1978 du Code civil au titre de la rente viagère puisse être étendu, ainsi qu'il est demandé, au contrat de bail à nourriture et que le liquidateur ne saurait être admis à se libérer en consentant sur le prix de la liquidation l'emploi d'une somme suffisante pour le service de la prestation jusqu'au jour du décès de la demoiselle C...

« Attendu que l'article 1978 est une disposition exceptionnelle.... que l'on conçoit qu'un crédi-rentier, créancier d'une somme d'argent, reçoive indifféremment sa rente annuelle d'une manière ou d'une autre pourvu qu'il touche exactement la même somme, mais qu'il en est autrement dans le contrat de bail à nourriture comportant des prestations de service, véritables obligations de faire pour lesquelles il est impossible de substituer une personne à une autre. » (1)

Un deuxième système, qu'on pourrait appeler le système des comptes, a été admis par la Chambre civile de la Cour de cassation et un grand nombre de Cours d'appel et de tribunaux.

L'application de l'article 1184 paraît évidente pour les partisans de cette opinion, mais ils estiment que la restitution du capital qui constituerait la dot conventuelle ne doit pas être opérée dans son intégralité et qu'il y a des évaluations à faire et des comptes

1. Cour de Grenoble, 19 février 1907. *Gaz. du Palais*, 15 mai 1907.

à établir. La congréganiste qui réclame sa dot, disent-ils, a pu vivre pendant de longues années dans la communauté dont elle est obligée de par la loi de se séparer ; elle a pu lui rendre de très grands services et contribuer à sa prospérité, mais elle a pu aussi à cause de son âge ou de ses infirmités être une charge et nécessiter des dépenses hors de proportion avec sa dot. Donc, concluent-ils, le liquidateur devra dresser des comptes et rechercher si les sommes produites par le capital de la dot ont été dépassées. Dans cette dernière hypothèse, le capital à restituer sera diminué d'autant. Pour prendre un exemple, supposons qu'il soit établi que la congréganiste ait apporté 5.000 francs de dot ; on a prélevé 1.500 francs sur le capital et en dehors bien entendu des revenus de ce capital, le liquidateur ne devra restituer que 3.500 francs.

La Chambre civile de la Cour de cassation a résumé cette théorie dans la formule suivante : « Les juges auront à évaluer les services réciproques que les parties se seront effectivement rendus pendant que le contrat a été exécuté. »

La Cour de Nancy a proposé une théorie plus radicale encore que celle de la Cour suprême et elle n'admet pas les évaluations réciproques. D'après elle, on doit rechercher ce que la congréganiste a dépensé en excédent sur les revenus de son apport dotal, mais on ne peut les compenser avec les services de toutes sortes qu'elle a pu rendre à la communauté.

Et la Cour donne de sa raison de décider un motif assez singulier :

« Attendu, dit-elle, en ce qui concerne les dépenses qu'on ne saurait comme le voudrait la demoiselle X... chercher leur équivalent dans les services rendus par celle-ci à la congrégation ; que la convention qui liait les parties n'était pas un contrat de travail ; que sans doute pour obéir à ses vœux la demoiselle a collaboré dans la mesure de ses moyens à l'œuvre de la congrégation. Mais attendu que les juges n'ont pas pu faire état de l'accomplissement de devoirs religieux imposés par la conscience ; qu'ils ne doivent tenir compte pour régler les effets de la résolution de la convention intervenue que des seules obligations stipulées par les contractants » (1).

Les raisons données par les magistrats de Nancy sont évidemment sans réplique, si l'on veut prendre à la lettre la convention qui a déterminé les obligations de la communauté à l'égard de l'apporteuse, et personne n'a jamais osé soutenir que la congréganiste peut exiger en l'absence de toute stipulation expresse la rémunération de ses services. Si elle s'est donnée à la vie conventuelle, c'est de sa propre volonté et, comme l'a dit très justement M. Chavegrin dans sa note sous l'arrêt de 1907, « cette distinction entre le for extérieur et le for intérieur renferme une part de vérité et la congrégation n'est pas

1. C. de Nancy, 4 juin 1897. S. 1907. 1. 327.

pour la congréganiste ce que le patron est pour ses ouvriers ou employés ».

Mais ce que les principes stricts du droit ne permettent pas de déduire est parfois commandé par les règles les plus élémentaires de l'équité, et il est tout au moins singulier de vouloir rechercher les dépenses faites par la congréganiste sans en défalquer les sommes qu'elle a pu mériter pour la rémunération de ses services. En bonne logique, les comptes doivent être établis sur des bases de réciprocité identique, et c'est pourquoi le système de la Cour de cassation est beaucoup plus conforme à la justice que celui proposé par la Cour de Nancy. Cependant il est d'une complexité telle que son application semble à peu près impossible dans la réalité.

Combien en effet il serait difficile pour des magistrats d'entreprendre l'évaluation des services rendus par un membre d'une congrégation dissoute : la plupart du temps cette espèce de ventilation proposée par la Cour suprême ne manquerait pas de conduire à des résultats décevants. Au surplus, et si l'on veut aller au fond des choses, ce calcul aboutira presque toujours à démontrer que la dépense n'excédera pas les revenus de la dot de la demanderesse et que c'est bien l'intégralité de l'apport qui devra lui être restitué. La loi nouvelle en effet, a eu pour but de supprimer les congrégations enseignantes en France, c'est-à-dire cette catégorie d'établissements religieux où il n'y a place que pour un personnel actif, dévoué et pouvant rendre de réels services soit dans l'admi-

nistration, la surveillance ou l'enseignement. Les infirmes ou les non-valeurs sont l'exception dans les établissements de cette sorte. Or ce personnel rend à des titres divers des services considérables et la rémunération du travail des membres qui le composent, de leur collaboration à la prospérité morale et financière de la communauté sera une compensation suffisante des quelques dépenses qu'ils auront nécessitées pour leur entretien matériel.

Enfin, on a élevé contre ce système des comptes une objection qui nous paraît sérieuse et qui est restée sans réponse.

Dans sa note sous l'arrêt de 1906, M. Planiol après avoir examiné la valeur du système de la Cour de cassation et en avoir montré les inconvénients pratiques, pense que ceux qui l'ont imaginé n'en ont pas compris toute la portée. Si, en effet, dit l'éminent jurisconsulte, on admet la compensation comme possible, c'est qu'on suppose implicitement que les deux créances compensées sont exigibles : or il peut arriver que les dépenses de la religieuse soient supérieures à l'évaluation des services qu'elle a pu rendre à la communauté, ou aux revenus de sa dot. Dans ce cas, le surplus ne sera pas compensé, deviendra exigible et le liquidateur pourra en poursuivre le paiement contre la congréganiste. Ce serait là évidemment un résultat singulier et il suffit d'émettre une pareille prétention pour qu'elle soit repoussée tant cette conséquence est contraire à l'esprit de la loi de

1904, mais contraire surtout à l'intention des parties contractantes.

Aussi bien nous n'hésitons pas à incliner vers une troisième opinion qui est celle de la restitution intégrale et que nous considérons comme étant la seule conforme à la vérité juridique et à l'équité.

Le premier motif de notre préférence est tiré de l'article 1184 du Code civil, tel qu'il a toujours été interprété par les auteurs et les arrêts.

Lorsque la condition résolutoire vient à s'accomplir, elle opère la résolution du contrat d'une manière rétroactive, c'est-à-dire que les parties contractantes doivent être placées dans le même état où elles se trouvaient lors de la formation de la convention. C'est là un principe certain, affirmé et enseigné par une doctrine et une jurisprudence invariables. Pourquoi vouloir soustraire à l'application de ce principe général le contrat d'entrée en religion? Les partisans du système des comptes n'en donnent aucune bonne raison : la religieuse qui réclame la restitution de sa dot doit être considérée comme n'ayant jamais stipulé à l'égard de la congrégation et on lui doit l'intégralité de la somme qu'elle avait apportée à titre de dot.

Un interprète de la loi de 1904 a élevé une objection à l'encontre de cette rétroactivité appliquée à la matière des dots conventuelles et que comporte cependant, en thèse générale, l'application de l'article 1184. M. le procureur général Baudoin a en effet prétendu que cette « règle... cesse de l'avis de tous

lorsque son application est impossible, lorsqu'on se trouve en présence de conséquences que la rétroactivité de la condition ne saurait détruire. Il est ainsi lorsque nous nous trouvons en présence de contrats successifs qui ne s'accomplissent qu'au moyen d'une série de prestations successives. La résolution opère dans ce cas pour prendre la terminologie de l'école *ex nunc* et non *ex tunc* ».

Evidemment, s'il s'agissait d'un contrat où les obligations successives comportent exclusivement des prestations en argent, nous serions d'accord avec l'éminent magistrat pour reconnaître qu'un contrat de cette nature ayant été exécuté pour partie, l'effet rétroactif de la condition devrait être écarté, car, il ne saurait en rien faire disparaître les conséquences dans le passé. Mais nous sommes en présence d'un contrat tellement particulier quant à son objet qu'on ne peut raisonner *de eo quod plerumque fit*. Le versement du capital de la dot a eu pour conséquence l'entrée de la religieuse dans la congrégation et sous la condition formelle qu'elle y serait logée, nourrie et entretenue pendant toute sa vie. Il y a là une condition indivisible et qui ne peut être exécutée pour partie et si elle n'est pas remplie dans son intégralité et jusqu'à l'échéance prévue, c'est-à-dire le décès de la congréganiste, la dot ne peut faire l'objet d'aucune retenue de la part de l'établissement qui l'a reçue.

Au surplus, les auteurs enseignent et la jurisprudence admet que l'effet rétroactif de la condition

résolutoire est sans effet sur les fruits perçus.

« L'effet rétroactif, disent MM. Aubry et Rau, attaché à la condition résolutoire reste sans effet sur les fruits perçus *medio tempore*. L'acquéreur est autorisé à les conserver comme les ayant recueillis en vertu de son titre d'acquisition dont la résolution ne saurait faire disparaître le fait même de la perception » (1).

Si donc les parties sont autorisées à conserver les fruits perçus avant l'accomplissement de la condition, la congréganiste ne pourra pas réclamer la restitution des revenus de sa dot en supposant, bien entendu, et ce sera le cas le plus rare, que ceux-ci aient été supérieurs à la somme nécessaire à son entretien. De même la congrégation ne pourra pas exiger le paiement d'aucune indemnité si le produit de sa dot a été insuffisant. C'est la convention qui est la loi des parties et toutes les religieuses n'ont voulu aucun retranchement comme la communauté ne peut exiger « aucune répétition contre elles-mêmes ».

Nous concluons donc avec M. Planiol que du moment où « le contrat se trouve résolu rétroactivement, le capital touché par la communauté doit être restitué en entier, de même que dans une vente résolue pour défaut de paiement du prix de la chose vendue, doit être rendu intégralement quelle que

1. Aubry et Rau, t. IV, 5^e édit., p. 124. — Voy. aussi Cass., 23 juillet 1834. S. 34. 1. 620. — Civ. rej., 18 juillet 1884. S. 55. 1. 36.

soit la portion du prix qui reste impayée. C'est la volonté des parties en même temps que l'application exacte des règles sur l'accomplissement des conditions » (1).

1. V. note sous arrêt de 1906 précité.

CHAPITRE IV

§ 1

Preuves de l'apport dotal

En étudiant les origines de la dot conventuelle et son évolution historique dans notre ancien droit, nous avons vu qu'elle était considérée plutôt comme une donation que comme un contrat onéreux, qu'elle empruntait les formes des actes solennels et qu'il y eut même à une époque très ancienne une formule sacramentelle obligatoire pour la réalisation de ce contrat. Plus tard on se départit de ce formalisme qui était un dernier vestige de la législation romaine et dans la déclaration de 1693 il fut simplement ordonné que le contrat de dot conventuelle devrait être passé en la forme authentique et par devant notaire (1).

Dans le droit moderne, le contrat d'entrée en religion perdit son antique rigueur ; il changea de

1. « Permettons néanmoins aux monastères... de recevoir des rentes viagères pour la subsistance des personnes qui y prennent l'habit et y font profession... voulons qu'il en soit passé acte par devant notaire. »

caractère et fut considéré comme un contrat synallagmatique et rangé dans la catégorie des actes onéreux. Aussi, l'examen des modes de preuves de la dot conventuelle ne saurait retenir longuement notre attention, car, à part quelques particularités que nous aurons à signaler, ce sont les règles générales du droit commun en matière de preuve qui reprennent ici tout leur empire. La preuve de la dot conventuelle pourra donc être faite par témoins ou par simple présomption si elle est inférieure à 150 francs ; il faudra au contraire un acte écrit, ce sera le cas le plus fréquent, si elle est supérieure à ce chiffre. Il en sera ainsi d'une manière générale et absolue sans qu'il y ait à distinguer entre les demandes en restitution faites par les membres d'une congrégation non autorisée ou par ceux appartenant aux établissements ayant fait l'objet d'une autorisation régulière. Il n'y a rien de particulier à dire de l'acte authentique qui constate l'apport dotal fait par une religieuse à sa communauté : il suit de tous points les règles admises pour les actes de cette nature.

Le plus généralement la preuve de la dot conventuelle résultera d'une inscription sur les registres de la communauté et plus souvent encore d'une quittance sous seing privée délivrée par la supérieure au moment du versement de la dot. Ce sont les deux modes ordinaires de preuve employés en cette matière et les seuls qui méritent un rapide examen.

Il est de principe que les registres et papiers domestiques font foi contre celui qui les a écrits dans

tous les cas où ils constatent formellement un paiement reçu. C'est l'article 1341 qui le veut ainsi et la force probante attachée par la loi aux registres et papiers domestiques paraît être des plus sérieuses pour la constatation d'un fait juridique ou d'un événement quelconque dont on n'a pas voulu conserver la preuve authentique. Or, dans les communautés religieuses il est tenu par la supérieure un registre spécial destiné à recevoir les inscriptions de sommes ou valeurs apportées par la religieuse au moment de son entrée et détenues par la congrégation à un titre quelconque. Ces registres sont parfaitement assimilables à ceux qui sont tenus par les particuliers et dont parle l'article 1341. On peut donc, avec de justes motifs, trouver dans la production des registres un mode excellent de preuve pour établir l'apport dotal fait par une religieuse qui en réclame la restitution, à condition bien entendu que les mentions de ces registres présentent par leur date et leur physionomie générale un caractère suffisant d'authenticité et de sincérité.

Le tribunal d'Arras et celui de Toulouse en ont ainsi récemment décidé par les mêmes raisons que nous venons d'exposer (1) :

« Attendu, dit le tribunal d'Arras, que pour justi-

1. Trib. civ. d'Arras, 15 novembre 1905. *Gaz. des Trib.* 6 avril 1906.

Trib. civ. de Toulouse, 26 décembre 1907. *Gaz. des Trib. du Midi*, 26 janvier 1908.

fier de sa prétention la demanderesse invoque l'inscription de la dite somme sur le registre spécial des dots tenu par la supérieure ;

« Attendu que les registres et papiers domestiques font foi contre celui qui les a écrits dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu. »

On s'est demandé bien souvent si les statuts d'un ordre religieux qui prévoient dans un de leurs articles une somme à titre de dot ne constituaient pas une présomption suffisante de la réalité de l'apport ?

C'est dans un arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 1861 que cette question paraît avoir pris naissance. Un sieur Koenig, frère et légataire universel, en vertu d'un testament olographe du 8 avril 1849, de la dame Louise Koenig, religieuse du Sacré-Cœur décédée dans la maison de Conflans dépendant de celle de Paris, prétendait que sa sœur avait une fortune de plus de 85.000 francs résultant de ventes d'immeubles réalisées par la défunte de son vivant et qui avaient été versés entre les mains de la communauté ou de ses représentants conformément aux statuts de l'ordre annexés à l'ordonnance du 22 avril 1827, autorisant la congrégation, et rendue après examen et enregistrement par le Conseil d'Etat. Il assigna donc devant le tribunal de la Seine la congrégation en fondant son action en reddition de comptes sur la présomption des statuts.

Le tribunal de la Seine décida d'après les circonstances de la cause, que la dame Louise Koenig avait conservé l'administration de sa fortune jusqu'à son

décès, et que la congrégation n'avait aucun compte à rendre de sommes dont elle n'avait jamais eu la jouissance.

Après un arrêt confirmatif de la Cour de Paris, un pourvoi fut formé par le sieur Kœnig et la Cour de cassation décida le 8 mai 1861 qu'il n'y avait pas lieu d'infirmier l'arrêt qui faisait l'objet du pourvoi, par un considérant ainsi conçu :

« Attendu que si des statuts approuvés qui forment la loi civile de la congrégation du Sacré-Cœur et qui confirment en ce point la loi canonique et les règles de discipline qu'elle impose aux personnes vouées à la vie religieuse, on peut induire que la religieuse par le seul fait de son entrée dans l'ordre se trouve immédiatement dessaisie de la jouissance et de l'administration de sa fortune au profit de la communauté, qui seule désormais en perçoit les revenus et administre à son gré, et, si cette induction autorise à présumer que la communauté a réellement touché, à charge d'en rendre compte ultérieurement, toutes les valeurs que l'on prouve avoir été reçues par chacun de ses membres, on ne saurait du moins voir dans cette présomption sans en exagérer le caractère et la portée, une de ces preuves légales qui n'admettent aucune preuve contraire et résistent même à l'évidence du fait ; que ce n'est qu'une présomption susceptible d'être combattue par la preuve contraire » (1).

1. Cass., 8 mai 1861. D. 61. 1. 271.

C'est en partant de cette présomption admise par la Cour suprême que certains interprètes ont voulu appliquer la même solution à la matière des dots conventuelles. Il y a de leur part une confusion évidente et si le principe posé par la Cour doit être approuvé en tant que s'appliquant à la situation qui lui était soumise, l'extensibilité qu'ont voulu lui donner les auteurs mérite au contraire d'être vivement critiquée. Quelle analogie y a-t-il en effet entre le cas d'une religieuse qui réclame sa dot et qui prétend en démontrer la réalité par un règlement qui la prévoit et celui d'un héritier qui demande compte à la supérieure d'un couvent des biens et valeurs appartenant au *de cujus* et dont elle est présumée avoir conservé la jouissance et l'administration ? Evidemment aucune, car tandis que dans le second cas la présomption porte uniquement sur des actes d'administration ou de gestion, dans le premier au contraire elle tend à établir l'apport lui-même qui a dû être fait à titre de dot.

Au surplus quelle valeur juridique peuvent avoir les statuts d'un ordre religieux qui la plupart du temps n'auront reçu aucune approbation de l'autorité compétente ? Sans doute ils peuvent constituer une règle de discipline intérieure mais ils sont dépourvus de toute force probante pour établir une obligation quelconque : il se peut même qu'ils soient complètement ignorés de la religieuse qui en tous cas n'y aura jamais donné une adhésion expresse.

Enfin la présomption dont parle l'arrêt de 1861

n'est qu'une présomption *juris tantum* comme on dit à l'école et ne saurait être admise que dans les cas où la loi autorise la preuve testimoniale ou s'il existe un commencement de preuve par écrit.

Aussi cette idée n'a-t-elle jamais prévalu et en maintes circonstances les tribunaux l'ont condamnée en décidant que la dot conventuelle n'était jamais acquise de plein droit et par le seul fait de l'entrée de la religieuse dans la communauté, mais qu'elle devait résulter d'une déclaration expresse de volonté (1).

M. Troplong dans son *Traité des donations et testaments* a défendu cette solution : « Qu'importe, dit-il, que la règle approuvée par l'autorité supérieure permette d'exiger une dot déterminée ? Ce n'est là qu'une faculté. La dot doit être constatée. On exige des preuves certaines, sérieuses et de bonne foi. »

Est-ce à dire que l'apport dotal devra toujours être constaté au moment même de l'entrée en religion de la personne qui la doit ? Evidemment non, et il suffira par exemple qu'elle s'en soit reconnue débitrice dans un acte postérieur tel qu'un règlement de compte ou même un testament (2). Enfin l'aveu fait en justice par la supérieure d'une congrégation autorisée, qu'elle a bien reçu une somme à titre de dot, a été considéré comme une preuve suffisante de la réalité de l'apport. La supérieure représente en effet la congrégation dans tous les actes de

1. C. de Paris, 28 janvier 1881.

2. C. de Poitiers, 17 mai 1832. S. 32. 2. 406.

sa vie civile et la reconnaissance qu'elle fait en justice doit être considérée comme une justification sérieuse de la demande en restitution introduite contre elle.

§ 2

L'acte sous seing privé qui constate la dot conventuelle peut-il être opposé au liquidateur, s'il n'a pas reçu date certaine ?

La question de savoir si l'acte sous seing privé qui constate l'apport dotal doit avoir reçu date certaine pour être opposable au liquidateur est une des plus délicates qu'ait soulevée l'application de la loi nouvelle. Elle a été de la part des interprètes le siège d'une ardente controverse et la jurisprudence a apporté à ce problème deux solutions très différentes, suivant le caractère juridique qu'elle a attribué au liquidateur et à son rôle dans la liquidation.

L'article 1328 du Code Civil dit que l'acte sous seing privé n'a de date certaine contre les tiers, que du jour de son enregistrement, du jour du décès de l'un des signataires ou de sa constatation dans un acte ou procès-verbal dressé par un officier public ; au contraire, il fait foi de sa date de plein droit et sans formalité entre les parties contractantes.

Appliquée à l'acte sous seing privé qui constate l'apport d'une dot conventuelle, cette règle revient à se demander si le liquidateur d'une congrégation dissoute est son ayant cause ou un tiers, de telle

sorte que, suivant qu'on lui attribue l'une ou l'autre de ces deux qualités, les actes sous seings privés auxquels une congrégation a été partie font foi de leur date par eux-mêmes et sans formalité, ou bien s'il est nécessaire que leur date soit devenue certaine par l'arrivée d'un des trois événements visés dans l'article 1328 ? La réponse à cette question est d'un intérêt considérable, car, si l'on décide que le liquidateur est un tiers et non pas l'ayant cause de la congrégation disparue, c'est le sort de presque toutes les demandes en restitution de dot qui se trouvera atteint par cette fin de non-recevoir.

Il est rare en effet, que l'acte sous seing privé, qui constate l'apport total et, qui revêt le plus souvent la forme d'une quittance, ait été enregistré. C'est là une formalité que les parties ont omise et leur négligence trouve son excuse dans une pratique constante et ancienne qui dispense les quittances de l'enregistrement.

Cette mesure de faveur, qui ne résulte évidemment pas d'un texte de loi, a été admise par la doctrine et la jurisprudence qui ont voulu transiger avec les difficultés de la pratique, car, comme disent MM. Aubry et Rau, « l'application rigoureuse de l'article 1328 entraînerait la nécessité de faire enregistrer toute pièce destinée à constater une libération, ce qui ne laisserait pas de présenter de graves inconvénients » (1).

1. Aubry et Rau, t. VI, p. 403, note 101. Dalloz. *Oblig.*, n° 3309.

Dans les motifs d'un arrêt rendu le 24 décembre 1907, la Cour d'Amiens a rappelé cet usage en des termes d'une absolue précision :

« Attendu, d'ailleurs et par surcroît, dit-elle, que fût-il même exact que les actes passés avec la congrégation avant sa dissolution ne pourraient être opposés au liquidateur qu'autant qu'ils auraient date certaine avant sa dissolution, cette règle devrait, tout au moins, recevoir exception en ce qui concerne les quittances qui, en principe, et de droit commun, sont regardées comme faisant preuve de leur date à l'égard de tous ; que vouloir les soumettre à une formalité que le débiteur était fondé à considérer comme inutile serait retirer à ce dernier le bénéfice d'un paiement valable et libératoire, et, notamment, priver tous ceux qui, à un titre quelconque, ont contracté avec la congrégation, de la possibilité de faire valoir des droits que le législateur de 1904 a entendu expressément leur réserver (1). »

Quoi qu'il en soit et tout en regrettant qu'une certaine pratique se soit montrée plus rigoureuse à l'égard des quittances qui constatent une dot conventuelle, examinons de plus près la question telle qu'elle est posée et voyons si le caractère juridique attribué au liquidateur peut justifier, comme on l'a soutenu, la mesure d'exception qu'on propose d'appliquer aux actes sous seings privés intervenus entre

1. C. d'Angers, 24 décembre 1907. S. 08. 2. 104.

la religieuse qui réclame sa dot et la congrégation qui l'a reçue.

Après avoir posé le principe de la suppression des congrégations enseignantes en France, le législateur de 1904, dans les articles 5 et suivants de la loi, a pris certaines mesures propres à déterminer la consistance de leur patrimoine, à en assurer la conservation et, plus tard, la répartition du reliquat suivant les affectations prévues, en un mot d'établir les règles de leur liquidation.

C'est au liquidateur nommé par la justice qu'il appartient d'accomplir ces différentes opérations. Dans l'exécution de la mission qui lui est confiée par la loi, quelle est la nature de ses pouvoirs ? est-il un tiers ou l'ayant cause de la congrégation ?

M. Chavegrin a donné de l'ayant cause et du tiers une définition qui est un critérium parce qu'elle contient exactement les caractères essentiels qui servent à les distinguer.

« Parmi les personnes en rapport avec les signataires d'un acte, dit-il, les unes sont ses ayants cause et les autres ont la qualité de tiers. Elles sont ses ayants cause quand elles se bornent à invoquer les droits qu'elles tenaient de lui et qu'il mettrait en œuvre s'il agissait ; elles sont des tiers, quand elles se prévalent de droits qui ne lui appartenaient pas, qu'il ne leur a pas transmis, et qu'elles exercent comme leur étant propres à elles-mêmes. »

Dans laquelle de ces deux catégories peut-on ranger le liquidateur ?

Le tribunal civil de Rouen, qui a été le premier saisi de la question depuis la loi de 1904, a répondu que le liquidateur était l'ayant cause de la congrégation et que tous les actes sous seings privés passés par celle-ci lui étaient opposables, encore qu'ils n'aient pas reçu date certaine par la mention d'enregistrement. Pour les magistrats du tribunal, le liquidateur est l'ayant cause de l'Etat qui est lui-même le successeur universel de la congrégation et toutes les obligations contractées par elle lui sont opposables comme elles l'auraient été à la congrégation elle-même. Ils ajoutent, d'ailleurs, que cette interprétation est conforme à l'esprit et au texte de la loi qui a voulu assimiler le liquidateur des congrégations à un liquidateur ordinaire ; qu'il doit défendre à toutes les actions nées d'une cause antérieure à la dissolution comme aurait défendu la congrégation elle-même. C'est donc un ayant cause obligé dans les termes de l'article 1328 du Code civil.

La Cour de Rouen, devant laquelle fut portée en instance d'appel la décision rendue par les premiers juges, critiqua les motifs donnés par le tribunal et infirma le jugement de première instance par des raisons de droit qui résument la thèse de ceux qui veulent voir dans le liquidateur un tiers dans le sens de l'article 1328.

« Attendu, dit-elle, qu'une congrégation autorisée est un être fictif qui ne subsiste qu'autant que l'autorisation qui lui a donné l'existence n'est pas reti-

rée ; que, par le fait du retrait de l'autorisation, la personnalité de la congrégation se trouve anéantie ; que les biens lui ayant appartenu seraient des biens vacants et sans maître, si la loi du 7 juillet 1904 n'en avait conféré la propriété à l'Etat sous certaines charges ; attendu que, pour fixer la qualité réelle du liquidateur d'une congrégation autorisée, il y a lieu de rappeler le titre en vertu duquel il agit et la mission dont il est chargé ; qu'il est investi par la loi d'un droit personnel né le 7 juillet 1904 ; qu'il doit appréhender les biens de la congrégation, les conserver et, par conséquent, défendre aux actions tendant à les dominer, particulièrement à celles des personnes se disant créanciers, réaliser l'actif et verser le produit net de son administration dans les caisses de l'Etat ; qu'il faut reconnaître au liquidateur, vis-à-vis des prétendus créanciers de la congrégation, les droits que possède l'Etat sur le produit de la liquidation ; que l'Etat est fondé à exiger de ceux qui prétendent avoir acquis un droit de gage sur les biens de la congrégation, antérieurement à la date où lui-même est devenu propriétaire de ces biens, la preuve de cette antériorité ; qu'ainsi le liquidateur est un mandataire légal ayant pour mission de procéder à la liquidation des biens et valeurs de la congrégation en sauvegardant les intérêts opposés et en conflit des diverses catégories de bénéficiaires auxquels les lois de 1904 et 1825 confèrent sur ces biens un droit soit actuel, soit éventuel ; qu'il suit de là que le liquidateur, envisagé dans ses

rapports avec celui des bénéficiaires qui l'actionne, est un tiers, alors que le jugement intervenu sur cette action contre le liquidateur est opposable aux autres bénéficiaires. »

Ainsi donc, la Cour, à l'encontre du tribunal et par une série de motifs dont nous aurons à examiner plus loin la valeur juridique, a décidé que le liquidateur est un tiers et qu'il peut exciper des droits que lui confère en cette qualité l'article 1328 du Code civil.

Le débat était ouvert et M. le conseiller Dalmbert, dans une note sous l'arrêt dont nous venons de rapporter quelques-uns des considérants, a défendu l'opinion de la Cour de Rouen en élevant contre la théorie de l'ayant cause un certain nombre de critiques dont la Chambre des Requêtes et la Chambre civile se sont faites depuis les échos autorisés.

L'éminent magistrat admet, avec l'arrêt de la Cour de cassation du 7 novembre 1885 que nous avons pleinement approuvé, que la congrégation autorisée n'est pas « une société civile, mais un corps de main-morte indépendant des personnes qui en font partie » et il tire de là que l'autorisation sans laquelle la congrégation est dépourvue d'existence juridique la réduit au néant lorsqu'elle lui est retirée et que les biens qu'elle possède sont désormais des biens vacants et sans maître. Or, ce n'est pas, continue-t-il, « à titre de successeur irrégulier ou par voie de deshérence » que l'Etat recueille les biens de la congrégation, c'est en vertu de la loi.

D'après M. Dalmbert, cette première considération, qui suffirait à faire écarter l'opinion qui attribue au liquidateur la qualité d'ayant cause, le néant ne pouvant rien produire et la liquidation ne pouvant représenter quelque chose qui n'existe plus, est suivie d'une autre plus décisive encore. Il existe un certain nombre de bénéficiaires énumérés par la loi de 1904 et auxquels elle confère des droits sur les biens de la congrégation dissoute. Ce sont les donateurs, ou testateurs, ou leurs parents au degré successible ; ce sont encore les congréganistes qui ont droit à une pension alimentaire ; c'est, enfin, l'Etat lui-même qui devient propriétaire du reliquat. Eh bien, tous ces bénéficiaires ont des intérêts opposés à ceux d'autres personnes qui se prétendent créancières de la congrégation à des titres multiples. C'est le liquidateur qui va résister à toutes les actions de ces diverses catégories de créanciers au nom de tous les bénéficiaires qui n'ont pas comparu aux actes qu'on lui oppose.

Peut-on dire, dans ces conditions, qu'il est l'ayant cause de la congrégation ? non, c'est un tiers auquel l'acte sous seing privé n'ayant pas acquis date certaine avant la dissolution de la congrégation autorisée et constatant l'obligation de celle-ci ne pourra être opposé.

L'opinion formulée par l'arrétiste contient une part de vérité, et elle serait à peu près exacte si elle était moins absolue.

Tout d'abord, une objection de principe se

dresse contre la thèse de la Cour de Rouen. S'il est vrai, en effet, que l'autorisation seule est susceptible de rendre la congrégation capable de s'obliger et qu'elle disparaissant, celle-ci tombe dans le néant, on en est amené à conclure *a contrario*, que, lorsqu'il s'agit d'une congrégation non autorisée, dépourvue par conséquent d'existence légale, elle sera frappée d'une incapacité complète et absolue et que pas plus pendant son existence qu'après sa dissolution, elle n'aura pu à un moment quelconque agir valablement. Or, cette conclusion à laquelle conduirait logiquement la doctrine de la Cour de Rouen est démentie par une jurisprudence constante et fermement établie. Il suffit, à cet égard, de citer cet attendu de la Chambre civile où on lit : « Quoique dépourvue de toute personnalité civile, une congrégation non autorisée ne formait pas moins, avant sa dissolution, une collectivité d'individus qui jouissaient en commun de biens détenus, étaient responsables sur lesdits biens des obligations auxquelles leur communauté d'existence et d'intérêt pouvait donner lieu : la loi de 1901 a laissé à la charge de la liquidation les engagements dérivant de cette responsabilité collective (1).

Il convient donc de faire des réserves au principe posé par M. Dalmbert et de dire que, si le retrait d'autorisation a pour effet de suspendre l'existence juridique de la congrégation autorisée et de l'empê-

1. Cass., 30 déc. 1857. S. 58 I. 225. — Cass., 12 mai 1886. S. 86. I. 282. — Cass., 17 juillet 1907. S. 07. I. 409.

cher désormais de contracter valablement, il n'a pas du moins pour effet de la faire tomber dans le néant et d'anéantir le passé, comme semble le faire croire l'arrêt de la Cour de Rouen. La vérité est que la loi a bien voulu atteindre l'association religieuse, mais qu'elle n'a pas entendu soustraire le patrimoine de la personne morale légalement existante aux droits légitimes qui peuvent être exercés par des créanciers sérieux et de bonne foi. Ce n'est que lorsque ce corps de mainmorte aura été débarrassé de toutes les charges qui le grèvent, que le reliquat reviendra à l'Etat, non plus en vertu des articles 539 et 713 du Code civil, mais en vertu de la loi de 1904, à l'exemple de nombreuses législations étrangères qui consacrent un droit de retour spécial au profit de l'Etat sur l'actif net sur lequel les congrégations n'ont aucun droit (1).

1. L'article 45 du nouveau Code civil allemand permet, pour les associations à but intéressé le partage du patrimoine social entre les associés ; mais il le refuse pour les associations à but non intéressé dont le patrimoine est attribué à l'Etat ; et l'article 39 du Code civil espagnol attribue les biens des associations de même nature à des œuvres analogues. Plus spécialement, en matière d'association religieuse, les lois allemandes édictent aussi la nécessité de l'autorisation et la loi du 31 mars 1875 dispose pour la Prusse que le patrimoine des établissements dissous, l'entretien de leurs membres une fois assuré sera employé conformément à une loi ultérieure. Les lois américaines décident que les congrégations « non incorporées » sont dissoutes et, notamment, une loi de l'Etat de New-York édite la liquidation des biens et l'affectation de l'actif restant à une œuvre de religion, de bienfaisance ou de charité. (Les soudier. *Revue trimestrielle de droit civil*, n° 2, 1908.)

Et voilà que la personnalité du liquidateur apparaît comme jouant un rôle complexe au cours de cette liquidation où il agit tantôt comme substitué à la congrégation, tantôt comme substitué à l'Etat.

On a justement comparé ses fonctions à celles d'un syndic de faillite. Celui-ci administre et gère les intérêts qui lui sont confiés plutôt contre celui qu'il représente qu'avec lui et cependant la jurisprudence n'a pas hésité à le regarder comme un ayant cause (1). Est-ce à dire qu'il doit être considéré exclusivement comme tel ? Evidemment non et il devient un tiers chaque fois qu'il use de certains droits qu'il tient de la masse créancière et non plus du failli, par exemple lorsqu'il demande une des nullités prononcées par les articles 446 et suivants du Code de commerce. Le failli n'aurait jamais pu exercer lui-même ces actions qui ont leur origine dans la faillite et qu'il intente *jure proprio* (2).

Aussi nous pensons que la réponse à la question de savoir si le liquidateur est un tiers ou l'ayant cause de la congrégation ne peut pas être absolue et comporte une distinction que nous résumerons dans cette formule : Il est un ayant cause chaque fois qu'il agit comme l'aurait fait la congrégation elle-même ; il est un tiers lorsqu'il exerce des droits *jure proprio* et en vertu de la loi.

1. Cass., 28 juin 1875. S. 75. 1. 309. — Alger, 18 février 1888 S. 89. 2. 115.

2. Cass., 27 janvier 1886. S. 87. 1. 293.

C'est là la thèse générale de la personnalité juridique du liquidateur et, étant admis qu'il joue le rôle de tiers ou d'ayant cause suivant la nature des droits qu'il exerce ou des actions auxquelles il défend, il nous reste à faire application de ces principes à la situation spéciale qui nous occupe. Lorsqu'un liquidateur défend à une action en restitution de dot conventuelle, doit-il être considéré comme un tiers ou comme l'ayant cause de la congrégation ? Sans hésitation, nous répondons qu'il est l'ayant cause de la congrégation, parce que, dans la circonstance, il ne fait qu'exercer les droits qu'elle aurait mis elle-même en œuvre si elle avait agi : supposons un instant qu'au lieu d'attendre l'échéance de la loi, la religieuse ait réclamé sa dot avant la disparition de l'ordre auquel elle appartenait. Comment les choses se seraient-elles passées ? La réclamante aurait eu pour adversaire la supérieure de l'ordre qui aurait résisté à sa demande en soutenant qu'elle était mal fondée soit parce que l'apport dotal n'avait pas été fait, soit parce qu'il avait été remboursé. Eh bien, le liquidateur nommé par le tribunal n'agira pas autrement que ne l'aurait fait la congrégation représentée par sa supérieure : il lui est substitué, il devient son mandataire chaque fois qu'il s'agit d'actes passés par elle conformément à ses pouvoirs.

On a objecté, il est vrai, qu'il était dangereux de donner au liquidateur cette qualité d'ayant cause plus particulièrement dans cette circonstance à cause de l'obligation qu'elle lui impose de respecter tous

les actes sous seings privés qui n'ont pas date certaine. Les plus graves abus ne manqueront pas de se produire, disent les liquidateurs et ceux qui partagent leur système ; ce sera la fraude sans frein et sans limite. On verra, par suite de la collusion entre les supérieures et les membres des congrégations, ceux-ci produire à la liquidation des actes avec des dates de complaisance qui auront pour effet de dilapider le patrimoine de la congrégation en le faisant revenir aux congréganistes créancières apparentes qui reconstitueront ainsi les corps de mainmorte que la loi a voulu anéantir.

Tout en reconnaissant le bien-fondé de cette objection dans certaines circonstances, elle ne nous paraît pas suffisante pour apporter une exception aussi considérable au principe de la loi. Les dangers signalés par les adversaires de la théorie de l'ayant cause ne justifient pas les modifications profondes qu'on voudrait apporter à la qualité du liquidateur et qui tendent à lui en faire attribuer une différente de celle que comporte sa situation juridique. La vérité est qu'il y a là une question de fait et il serait puéril de penser que le liquidateur acceptera purement et simplement sans vérifier leur sincérité ou la certitude de leur date les actes sous seings privés qui constateraient des dots conventuelles. Si la fraude lui apparaît, il pourra l'établir par tous les moyens possibles, *omni modo*, même par de simples présomptions, ainsi qu'il est admis par la jurisprudence chaque fois qu'il s'agit de faire prononcer la

nullité d'un acte argué de fraude (1). Dans une lutte sur le terrain des faits, le liquidateur, s'il a de justes motifs de croire que l'acte qu'on lui oppose est le résultat de la fraude, aura facilement le dessus. Dans l'affaire soumise à la Cour de Poitiers en 1904, le liquidateur n'eut pas de peine à faire rejeter la demande en restitution de dot qui avait été formée par une religieuse de la congrégation du Carmel de Saintes, en établissant, jusqu'à l'évidence, au moyen de certains faits et de certaines pièces versées aux débats, que la dot réclamée n'avait jamais été apportée (2).

Au surplus, ne pourrait-on pas faire la même objection à propos de tous les actes sous seings privés ? Et, cependant, dans certaines situations analogues à celle qui nous occupe et où on pourrait avoir de justes motifs de craindre que les actes privés ne soient le résultat de la fraude ou du dol, la jurisprudence n'a pas admis une solution différente de celle que nous défendons. C'est ainsi que les héritiers d'un incapable ou d'un interdit ont tout à craindre des actes souscrits par leur auteur et qui portent une date antérieure à l'interdiction ou à la tutelle. Ces actes sont, la plupart du temps, des titres de complaisance intervenus entre des débiteurs incapables et leurs créanciers et la jurisprudence aurait pu

1. Ch. des Req., 17 juillet 1906. S. 07. 1. 166. — Cass. 29 décembre 1902, S. 1903. 1. 186.

2. C. Poitiers, 29 décembre 1904. S. 08. 1. 163.

dans ces cas les déclarer nuls s'ils n'avaient pas reçu date certaine. Elle a, au contraire, décidé « que la date d'un acte sous signature privée n'a pas besoin d'être conforme à l'article 1328 pour qu'on le présume sincère vis-à-vis du prodigue ou de ses ayants cause » (1).

En dépit de ces considérations, nous estimons qu'il y aurait plus d'inconvénients que d'avantages à admettre la théorie de la Cour de cassation et nous persistons à penser que le rôle de tiers qu'on voudrait faire jouer au liquidateur qui défend à une action en restitution de dot, serait toujours contraire à la vérité juridique et très souvent à l'équité. Aussi bien nous concluons avec le savant commentateur de l'arrêt de la Chambre civile du 12 mai 1908 que « le liquidateur est l'ayant cause de la collectivité ou de l'ensemble des congréganistes qui la composaient... qu'il invoque exclusivement les droits dont les représentants de la congrégation se prévau-draient; poursuivi par les créanciers, il emploie les moyens auxquels la congrégation recourrait pour soutenir ou que les créances ne sont pas formées ou qu'elles ont cessé d'être. Il se comporte donc à la façon d'un ayant cause et nous devons le traiter en ayant cause » (1).

1. Cass., 13 nov. 1895. S. 97. 1. 262. Laurent, t. V, n° 320; Aubry et Rau, t. 8. § 756, texte et note 106

§ 3

Délai de prescription de l'action en restitution

Plusieurs commentateurs de la loi de 1904 ont assigné à l'action en restitution de dot le délai de prescription imparti par l'article 5 pour l'exercice des actions en reprise et en revendication. C'est ainsi que M. Curet dans son étude sur la liquidation en justice des congrégations, recherchant quel était le délai de prescription de l'action en restitution de dot, a écrit : « Lorsque la dot est sujette à restitution, dans quel délai peut être recevable l'action ? Faut-il appliquer la déchéance édictée par l'article 5 ? L'affirmative nous paraît devoir être adoptée » (1).

Le tribunal du Puy a donné une solution identique à cette même question.

« Attendu, dit-il, qu'il importe peu que la reprise de la dot moniale ne soit qu'une application du droit commun tel qu'il est édicté par l'article 1184 du Code civil ; qu'il n'en est pas moins vrai que ce qui donne ouverture à l'application de cet article c'est la suppression de la congrégation et que, par suite, il s'agit bien réellement d'une action dérivant de la loi de 1904 » (2).

1. Curet. *Commentaire de la liquid. des congrégations*, 1904, p. 107.

2. Le Puy, 11 mai 1907. *Gaz. des Trib.*, 1907. 2. 129, 2^e semestre.

L'opinion de M. Curet et la décision, d'ailleurs isolée, rendue par le tribunal du Puy, reposent sur une confusion certaine entre les actions dont il est parlé au texte précité et l'action en restitution de dot qui a été complètement passée sous silence par les rédacteurs de 1904 et, il n'est pas besoin d'insister longuement, pour démontrer tout ce qu'une pareille interprétation de la loi a de contraire au vœu de ses auteurs.

Avant d'attribuer les biens des congrégations dissoutes à des établissements de bienfaisance, les rédacteurs de la loi ont organisé, au profit des donateurs ou de leurs héritiers, un véritable droit de retour sous la forme d'une double action qualifiée dans le texte d'action en reprise ou action en revendication. Ces deux actions spéciales et de faveur et qui ne diffèrent entre elles que par la terminologie employée, reposent exclusivement sur le changement d'attributaire : Or, il est constant que la jurisprudence est aujourd'hui fixée, en ce sens que la demande d'une ancienne religieuse en restitution de sa dot, constitue une action de droit commun en résolution d'un contrat synallagmatique pour inexécution des conditions, par conséquent c'est la prescription trentenaire qui doit être appliquée. C'est donc à tort que le tribunal du Puy qui ne conteste pas cette doctrine, fait rentrer l'action en résolution du contrat de dot conventuelle parmi les actions en reprise dont parle l'article 5. Par une plus juste application des principes, le tribunal de

Toulouse a décidé à l'encontre de l'opinion des magistrats du Puy « que le liquidateur objecterait en vain pour résister à la demande en restitution de dot, que les demanderesses soient forcloses dans leur action en résolution, qu'elle aurait dû à peine de forclusion être intentée dans le délai de six mois ; que l'action en résolution du contrat de dot n'est pas l'action en reprise ou en revendication prévue par la loi de 1904, celles-ci étant réelles et s'appliquant à des contrats à titre gratuit, tandis qu'on ne peut assimiler à ces dernières une action en restitution de dot de nature essentiellement personnelle et dérivant d'un contrat onéreux » (1).

Il est enfin une dernière considération qui suffirait à elle seule à écarter l'assimilation faite par l'auteur et la décision que nous venons de citer entre les actions dont parle l'article 5 et celle qui nous occupe ; c'est que les délais de prescription qui dérogent au droit commun doivent être strictement interprétés et appliqués seulement aux cas pour lesquels ils ont été écrits.

Quel est le point de départ de ce délai ?

M. Curet a proposé de distinguer suivant que le versement de la dot avait été fait entre les mains de la supérieure générale de l'ordre ou entre celles de la supérieure locale de l'établissement disparu. Dans le premier cas, ce serait la fermeture du dernier

1. Trib. de Toulouse, 16 janv. 1908 (précité). — Trib. d'Arras, 12 avril 1906. *Gaz. des Trib.*, 06. 2. 43.

établissement qui servirait de point de départ à la prescription de l'action, tandis que dans le second la date de fermeture de l'établissement local, indiquée par le décret, ferait courir la prescription. Cette distinction est arbitraire et injustifiée. Pour nous qui avons toujours admis que l'action en restitution n'est possible que du jour où la congrégation ne peut plus remplir ses engagements à l'égard de la religieuse, nous estimons que ce ne sera qu'à partir du jour de la fermeture du dernier établissement que courra le délai de prescription, parce que c'est seulement à partir de cette date que la religieuse ne pourra plus vivre de la vie conventuelle et trouver dans ce genre d'existence qu'elle avait librement choisie les avantages de toutes sortes qui peuvent en résulter.

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire de quelques difficultés soulevées par l'application de la loi de 1904, justifie surabondamment les regrets que nous exprimons au début de ce travail sur le silence du législateur relativement à la condition juridique et au sort des dots conventuelles. Ce silence est inexplicable si l'on veut bien considérer les sommes importantes que représente cette catégorie de biens dans le patrimoine à liquider et appartenant aux congrégations dissoutes. Cette question méritait plus d'attention de la part des rédacteurs de la loi nouvelle et s'ils avaient été seulement prévoyants, ils eussent pu éviter, à l'aide d'un simple article, cette lutte judiciaire longue et acharnée où les querelles de partis semblent l'avoir emporté trop souvent sur le désir de résoudre un problème juridique qui trouvait sa vraie solution dans les principes les plus élémentaires de notre droit civil.

La vérité est que cette loi se ressent beaucoup de sa préparation hâtive et de l'influence des passions politiques au milieu desquelles elle a pris naissance. Nous nous sommes efforcé de rester sur le terrain exclusif du droit à l'écart des idées préconçues et en dehors de toute préoccupation politique et religieuse.

Notre but était de dégager à la lumière des principes les tendances actuelles de la jurisprudence française sur cette matière des dots conventuelles ; de préciser son rôle et de montrer comment elle avait su après beaucoup d'hésitations de contradictions et même de retour en arrière s'arrêter aux solutions conformes à la fois au bon sens et à l'équité.

Là en effet où beaucoup d'interprètes de la loi de 1904 n'avaient vu que de textes rigides, fait pour gêner l'application du droit commun plutôt que pour la favoriser, la pratique au contraire a su découvrir des dispositions assez souples pour ne rien sacrifier à la vérité juridique et à la défense des intérêts privés.

Par son action bienfaisante, elle a su répondre une fois de plus aux sages conseils que Portalis formulait en ces termes : « La science du magistrat est de mettre les principes en action, de les ramifier, de les étendre par une application sage et raisonnée aux hypothèses privées ; d'étudier l'esprit de la loi quand la lettre tue et de ne pas s'exposer aux risques d'être tour à tour esclave et rebelle et de désobéir par esprit de servitude » (1).

1. Portalis. Disc. prél. — Locré. *Légit. civ.*, p. 264.

Vu : le Président de la thèse

Ch. MASSIGLI

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

ANNEXES

Texte de la loi du 24 mai 1825 relative à l'autorisation et à l'existence légale des congrégations et communautés religieuses de femmes.

Article premier. — A l'avenir aucune congrégation religieuse de femmes ne pourra être autorisée et, une fois autorisée, ne pourra former d'établissement que dans les formes et sous les conditions prescrites dans les articles suivants.

Art. 2. — Aucune congrégation religieuse de femmes ne sera autorisée qu'après que les statuts, dûment approuvés par l'évêque diocésain, auront été vérifiés et enregistrés au Conseil d'Etat en la forme requise pour les bulles d'institution canonique.

Les statuts ne pourront être approuvés et enregistrés s'ils ne contiennent la clause que la congrégation est soumise dans les choses spirituelles à la juridiction de l'ordinaire.

Après la vérification et l'enregistrement, l'autorisation sera accordée par une loi à celle de ces congrégations qui n'existaient pas au 1^{er} janvier 1825; à l'égard de celles de ces congrégations qui existaient antérieurement au 1^{er} janvier 1825, l'autorisation sera accordée par une ordonnance du Roi.

Art. 3. — Il ne sera formé aucun établissement d'une con-

grégation religieuse de femmes déjà autorisée s'il n'a été préalablement informé sur la convenance et les inconvénients de l'établissement, et si l'on ne produit à l'appui de la demande le consentement de l'évêque diocésain et l'avis du Conseil Municipal de la commune où l'établissement devra être fondé.

L'autorisation spéciale de fonder l'établissement est accordée par une ordonnance du Roi, laquelle sera insérée dans une quinzaine au *Bulletin des lois*.

Art. 4. — Les établissements dûment autorisés pourront avec l'autorisation spéciale du roi :

1° Accepter les biens meubles et immeubles qui leur auraient été donnés par acte entre vifs, ou par actes de dernière volonté, à titre particulier seulement ;

2° Acquérir à titre onéreux des biens immeubles ou des rentes ;

3° Aliéner les immeubles ou les rentes dont ils seraient propriétaires.

Art. 5. — Nulle personne faisant partie d'un établissement autorisé ne pourra disposer par actes entre vifs ou par testament soit en faveur de cet établissement, soit au profit de l'un de ses membres, au delà du quart de ses biens, à moins que le don ou legs n'excède pas la somme de 10.000 francs.

Cette prohibition cessera d'avoir son effet relativement aux membres de l'établissement, si la légataire ou la donatrice était héritière en ligne directe de la testatrice ou donatrice.

Le présent article ne recevra son exécution pour les communautés déjà autorisées que six mois après l'autorisation accordée.

Art. 6. — L'autorisation des congrégations religieuses de femmes ne pourra être révoquée que par une loi. L'autorisation des maisons particulières dépendant de ces congrégations ne pourra être révoquée qu'après avoir pris l'avis de l'évêque diocésain et avec les autres formes prescrites par l'article 3 de la présente loi.

Art. 7. — En cas d'extinction d'une congrégation ou maison religieuse de femmes ou de révocation de l'autorisation qui lui aurait été accordée, les biens acquis par donation entre vifs ou par disparition et cause de mort feront retour aux donateurs ou à leurs parents au degré successible, ainsi qu'à ceux des testateurs au même degré. Quant aux biens qui ne feraient pas retour, ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés les établissements éteints. La transmission sera opérée avec les charges et obligations imposées aux précédents possesseurs. Dans le cas de révocation, prévu par le premier paragraphe, les membres de la congrégation ou maison religieuse de femmes auront droit à une pension alimentaire qui sera prélevée : 1^o sur les biens acquis à titre onéreux ; 2^o subsidiairement, sur les biens acquis à titre gratuit, lesquels, dans ce cas, ne feront retour aux familles des donateurs ou testateurs qu'après l'extinction des dites pensions.

Art. 8. — Toutes les dispositions de la présente loi autres que celles qui sont relatives à l'autorisation sont applicables aux congrégations en maisons religieuses de femmes autorisées antérieurement à la publication de la loi du 2 janvier 1817.

**Texte de la loi du 7 juillet 1904
relative à la suppression
de l'enseignement congréganiste**

Article premier. — L'enseignement de tout ordre et de toute nature est interdit en France aux congrégations.

Les congrégations autorisées à titre de congrégations exclusivement enseignantes seront supprimées dans un délai maximum de dix ans.

Il en sera de même des congrégations et établissements qui, bien qu'autorisés en vue de plusieurs objets, étaient en fait exclusivement voués à l'enseignement à la date du 1^{er} janvier 1903.

Les congrégations qui ont été autorisées et celles qui demandent à l'être, à la fois pour l'enseignement et pour d'autres objets ne conservent le bénéfice de cette autorisation ou de cette instance d'autorisation que pour les services étrangers à l'enseignement, prévus par leurs statuts.

Art. 2. — A partir de la promulgation de la présente loi, les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres et leurs noviciats seront dissous de plein droit, à l'exception de ceux qui sont destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et les pays de protectorat ; le nombre des noviciats et le nombre des novices dans chaque noviciat seront limités aux besoins des établissements visés au présent paragraphe.

Les noviciats ne pourront recevoir d'élèves ayant moins de vingt et un ans.

Les congrégations devront, dans le mois qui suivra cette promulgation, fournir au préfet, en double expédition dûment certifiée, les listes que l'article 15 de la loi du 1^{er} juillet 1901 les oblige à tenir.

Ces listes fixeront *ne varietur* le personnel appartenant à chaque congrégation ; elles ne pourront comprendre que des congréganistes majeurs et définitivement entrés dans la congrégation antérieurement à la promulgation de la loi.

Toute inscription mensongère ou inexacte et tout refus de communication de ces listes seront punis des peines du paragraphe 2 de l'article 8 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Art. 3. — Seront fermés dans un délai de dix ans prévu à l'article 1 :

1^o Tout établissement relevant d'une congrégation supprimée par application des paragraphes 2 et 3 de l'article 1 ;

2^o Toute école ou classe annexée à des établissements relevant d'une des congrégations visées par le paragraphe 4 de l'article 1 sauf exception pour les services scolaires uniquement destinés à des enfants hospitalisés auxquels il serait impossible pour des motifs de santé ou autres de fréquenter une école publique.

La fermeture des établissements et services scolaires sera effectuée aux dates fixées pour chacun d'eux par un arrêté de mise en demeure du ministre de l'Intérieur, inséré au *Journal officiel*. Cet arrêté sera, après cette insertion, notifié en la forme administrative au supérieur de la congrégation et au directeur de l'établissement quinze jours au moins avant la fin de l'année scolaire, il sera en outre rendu public

par l'affichage à la porte de la mairie des communes où se trouvent les établissements supprimés.

Art. 4. — Il sera publié tous les six mois, au *Journal officiel*, le tableau par arrondissement des établissements congréganistes fermés en vertu des dispositions de la présente loi.

Art. 5. — Par jugement du tribunal du siège de la maison-mère, rendu à la requête du procureur de la République, le liquidateur, nommé aussitôt après la promulgation de la loi, sera chargé de dresser l'inventaire des biens des congrégations, lesquels ne pourront être loués et affermés sans son consentement, d'administrer les biens des établissements successivement fermés et de procéder à la liquidation des biens et valeurs des congrégations dissoutes dans les conditions de la présente loi.

La liquidation des biens et valeurs, qui aura lieu après la fermeture du dernier établissement enseignant de la congrégation, s'opérera d'après les règles édictées par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825.

Toutefois après le prélèvement des pensions prévues par la loi de 1825 le prix des biens acquis à titre onéreux ou de ceux qui ne feraient pas retour aux donateurs ou aux héritiers ou ayants droit des donateurs ou testateurs servira à augmenter les subventions de l'Etat pour construction ou agrandissement de maisons d'écoles et à accorder les subsides pour location. Les biens et valeurs affectés aux services scolaires dans les congrégations visées au dernier paragraphe de l'article 1 seront affectés aux autres services scolaires de la congrégation.

Toute action en reprise ou revendication devra, à peine de

forclusion, être formée contre le liquidateur dans le délai de six mois à partir du jour fixé pour la fermeture de l'établissement.

Passé le délai de six mois, le liquidateur procédera à la vente en justice de tous les immeubles et objets mobiliers qui n'auraient pas été repris ou revendiqués, sauf exception, pour les immeubles qui étaient affectés avant la promulgation de la présente loi à la retraite des membres actuellement vivants de la congrégation, âgés ou invalides ou qui seront réservés pour cet usage par le liquidateur.

Toute action à raison de donation ou legs faits aux communes ou aux établissements publics à la charge d'établir des écoles ou salles d'asile dirigées par des congréganistes sera déclarée non recevable si elle n'est pas intentée dans les deux ans à partir de la même date.

Un décret d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi.

Art. 6. — Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets et actes des pouvoirs publics contraires à la présente loi et notamment l'article 109 du décret du 17 mai 1808.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Origine de la dot conventuelle et sa nature juridique dans l'ancien droit.....	11
CHAPITRE II. — De la légalité de la dot conventuelle et de ses caractères dans le droit moderne.....	38
§ 1. — La dot conventuelle est un contrat légitime.	38
§ 2. — Elle n'est pas une libéralité.....	49
§ 3. — Elle n'est un apport en société ni un contrat de bail à nourriture.....	55
§ 4. — C'est un contrat synallagmatique, aléatoire et successif.....	73
CHAPITRE III. — De la situation juridique des congré- ganistes après la loi du 7 juillet 1904 au point de vue de la restitution de leur dot.....	83
§ 1. — Le contrat de dot conventuelle est-il résolu par suite de la disparition de la congrégation, ou bien l'inexécution des engagements de celle- ci donne-t-elle lieu seulement à des dommages- intérêts ?.....	84
§ 2. — Quelle est la nature de la pension accordée par l'article 7 aux congréganistes? Doit-elle être considérée comme substituée à la dot con- ventuelle dont elle serait en quelque sorte la contre-partie?.....	101

§ 3. — La dot conventuelle doit-elle être restituée dans son intégralité ?.....	114
CHAPITRE IV. — § 1. — Preuves de l'apport dotal.....	129
§ 2. — L'acte sous seing privé qui constate la dot conventuelle peut-il être opposé au liquidateur s'il n'a pas reçu date certaine ?.....	136
§ 3. — Délai de prescription de l'action en restitu- tion.....	151
CONCLUSION.....	155

